

LA RÉFORME AGRAIRE AU MEXIQUE

Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Samedi 25 Juin 1938, à 10 heures 1/2
par

Guy LEBRET

JURY D'EXAMEN

Président : M. SAINT-GERMÈS, professeur.

Suffragants } M. LAMPUË, professeur.
 } M. GOETZ, chargé de cours.



Imprimerie et Papeterie de Normandie
OZANNE & C^{ie}
16 à 22, Rue des Rosiers, CAEN

1938

*Thèse Caen
1938.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA RÉFORME AGRAIRE
AU MEXIQUE



LA RÉFORME AGRAIRE AU MEXIQUE

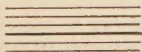
Thèse pour le Doctorat
soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Samedi 25 Juin 1938, à 10 heures 1/2
par

Guy LEBRET

JURY D'EXAMEN

Président : M. SAINT-GERMÈS, professeur.

Suffragants { M. LAMPUË, professeur.
M. GOETZ, chargé de cours.



44254
UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1937-1938

Doyen :

L. HENRY NEZARD, (*, I. ☉)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (O. *, I. ☉)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☉)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉).

Professeurs :

- MM. NÉZARD (*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;
GOMBEAUX (*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;
BRIDREY (*, I. ☉), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;
LEPARGNEUR (*, I. ☉), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;
LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;
PERREAU (*, I. ☉, ☼), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;
LAMPUE (☉), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;
YVER (☉), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;
PRUD'HOMME (*, ☼, ☉), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;
FRÉJAVILLE (☉), professeur de Droit Civil ;
BESNIER, professeur de Droit Romain ;
LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;
SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique ;

Secrétaire :

M. ROUX (*, I. ☉, ☼, ☼), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le voyageur qui visitait le Mexique avant la révolution de 1910 était émerveillé. La ville de Mexico, qui groupait alors plus d'un million d'habitants, venait en grande partie d'être reconstruite : ce n'étaient que palais, buildings, larges avenues bien pavées, théâtres et jardins enchanteurs. Tout semblait respirer la prospérité : le réseau des chemins de fer s'étendait constamment, les actions des compagnies étrangères montaient en flèche, et l'on découvrait chaque jour de nouvelles mines. Le calme régnait ; les capitaux affluaient ; les industriels, les grands propriétaires, toute l'aristocratie et même le clergé s'accordaient pour entourer de louanges le maître incontesté des destinées du Mexique depuis 1876 : le général Porfirio Diaz dont la réélection comme Président de la République n'était plus qu'une simple formalité.

Pourtant, malgré une façade aussi brillante, une révolution sanglante éclata en 1910 qui devait se prolonger pendant plusieurs années et étonner l'opinion européenne par sa sauvagerie et ses massacres. Les chefs révolutionnaires surgissaient en éclair pour être bientôt fusillés ; les dictateurs accédaient au pouvoir et tombaient au bout de quelques mois ; à peine votées, les lois sombraient dans l'oubli, les maisons des grands propriétaires flambaient, les prêtres étaient précipités

du haut de leurs églises ; le banditisme sévissait partout. C'est alors que les Etats-Unis, dont les énormes capitaux investis au Mexique couraient les plus grands dangers, occupèrent Vera-Cruz et lancèrent le général Pershing au galop à travers l'Etat de Sonora à la recherche d'un certain Pancho Villa qui, accompagné de cavaliers sauvages, déguenillés, terrorisait le pays (1).

Cependant, au bout de sept ans de révolution et de chaos général, le calme fut à peu près rétabli et une Constitution fut élaborée qui régit encore actuellement le Mexique. Cette Constitution contenait, dans son article 27, les principes d'une réforme agraire, peu connue en France (2), et pas encore complètement réalisée aujourd'hui, qui devait amener des changements considérables dans le système de possession des terres au Mexique et avoir des répercussions sur le niveau de vie matériel, intellectuel et moral des classes rurales.

Mais avant d'étudier les causes de la réforme agraire et la manière dont elle fut conçue et réalisée, il nous faut d'abord examiner brièvement quelles sont les conditions naturelles et les conditions démographiques qui ont influencé directement son développement et sont indispensables à connaître pour comprendre les problèmes tout à fait particuliers au Mexique qu'elle souleva.

(1) Sur la révolution Mexicaine, cf. Gruening, *Mexico and its Heritage*.

(2) Il n'existe, en dehors de quelques articles de revues, aucun ouvrage économique sérieux en français sur le Mexique depuis la révolution.

LES CONDITIONS NATURELLES

Le Mexique a une superficie de 1.969.365 kilomètres carrés, c'est-à-dire près de quatre fois celle de la France. Sur cet immense territoire, traversé à peu près en son milieu par le Tropique du Cancer, les conditions géographiques varient considérablement d'une région à l'autre.

En résumé, on peut dire que le Mexique se présente sous l'aspect d'un plateau élevé borné de chaque côté par deux chaînes de montagnes, la Sierra Madre occidentale et la Sierra Madre orientale, de forme sensiblement triangulaire, dont la base serait au Nord le Rio Grande et la frontière des Etats-Unis. L'altitude de ce plateau varie dans la région centrale, l'Anahuac, entre 2.300 et 3.300 mètres, et n'est dépassée que par celle des plateaux du Thibet ou de Bolivie, c'est dans cette région que se trouve la capitale Mexico, à 2.250 mètres d'altitude. Les deux tiers de la superficie du Mexique sont constitués par ces hauts plateaux. Mais il va sans dire qu'il y a une série de zones intermédiaires entre les plaines côtières du golfe du Mexique, celles du Pacifique et le plateau central. Cette grande diversité d'altitude présente de graves problèmes pour l'établissement des voies de communications, surtout si l'on ajoute que le plateau central est entrecoupé de ravins inaccessibles (« Barrancas ») et de murailles rocheuses presque verticales (horsts). Elle conditionne en outre le climat du Mexique.

On distingue généralement trois zones climatiques principales (1) :

1° Les terres chaudes (« terras calientes »), dans la partie basse et côtière dont la température varie de 28° à 30° pendant la saison chaude et humide et de 16° à 22° pendant la saison froide et sèche sur lesquelles on trouve la végétation des pays tropicaux.

2° Les terres tempérées (« terras templadas ») sont celles dont l'altitude varie entre 1.000 et 1.700 mètres, dont la température moyenne est de 23°.

3° Les terres froides (« terras frias ») commencent à des altitudes supérieures à 1.700 mètres. La température moyenne est de 15°, mais avec de grands écarts entre le jour et la nuit, ce qui provoque, quelquefois même en plein été, des gelées nocturnes très redoutées des paysans. C'est sur ces terres qu'est groupée la plus grande partie de la population. Mais les pluies y sont très insuffisantes (elles sont cinq fois moins abondantes que dans la zone tempérée), ce qui explique la nécessité de l'irrigation. Au Nord du plateau central on trouve même des régions presque complètement désertiques. Cependant, les fleuves et cours d'eau sont assez nombreux, mais ils ne compensent pas l'abondance d'humidité, car ils coulent le plus souvent au fond de gorges et il faut construire des barrages très coûteux pour pouvoir les utiliser. Ceci nous explique l'importance qu'attachent les lois mexicaines au problème de l'irrigation. En effet, pour une grande partie du pays,

(1) Cf. *Géographie Universelle* de Vidal et La Blache, t. XIV.

sans eau il n'y a pas de récoltes et si, au contraire, on a pu irriguer, il n'est pas rare de voir faire deux ou même trois récoltes de céréales.

Si nous examinons maintenant la nature du sol, nous constatons que sur les 196,5 millions d'hectares que mesure le territoire fédéral, 89 millions, soit 45,6 %, représentent des montagnes, des volcans, des rivières ou des terres inutilisables en raison de la nature de leur sol ; 66,5 millions d'hectares, soit 33,8 %, sont des pâturages ; 25,9 millions d'hectares, soit 13,2 %, sont des forêts et seulement 14,5 millions d'hectares sont des terres arables, ce qui ne fait qu'un pourcentage de 7,4 % de la superficie totale du pays comme terres productives. Encore faut-il remarquer que sur ces 14,5 millions d'hectares, lors du recensement agraire de 1930, 7,1 millions d'hectares étaient réellement cultivés, soit seulement 3,6 % de la superficie totale (1). Quant à la valeur de ces terres arables, elle varie considérablement selon les régions.

Les statistiques mexicaines les classent en trois catégories : a) les terres humides situées en général le long des côtes, qui jouissent d'une humidité naturelle suffisante pour assurer la vie des plantes. Elles ne représentent que 1,3 millions d'hectares, soit 8,9 % de la surface totale des terres arables d'après le recensement de 1930.

b) Les terres irriguées, qui couvrent une superficie

(1) Pour établir ce chiffre, le recensement de 1930 définissait comme terre arable, tout terrain d'une superficie dépassant un hectare qui avait été cultivé pendant un an au moins dans les cinq années ayant précédé le recensement.

de 1,7 millions d'hectares, soit 11,6 % de la superficie totale des terres arables.

c) Les terres saisonnières, qui sont à la merci de la sécheresse, qui couvrent plus des trois quarts de la superficie totale des terres arables : 11,5 millions d'hectares, 79,2 % du total.

Mais la « bonne » terre arable n'est pas seulement rare au Mexique, puisque les terres irriguées et les terres humides ne couvrent même pas 3 % de la superficie totale de la république, elle est très mal répartie. En effet, si nous consultons les statistiques par zones agricoles (1), on voit que 36,4 % des bonnes terres arables se trouvent dans la zone centrale, 20,5 % dans la zone du Nord, 19,9 % dans la zone du golfe, 16 % dans la zone Sud Pacifique et 6,3 % dans la zone Nord Pacifique.

Le recensement de 1930 donne également des statistiques sur les terres non cultivées mais qui pourraient l'être. D'après ce document, elles s'élèveraient à 8,8 millions d'hectares, soit 4,5 % du territoire de la République, ce qui porterait à 11 % le total des terres pouvant être cultivées au Mexique. Ces terres se trouvent surtout situées dans les zones Nord et Nord Pacifique qui sont les moins peuplées.

On voit que les conditions naturelles de l'agriculture au Mexique sont loin d'être favorables : les terres arables sont en quantité très limitée. Plus de la moitié de ces terres ne reçoivent pas une quantité d'eau suffisante et leur culture est très aléatoire. A la sécheresse se joignent souvent les gelées, aussi est-il peu de pays qui

(1) Cf. la carte du Mexique par zones statistiques, en annexe.

connaissent autant de calamités agricoles que le Mexique. Cette situation défavorable explique en partie les rendements extrêmement bas que l'on obtenait avant la réforme agraire et qui ne se sont guère améliorés aujourd'hui.

LES CONDITIONS DÉMOGRAPHIQUES

La population du Mexique s'élève aujourd'hui à 18.596.000 habitants (1), si bien qu'il est, après les Etats-Unis et le Brésil, l'Etat le plus peuplé d'Amérique. La densité de population est de 9,4 habitants au kilomètre carré ; densité faible, mais cependant plus élevée que celle des autres pays d'Amérique, sauf les Etats-Unis, l'Uruguay et le Guatemala.

Cette population est loin d'être homogène, aussi bien du point de vue de la race que de la langue et des mœurs.

D'après M. L. Cabrera (2), on peut tracer le tableau suivant de l'évolution des races au Mexique au début du xix^e siècle, au début du xx^e et actuellement.

Années	Indiens	Métis	Blancs
—	—	—	—
1800	44 %	38 %	18 %
1900	35 %	55 %	10 %
1935	25 %	70 %	5 %

(1) Cf. S. D. N., *Annuaire statistique* 1935-36, p. 20.

(2) *The key of the Mexican chaos*, dans Herring et Weinstock, *Renascent Mexico*, p. 21.

On voit que la proportion en nombre des indiens et des blancs a diminué parallèlement, tandis qu'augmentait le nombre des métis. Selon Stuart Chase (1), actuellement la proportion d'indiens et de métis atteindrait 36 %, tandis que les blancs ne formeraient que 3 % de la population totale. Quoiqu'il en soit, un fait est indéniable, c'est la prédominance de l'élément indien au Mexique et celle-ci semble aller en s'accroissant. Le Mexique est d'ailleurs le seul pays d'Amérique où les indiens n'aient pas été absorbés en grande partie par les émigrants étrangers et c'est également le seul où le fait de qualifier un blanc d'indien ne soit pas une injure.

La population indienne elle-même n'est pas homogène. Elle parle douze langues différentes et plus de cent cinquante dialectes. Plus de deux millions d'indiens ignorent complètement l'espagnol. La plupart de ces indiens sont illettrés, ou du moins l'étaient avant la révolution. On comptait encore, en 1930, de nombreux Etats où plus de 70 % de la population âgée de plus de 10 ans était illettrée. Ces indiens, comme nous le verrons par la suite, étaient, avant la révolution, dans une situation matérielle et morale très dure. Misérablement vêtus, souffrant de sous-alimentation chronique, souvent alcooliques, la tuberculose, la fièvre jaune, le paludisme contribuaient à en détruire un grand nombre, ce qui explique sans doute le faible accroissement de la population. Selon certains auteurs, celle-ci

(1) *Mexico, a study of two americas*, p. 178.

aurait même diminué depuis l'arrivée des Espagnols, toutefois ces assertions sont sans grand fondement.

La population indienne a joué un grand rôle dans la révolution mexicaine qui, sous bien des aspects, apparaît comme la révolte, au bout de quatre siècles d'oppression, des indiens vaincus contre les descendants de l'envahisseur espagnol.

Cette population est très inégalement répartie, elle est très clairsemée sur les côtes basses et malsaines, augmente à mesure qu'on s'élève, pour atteindre son maximum sur le plateau central où la densité atteint 29,1 habitants au kilomètre carré, en 1930, tandis que dans les Etats de Sonora ou de Basse-Californie elle n'est que de 2,4 par kilomètre carré. La zone centrale ne représente que 14 % de l'étendue totale du pays, mais sa population compte 48 % de la totalité, soit près de la moitié.

Si l'on excepte la capitale, Mexico, qui groupe plus d'un million d'habitants, il existe peu de villes importantes ; d'après certaines évaluations, près de la moitié de la population rurale habite dans des villages de 100 à 1.000 habitants, tandis que près de deux millions de paysans vivent dans des villages de moins de cent habitants. Cette dispersion de la population rurale s'explique par le manque de terres arables, qu'aggravait encore le système de très grande concentration des terres dans les mains de quelques milliers de propriétaires, ainsi que nous le verrons ultérieurement.

Enfin, si l'on recherche l'emploi de cette population, nous constatons d'abord que la plus grande partie est

agricole. 70 % (d'après le recensement de 1930 (1) de la population économiquement active travaille dans l'agriculture. Parmi cette population, 77 % étaient des ouvriers agricoles. Dans la zone centrale, la proportion d'ouvriers agricoles atteignait même 81,5 % de l'ensemble de la population agricole. Les ouvriers agricoles formaient donc la majorité de la population active (53,8 %). Or, cette population a eu pendant des siècles le niveau le plus bas dans l'échelle sociale. La réforme agraire a tenté de venir à son secours, mais n'a pas toujours réussi.

On voit d'après les chiffres qui précèdent toute l'importance du problème agraire au Mexique, puisque plus des deux tiers de la population active totale du pays exercent une activité dans l'agriculture.

*
* *

Les conditions naturelles et les conditions démographiques ont influencé en partie l'élaboration de la réforme agraire. Pour comprendre un certain nombre de ses dispositions, il était nécessaire de faire un tableau sommaire de ces conditions toutes particulières au Mexique, qui permette au lecteur de mieux pénétrer la vie de ces indiens, pour qui les lois agraires furent élaborées et qui ne surent pas toujours ni en comprendre la portée ni en tirer le profit espéré.

(1) Nous ne possédons pas de statistiques précises avant 1930. Cf. Beteta, *op. cit.*, p. 41.

La réforme agraire mexicaine s'étant opérée par étapes successives, il est nécessaire de tracer l'évolution du problème agraire dans ses grandes phases historiques. Nous examinerons dans une première partie l'évolution du régime de la propriété agraire avant la révolution de 1910, ce qui nous permettra de comprendre les causes profondes de la réforme. Dans une deuxième partie nous étudierons la réforme agraire de la révolution de 1910 au Plan Sexennal et nous pourrons constater que, malgré les promesses des textes législatifs, la situation agraire ne s'était guère modifiée avant 1934, date de l'adoption du plan. Enfin, dans une troisième partie, nous examinerons l'orientation de la réforme agraire depuis le Plan Sexennal.

PREMIÈRE PARTIE

Evolution du Régime
de la Propriété agraire
avant la Réforme agraire

Le 10 février 1518, onze vaisseaux quittaient le port de La Havane sous la direction d'Hernan Cortez. L'expédition comportait 633 hommes dont 100 marins, et, le reste, des aventuriers partis dans l'espoir de faire fortune. Le but officiel de l'expédition, que proclamait hautement Velasquez, le gouverneur de Cuba, était de fonder une colonie chrétienne à l'Ouest. En fait, il s'agissait surtout de s'emparer des trésors en or et en argent que les populations indigènes passaient pour posséder et de faire une chasse aux esclaves. Le 13 juillet 1521, soit trois ans après, la ville de Mexico-Tenochtitlan se rendait : Hernan Cortez venait de conquérir pour l'Espagne, avec une poignée d'hommes, un immense empire.

Les espagnols trouvèrent les populations indiennes du Mexique vivant sous un régime de propriété collective qui comportait des droits et des obligations bien déterminés, c'est ce que l'on appelait les « calpulli ». Pendant les trois siècles de la domination, ce système sans disparaître complètement, fut remplacé par un régime féodal qui consacra l'apparition au Mexique des grands domaines. Ce système légèrement modifié se maintint pendant la période de l'indépendance et finit par aboutir à la révolution de 1910 et à la réforme agraire.

Nous étudierons dans un premier chapitre la propriété collective que pratiquaient les aztèques avant la conquête espagnole (Les « Calpulli ») ; dans un deuxième chapitre, les grands domaines qui s'établirent après la conquête (l'« encomienda » et l'« hacienda »), et dans un troisième chapitre, nous examinerons ce qu'était devenue l'ancienne organisation des « calpulli » qui subsista transformée jusqu'à nos jours dans les villages libres.

CHAPITRE PREMIER

La Propriété collective avant la conquête espagnole

LES « CALPULLI ».

Lorsque les Espagnols arrivèrent au Mexique, le régime agraire et le système politique étaient en pleine évolution et passaient d'une sorte de communisme primitif à une organisation monarchique despotique. Les aztèques avaient réussi à imposer leur suprématie et percevaient de lourds impôts sur les tribus soumises, ce qui explique que Cortez ait pu si facilement trouver des alliés parmi les indigènes et renverser l'Empire aztèque de plusieurs millions d'habitants avec 400 hommes, 12 chevaux et quelques canons.

Primitivement, la société était organisée en clans familiaux appelés « calpulli », qui constituaient la cellule sociale du pays. Chaque « calpulli » était composé d'un certain nombre de chefs de famille liés par le sang et plusieurs calpulli formaient un village.

Selon un système qui s'apparente à celui qui existait alors au Pérou sous l'empire des Incas (1), les terres à la disposition du village étaient divisées en trois catégories :

1° L'ensemble de toutes les terres appartenant au village était appelé l' « altepetlalli » (ce qui veut dire littéralement les terres du village). Chaque « Calpulli » possédait en propre une partie de l' « altepetlalli » qu'il cultivait et avait également des pâturages, des bois pour faire du feu et des terrains de chasse ou de pêche.

2° La terre que possédait chaque clan ou « calpulli » finit par prendre le nom des possédants, si bien que le terme de calpulli désignera, non plus le clan, mais l'unité territoriale que possédait le clan. Ce « calpulli » pouvait être utilisé par n'importe quel membre du clan, mais non par un membre d'un autre « calpulli » du village. Les terres agricoles proprement dites étaient divisées en parcelles (tlatlmilli) assignées à chaque chef de famille. Ces parcelles étaient réparties par le chef local assisté des anciens du clan. Leur étendue, selon M. Mungia (2), ne semble pas avoir dépassé 2 à 3 hectares en moyenne. Il n'y avait pas de titre écrit de propriété.

Chaque chef de famille pouvait conserver l'usufruit de ces terres pendant sa vie et le léguer à ses héritiers ; il pouvait même le céder à bail en se réservant une partie de la récolte à titre de fermage. Mais il ne s'agis-

(1) Cf. art. de M. Gonnard, *Revue d'Ec. Pol.*, 1934.

(2) *Rev. Int. tr.*, juillet-août 1937, « Le problème agraire au Mexique ».

sait pas d'un droit de propriété selon la conception du droit Romain. Ce droit était *conditionnel* et présentait déjà quelques-uns des caractères que nous retrouverons dans l'« Ejido », la nouvelle organisation de la propriété consacrée par la récente réforme agraire mexicaine et qui ne nous apparaîtra à bien des égards que comme un retour aux antiques traditions des aztèques.

En effet, *a)* si un lot n'était pas cultivé pendant deux années successives, il faisait retour à la communauté pour être redistribué, le bénéficiaire était déchu de son droit de propriété.

b) Ces lots ne pouvaient être transférés aux membres d'un autre calpulli, mais elles pouvaient être cédées à bail moyennant rémunération.

c) Si une famille s'éteignait ou quittait le pays, la terre faisait retour au clan et était répartie à nouveau. Ces deux dernières dispositions se retrouvaient presque identiques dans l'organisation du « mir » de la Russie tsariste. Dans le mir comme dans le calpulli la communauté se réserve une sorte de domaine éminent, le particulier n'obtenant que le domaine utile. Son droit est strictement limité par le bon usage et l'intérêt de la communauté.

3° Enfin, une troisième catégorie de terres formant le calpulli était réservée pour servir à certaines dépenses publiques, telles que les cérémonies religieuses ou le paiement des impôts soit au chef du village, soit à des chefs plus élevés. Parmi ces terres on distinguait les « tlatocatlalli » destinées au paiement du tribut au roi, les « tecpantlalli » dont le produit était destiné aux

chefs locaux et les « teocalli » dont le produit servait à entretenir les temples et les prêtres.

Ces terres étaient administrées directement par les anciens pour le compte de la collectivité et étaient cultivées effectivement par l'ensemble de la population. Elles formaient à proprement parler les biens communaux du calpulli.

Mais à l'arrivée des Espagnols, ce système avait subi d'importantes modifications, tout ce qu'il comportait de « communisme patriarcal » avait disparu pour laisser la place à une sorte de féodalité naissante. Le roi était devenu un monarque absolu et il s'était formé autour de lui une aristocratie religieuse et militaire généralement d'origine noble à laquelle le roi, propriétaire éminent de toutes les terres du pays, avait concédé de vastes domaines en récompense de services rendus. Pour cultiver ces domaines, le roi accordait également des serfs (mayeques). Ces terres devaient, en principe, faire retour à la couronne, mais en fait elles devinrent héréditaires. A l'époque de la conquête le nombre des nobles est estimé à 120.000 (1).

En outre, les chefs locaux qui à l'origine ne possédaient qu'un lot de terre de la même étendue que ceux des autres membres du calpulli, obtinrent des terres spéciales (pillali) dont la surface était considérablement plus grande que celle des autres lots, ces terres devinrent également héréditaires et étaient cultivées par des serfs. Enfin, les terres destinées aux temples et aux

(1) Phipps, *op. cit.*, p. 19.

prêtres s'élargirent successivement et une classe spéciale de serfs fut chargée de leur exploitation.

Ainsi il apparaît qu'au moment de la conquête espagnole une classe importante de privilégiés s'était établie, tandis que parallèlement était apparu le servage. Les indiens dépossédés de terres constituaient déjà une classe sociale nouvelle.

Il semble donc injuste d'accuser les Espagnols d'être la source de tous les maux dont souffrirent les indiens pendant les siècles qui suivirent. Les privilèges, le servage, la misère et les grands domaines existaient déjà au Mexique avant la victoire de Cortez.

CHAPITRE II

Les grands Domaines

I. — L' « ENCOMIENDA ».

La soif de l'or avait attiré au Mexique un grand nombre de jeunes espagnols désireux de faire fortune et qui espéraient bien, après quelques années, rentrer en Espagne pour mener la vie de luxe et d'oisiveté, tant enviée d'un riche « caballero ». Mais nombre d'entre eux furent déçus : les trésors des rois astèques une fois partagés (et l'on en arriva vite au bout), on s'aperçut qu'il y avait beaucoup moins d'or et d'argent qu'on ne l'avait espéré. Il y avait bien des mines d'or, mais le précieux métal était coûteux à extraire et demandait une main-d'œuvre nombreuse ; il fallait renoncer à faire fortune en quelques mois. Bien des rêves s'évanouirent. Alors, presque malgré eux, les espagnols devinrent des colons. Ils découvrirent qu'il y avait des terres, des fermes et des indiens pour les travailler. Cortez avait dit : « Je viens pour chercher de l'or et non pas pour cultiver le sol comme un paysan », lorsqu'il était arrivé à Cuba en 1504. Son opinion sur ce point était celle de tous ses compagnons et de ceux qui immigrèrent par

la suite. Et cependant, durant les trois siècles de la domination espagnole, la plupart de ceux qui vinrent au Mexique tirèrent leurs revenus de l'agriculture.

*
**

Les espagnols ne créèrent pas à proprement parler un nouveau système de possession des terres. Ils prirent la place des chefs indiens et de la noblesse aztèque et la concentration des terres que nous avons déjà signalée avant la conquête s'accrut. Le nouveau système de propriété agraire prit le nom d' « *encomienda* ».

Le système consistant à octroyer à des espagnols, en récompense de services rendus, des groupes d'indiens qui étaient astreints à travailler dans les champs ou dans les mines sous la direction de leur nouveau maître. En échange, les espagnols devaient faire bénéficier les indiens de l'enseignement de la religion chrétienne et les protéger. On disait que les indiens étaient « *recomendés* » à leur maître (1).

Ce système était familier aux espagnols, car il était pratiqué, de façon à peu près analogue dans les grands domaines de Castille cultivés par des serfs, et, en outre, comme nous l'avons indiqué, bien souvent l'espagnol ne fit que prendre la place d'un chef indien et percevoir les impôts qui allaient avant la conquête aux empereurs aztèques.

(1) D'où l'origine du mot « *encomienda* ».

A l'origine (en principe du moins), le bénéficiaire d'une « Encomienda » : l' « encomendero » n'avait pas la propriété de la terre qui restait à la couronne ; mais en fait l'encomendero avait un droit illimité de percevoir des impôts sur les indiens qu'il avait sous sa « protection » et peu à peu l' « encomienda » devint héréditaire. Il suffisait pour cela d'obtenir un des nombreux titres de noblesse que les vice-rois accordaient avec beaucoup de prodigalité. Comme l' « encomienda » était également indivisible, elle donna naissance à de très grands domaines.

L'étendue de ces encomiendas était parfois considérable. Cortez reçut 22 villages comprenant une population indigène de 23.000 chefs de famille. Pedro de Alvarado, le district entier de Xochimilco, comprenant environ 30.000 indiens (1).

Les indiens privés des terres de leurs ancêtres durent se résoudre au servage.

Ce système, malgré les abus nombreux auxquels il donna lieu, ne fut supprimé définitivement qu'en 1785. Quoique nous ne possédions pas de statistiques à son sujet, il semble qu'il avait pris une très grande extension et que la plus grande partie des terres du pays y était soumise. Ce furent en tout cas vraisemblablement les terres les plus fertiles (2) que s'approprièrent les espagnols.

(1) D'après Mac Bride, *Land system of Mexico*.

(2) Cf. Tannenbaum, *The Mexican agrarian revolution*.

Un fait est certain, c'est qu'à la fin de la période coloniale, il s'était opéré une grande concentration de terres dans les mains d'une aristocratie espagnole, noblesse ou clergé, qui étant de race différente se croyait supérieure et laissait les indiens à la fois dans l'ignorance et dans la misère.

II. — L' « HACIENDA ».

Le système de l' « encomienda » à peine supprimé en 1785, réapparut aussitôt sous un autre nom : l' « hacienda ». Sans doute répondait-il assez bien aux conditions de l'agriculture mexicaine : l'éparpillement de la population, son caractère primitif, le manque de voies de communication, les conditions climatiques et la nécessité de l'irrigation étaient favorables au développement de grandes propriétés. Ce système constitua en outre pour les espagnols un instrument de domination. La concentration des terres dans les mains de quelques milliers de grands propriétaires, loin de s'arrêter après l'indépendance du Mexique et la constitution de 1857, s'accrut encore, tandis que diminuait progressivement la superficie des propriétés des communautés rurales indigènes. La loi de « désamortisation » de 1856, qui avait pour objet l'expropriation des biens de l'église qui, selon certaines estimations, atteignaient une superficie équivalant aux $\frac{4}{5}$ du territoire dans certains états (1), ne fit qu'aggraver la concentration

(1) Mendieta y Munez, *op. cit.*, p. 96.

des terres, car ces biens furent presque tous acquis par les grands propriétaires. Enfin, à partir de 1875, des Sociétés furent constituées qui avaient pour but d'arpenter les terres de l'Etat pour en fixer les limites, ces terres devaient être distribuées ensuite à des immigrants étrangers. A titre de rémunération, ces sociétés d'arpentage avaient le droit de s'approprier une partie des terres arpentées représentant jusqu'au $\frac{1}{3}$ de leur superficie totale. Les conséquences furent désastreuses. En 1892, ces sociétés étaient devenues propriétaires de 12 millions d'hectares sur les 32 millions qu'elles avaient arpenté, 14 autres millions d'hectares furent vendus à 28 acquéreurs seulement, comprenant des particuliers ou des sociétés mexicaines ou étrangères, si bien qu'à la suite de diverses opérations de ce genre, 20 % de la superficie totale du pays était passée du domaine de l'Etat aux mains de 50 grands propriétaires (1).

Le nombre des haciendas passa de 3.800 en 1810 à 5.700 en 1876 (2). et cette évolution se continua à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e ; en 1910, le nombre des haciendas était estimé à 8.000, tandis que les communautés rurales indigènes étaient de plus en plus dépouillées de leurs terres. Cette situation devait aboutir à la révolution de 1910 et à la réforme agraire proclamée dans la constitution de 1917.

Nous étudierons quelles sont les caractéristiques économiques et sociales de l'hacienda.

(1) Mendieta y Munez, *op. cit.*, p. 121.

(2) Mac Bride, *op. cit.*, p. 62.

*
* *

Ce qui caractérise l' « hacienda », c'est d'abord son *étendue*. L'hacienda a une étendue d'au moins 1.000 hectares dans la zone centrale, la plus riche, mais dans les régions du nord et de la côte du Pacifique, leur étendue dépassait souvent 10.000 hectares et même 100.000 hectares. En 1911, il existait un certain nombre d'haciendas dépassant 700.000 hectares, c'est-à-dire qu'elles couvraient une superficie dépassant celle d'un département français. Cependant, il faut remarquer que ces très grandes haciendas comprenaient généralement une grande proportion de terres incultes, de montagnes, de pâturages, ou même de régions complètement désertiques. Comme le dit Tannenbaum (1), la valeur d'un hectare d'une hacienda de 1.000 hectares était dix fois supérieure à celle d'un hectare d'une hacienda de 100.000 hectares. Quoique dans la zone centrale, l'étendue des haciendas ait été très inférieure à celles des régions du Nord ou côtières, leur valeur était généralement supérieure car elles étaient composées de terres plus fertiles et étaient plus peuplées. Dans cette zone, l'étendue moyenne est de 3 à 5.000 hectares (2).

On ne possède de statistiques précises sur l'étendue des haciendas qu'à partir de 1930, c'est-à-dire après la proclamation de la réforme agraire. Or, à cette date,

(1) Tannenbaum, *Mexican agrarian revolution*, p. 93.

(2) Munguía, *Le problème agraire au Mexique*, art. cité.

il existait encore 13.444 domaines dépassant 1.000 hectares qui couvraient une superficie égale à 83 % de celle des propriétés enregistrées et à la moitié de la surface totale du Mexique. On voit par ces chiffres que l'hacienda était même encore en 1930, après la réforme agraire, l'exploitation agraire la plus courante au Mexique, aussi peut-on dire qu'avant la révolution de 1917 l'hacienda, la grande propriété, était le type presque unique d'exploitation agraire.

Ces grands domaines étaient trop étendus pour être administrés comme de simples unités, aussi l'« hacienda » était divisée en « ranchos » ; chaque rancho était dirigé par un « majordomo » qui se trouvait sous le contrôle de l'administrateur ou de l'intendant général de l'« hacienda ». Les « ranchos » comprenaient également différentes catégories de terres : 1° celles qui étaient louées ou affermées. Quant au propriétaire de l'hacienda, il était généralement absent, résidait à Mexico ou même en Europe. La possession de tels domaines conférait d'ailleurs un grand prestige et lorsque l'« hacendado » visitait son « hacienda » des honneurs presque royaux lui étaient rendus. L'« hacendado » avait des pouvoirs très étendus : il pouvait frapper des jetons de monnaie, désigner des magistrats, établir lui-même l'assiette des impôts qu'il percevait, infliger des châtiements corporels, jeter les indiens en prison et même les mettre à mort ; c'était véritablement un monarque absolu dans les limites de son domaine.

Une autre conséquence de l'étendue des « haciendas » est l'emploi de méthodes de culture extensives. L'emploi des engrais et les méthodes d'assolement étaient inconnus, aussi une faible partie seulement de l'hacienda était cultivée chaque année. Selon certains auteurs, seulement 1/10^e de la superficie de terre arable de l'hacienda était cultivé chaque année. Les propriétaires ne tentaient d'ailleurs pas de cultiver davantage leurs terres, car ils craignaient une production trop abondante qui aurait fait baisser les prix sur le marché et par conséquence leurs revenus auraient diminué. Il suffisait donc de cultiver dans la mesure où la totalité des récoltes pourrait être absorbée par la demande locale, qui était limitée et rigide.

L'hacienda tend à se suffire à elle-même. Elle forme une cellule économique fermée. Son étendue lui permet d'avoir des cultures variées, d'avoir des pâturages et des forêts. Autant que possible on cherchera à se procurer sur le territoire de l'hacienda tout ce qui est indispensable à la vie journalière, de façon à ne pas avoir à dépenser de monnaie en achats faits à l'extérieur. Aussi on devra se contenter d'instruments de travail primitifs : pas de machines agricoles, seulement des charrues en bois.

Une autre caractéristique de l'« hacienda » est l'exploitation de la main-d'œuvre sous le régime du péonage.

En général, dans chaque hacienda, il y avait deux catégories d'ouvriers agricoles :

1° Les ouvriers établis sur le domaine (acasillados), qui habitaient dans des villages établis sur le sol même de l'hacienda.

2° Les ouvriers libres qui vivaient dans les communautés rurales indigènes et qui ne travaillaient à l'hacienda qu'à certaines époques de l'année : semailles, récoltes, labours.

Une hacienda pouvait compter de 100 à 1.000 ouvriers établis sur le domaine, cependant le nombre dépassait rarement 300 (1).

Autant que possible, le travail était fait par des travailleurs non payés. Le système le plus employé était celui des « *dax faenas* », par lequel, en échange du droit d'habiter sur l'hacienda, l'indien devait fournir un certain travail gratuitement. Ces travaux étaient dus également par les femmes et les enfants et comprenaient l'obligation de travaux ménagers tels que la confection de « *tortillas* » (2) pour la maison du maître et les services administratifs (prison), le lavage du linge, la conduite des animaux aux pâturages, etc...

En outre, les fermiers, métayers et locataires de l'hacienda devaient, en échange du droit de faire paître leurs troupeaux sur les herbages, un certain nombre de jours de travail animal proportionnel au nombre d'animaux qui paissaient sur l'hacienda. D'après Tannenbaum, dans certaines haciendas, tous les animaux utilisés appartenaient aux fermiers et métayers, si bien

(1) Tannenbaum, *op. cit.*, p. 116.

(2) Galettes de maïs.

qu'avec ce système le travail animal était également gratuit. Le même auteur cite une hacienda où les fermiers devaient fournir huit jours de travail par mois pour chaque hectare qu'ils cultivaient eux-mêmes. Il suffisait donc de cultiver deux hectares pour que 16 jours sur 30 soient dus à l'hacienda.

Même lorsque les travailleurs de l'hacienda recevaient un salaire, ce salaire était très insuffisant et, ce qui est plus grave, ce n'était qu'un moyen de s'attacher le peon à l'hacienda par l'organisation des magasins établis sur l'hacienda appelés « *tiendas de raya* ». Ces magasins vendaient à peu près de tout : vêtements, nourriture, maïs, sel, pulque (sorte de bière mexicaine faite avec du jus d'agave), lard, sucre, viande, tabac, etc... L'idéal pour l'hacienda était de récupérer au moyen de ces magasins les sommes qui étaient dépensées en salaires.

Les salaires étaient généralement payés trois fois par an, à la Passion, à la Toussaint et à Noël, avec des paiements dans certains cas comme maladies, naissances ou décès. De cette façon, l'indien, imprévoyant de caractère, dépensait plus facilement ses pesos dans les magasins de l'hacienda, qui n'en avait été privée que pendant un temps très court. Mais, s'il le préférait, le peon pouvait être payé en nature. A cet effet, les « *tiendas de rayas* » avaient des registres sur lesquels ils inscrivaient les dépenses des acheteurs et ensuite on les déduisait de leur salaire. Les indiens, ne sachant la plupart du temps ni lire ni écrire, ne pouvaient vérifier l'exactitude de leurs comptes et lorsqu'ils venaient

pour toucher leur salaire on leur répondait la plupart du temps que c'était eux qui devaient à l'hacienda.

Beaucoup de travailleurs se trouvaient ainsi attachés à l'hacienda par leurs dettes, car l'indien ne pouvait quitter le territoire de celle-ci avant de s'être libéré. Ces dettes naissaient par toutes sortes de moyens : prêts à l'occasion d'une naissance ou d'un mariage. En outre, les dettes étaient transmissibles, elles s'accumulaient de plus en plus et il se pouvait qu'un « peon » fût attaché à une hacienda non pour payer ses propres dettes, mais celles de ses parents ou de son arrière-grand-père. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'un auteur mexicain qualifiât en 1911 les « tiendas de rayas » d' « agences permanentes de brigandage » (1).

*
* *

L' « hacienda », organisation féodale de la propriété agraire, comportait tous les inconvénients attachés au système féodal et au servage sans bénéficier des avantages que peut parfois donner la grande propriété, car les propriétaires de ces domaines ne surent employer ni les techniciens, ni les machines, ni les engrais qui auraient pu augmenter le rendement de leurs terres. Utilisant des méthodes archaïques, soucieux avant tout de faire le plus de bénéfices possibles, sans avoir rien à déboursier, ils laissèrent les indiens dans un état de pauvreté matérielle et d'ignorance tel que leur conscience humaine devait finir un jour par se révolter.

(1) W. Orozco, *La Question agraria*, p. 56.

CHAPITRE III

Le Village libre

Tandis que se poursuivait la concentration des terres dans d'immenses domaines que nous venons d'étudier dans les deux chapitres précédents, l'antique organisation des « calpulli », malgré les atteintes sans cesse renouvelées contre elle, subsistait plus ou moins transformée. Toute une partie de la population indienne du Mexique vécut pendant des siècles à l'écart de toute civilisation en maintenant ses anciennes coutumes dans des villages libres, derniers vestiges de l'organisation des aztèques. Ces villages, qui ont subsisté jusqu'à nos jours, se divisent en deux catégories : les communautés éparpillées et les communautés agglomérées (1). Pour expliquer cette distinction, il faut remonter à la conquête espagnole. A l'époque de la conquête, il existait des tribus d'indiens sédentaires et des tribus nomades. Les tribus sédentaires furent assez facilement soumises, tandis que les tribus nomades s'enfuirent dans les montagnes ou dans l'épaisseur des forêts tropicales

(1) Expression de Tannenbaum : « scattered and congregated ».

et ne furent pratiquement jamais soumises. C'est surtout parmi ces tribus que se recrutent encore aujourd'hui les célèbres bandits mexicains. Nombre de ces tribus, comme les Yaquis dans l'Etat de Sonora, ont refusé pendant longtemps de reconnaître aucun gouvernement et il n'est pas très sûr que l'autorité du gouvernement fédéral même encore aujourd'hui soit complète dans certaines parties éloignées du pays.

I. — *LE VILLAGE LIBRE « EPARPILLE ».*

Les communautés d'indiens éparpillés se rencontrent surtout dans les Etats du Nord, dans les crêtes montagneuses des Etats du centre et dans les forêts équatoriales. En 1927, l'Etat entier de Quintana Roo échappait à l'autorité du gouverneur, les indiens Mayas, qui peuplent cette région, n'obéissant en fait qu'à leurs « caciques » comme au temps des Aztèques.

Ces indiens vivent de la chasse, de la pêche, parfois de l'agriculture. De temps à autre, ils descendent de leurs montagnes pour travailler dans des haciendas ou pour venir au marché vendre quelques produits. Parfois, comme les Yaquis de l'Etat de Sonora, ils font travailler dans les mines, mais ils retournent toujours à leurs montagnes où ils ont maintenu leurs traditions. Ils parlent leur langage propre, chantent leurs propres chansons, ont leur propre religion qui est souvent un mélange de catholicisme et d'idolâtrie. On ne connaît pas leur nombre exact. Dans beaucoup de communautés, l'homme blanc n'avait jamais pénétré avant la réforme agraire et encore actuellement, lorsqu'on

essaie de construire des écoles dans ces villages, il faut vaincre d'abord l'hostilité des indiens. Sur les bords du golfe de Californie, certains vivent complètement nus, dans une oisiveté presque complète, se nourrissant surtout de fruits et de « tortillas », ces galettes de maïs qui constituent en quelque sorte l'aliment vital en même temps que le mets national des indiens du Mexique.

Ces indiens sont souvent très éparpillés, vivant isolément, au milieu d'un petit champ isolé qu'ils cultivent dans une région généralement inaccessible. Mais ils se réunissent périodiquement au village qui ne comprend le plus souvent qu'une église, quelques maisons et une sorte de mairie qui sert d'office administratif. Depuis quelques années, on trouve quelquefois une école et un homme blanc qui parle l'espagnol et le dialecte indien qui sert d'interprète. On se réunit au village soit pour des fêtes religieuses, soit pour des réunions politiques ou des élections soit pour une « fiesta », la fête mexicaine où l'on achète, on vend, on danse, on boit, on prie, on chante, on assiste aux combats de coqs et l'on se bat même quelquefois, le tout dans la plus parfaite insouciance et sans la moindre crainte d'être obligé de revenir chez soi sans un « centavo » (1).

Les terres cultivées par ces indiens font partie de ce que l'on appelle dans le langage administratif les terres nationales. Ils ne paient généralement pas ou très peu

(1) Sur l'âme indienne cf. notamment Soustelle, *Mexique, terre indienne* et sur la « fiesta » René d'Harmoncourt, *The fiesta as a work of art*, dans Herring et Weinstock, *Renascent Mexico*.

d'impôts et ils ont leur justice et leurs codes spéciaux, conservés de génération en génération. Cependant, ces indiens sont les plus pauvres et aussi les moins nombreux de ceux qui vivent dans les villages libres, le plus grand nombre vivant dans les villages « agglomérés ».

II. — *LE VILLAGE LIBRE « AGGLOMERE ».*

D'après Tannenbaum, plus de la moitié de la population rurale totale du Mexique vivait encore, en 1929, dans les villages « agglomérés », mais ils ne possédaient pas la moitié des terres appropriées (1). En tous cas, les terres que possédaient ces villages étaient très insuffisantes. D'après ce même auteur, la surface disponible par habitant était inférieure à quatre hectares dans plus de 50 % de ces villages.

Dans ces villages, l'antique institution des « *calpulli* » avait survécu transformée. En effet, alors que la noblesse aztèque était dépouillée de ses terres, les masses indiennes furent traitées avec une certaine bienveillance de la part des vice-rois espagnols. On laissa aux villages leurs terres communales et même on leur assura une certaine protection légale. Ces terres étaient destinées à procurer à la population indienne un minimum de subsistance ; aussi furent-elles déclarées inaliénables. Elles étaient situées généralement près des villages indiens, le long des routes qui y accédaient et on les appelait pour cette raison les « *ejidos* », c'est-à-dire : route de sortie. L'administration espagnole, con-

(1) Chiffres critiqués par E.N. Simpson, *op. cit.*, p. 34.

seillée par certains membres du clergé, prit en considération l'extrême misère des indiens et édicta une série de lois protégeant les « ejidos ». Une ordonnance du 26 mai 1567 et une cédule royale du 1^{er} décembre 1573 reconnurent leur existence et les déclaraient inaliénables. Plus tard, une instruction royale du 15 octobre 1754 fixa leur étendue. Celle-ci, mesurée à partir du centre du village, généralement l'église, fut portée à 1.200 varas (1.005 mètres 6 décimètres) de rayon, y compris le « fundo legal » (1). Le fundo legal était la partie du village bâtie ou réservée à la construction). Afin d'éviter que le « fundo legal » n'absorbe une trop grande partie des « ejidos », son étendue fut fixée à 600 varas au maximum. S'il reste des terres libres autour du village, l'excédent sera partagé entre les chefs de famille.

Mais en dépit de cette législation, les indiens ne tardèrent pas à se voir dépouillés même de leurs terres communales au profit des grands propriétaires. Cette évolution se poursuivit pendant la période de l'indépendance. La constitution de 1857 essaya de l'arrêter par une distribution de terre. L'église possédait alors d'immenses domaines qui constituaient des biens de mainmorte, c'était une réserve de terres faciles à exproprier, aussi l'article 27 décide que les corporations civiles ou religieuses ne pourront posséder de biens immobiliers.

(1) Cf. art. de Montluc, *Lois agraires au Mexique*, *Revue de droit international de sciences diplomatiques et politiques*, 1926.

Mais comme nous l'avons déjà expliqué au chapitre précédent, ce furent les grands propriétaires qui achetèrent les biens de l'église et, d'autre part, c'était porter un coup fatal au système de possession communale des indiens. A la suite de cette réforme, ces terres devinrent des biens sans maître, les communautés rurales indiennes n'ayant plus, d'après la constitution de 1857, d'existence légale. Sans doute le but de la constitution était de répartir les terres communales entre les indiens, mais ceux-ci étaient habitués à l'antique système de propriété collective, ils ne comprenaient pas la portée des mesures qu'on voulait leur appliquer et ils cherchaient par tous les moyens à échapper à la loi ou à l'éluder (1). Aux nombreux abus auxquels donna lieu cette loi s'ajoutèrent les dépossession ordonnées à titre de « punition » par les troupes fédérales à des tribus que l'on prétendait révoltées, les exactions des sociétés d'arpentage que nous avons déjà signalées et toutes sortes d'autres moyens. Les villages indiens n'avaient généralement pas de titres écrits de propriété et se trouvaient sans défense en face des riches « hacendados » ou des puissantes sociétés qui venaient contester leurs droits, si bien qu'à la fin de la dictature de Diaz, 2 % de la population possédait 70 % de la terre et que dans quelques Etats plus de 98 % des chefs de famille étaient sans terres (2).

Non seulement les villages libres indiens manquaient

(1) Cf. Mendieta y Munez, *op cit.*, p. 139.

(2) Chiffres donnés par R. Beteta, *Economic and social program of Mexico*, p. 22.

de la quantité de terres nécessaire à leur subsistance, mais celles qu'ils avaient pu conserver étaient généralement de qualité inférieure, toutes les bonnes terres ayant été accaparées par les « hacendados » et elles étaient fort mal cultivées. Les villages manquaient d'animaux pour les labours, n'avaient que des instruments aratoires primitifs : de vieilles charrues en bois (1) et employaient des méthodes de culture archaïques. Si l'on ajoute l'absence complète de moyens de transports, on comprendra que les indiens arrivaient à peine à ne pas mourir de faim, ainsi que le montre une statistique sur la consommation comparée de la viande aux Etats-Unis et au Mexique en 1923 (2).

	Bœuf et veau	Mouton	Chèvre	Porc	Total
Mexique ..	6,7	0,3	0,5	2,4	9,8
U. S. A. ...	31,5	2,4		31,8	65,8

On consommait donc à cette époque environ six fois moins de viande au Mexique qu'aux Etats-Unis. Sans doute l'indien est-il un grand consommateur de maïs et de ces « tortillas » que E.-N. Simpson qualifie de « staff and support of life », mais tous les auteurs mexicains et étrangers sont d'accord pour dire que l'indien était sous-alimenté. Ceci explique sans doute en partie pourquoi la tuberculose exerce de tels ravages au

(1) Cf. Tannenbaum, *op. cit.*, pp. 75-86.

(2) Moguel, *El consumo de la carne en Mexico*, dans *Los problemas agrícolas en Mexico*, t. I, pp. 79-81.

Mexique et pourquoi une grande partie de la population souffre de maladies d'intestin (1).

*
* *

En présence d'une telle situation, on comprend que la réforme agraire soit devenue une nécessité vitale. Sans doute, pendant la dictature de Diaz, le Mexique avait attiré beaucoup de capitaux étrangers. Les sociétés exploitant les mines et les puits de pétrole distribuaient de gros dividendes. Les « hacendados » qui voyageaient aux Etats-Unis ou en Europe éblouissaient par leurs dépenses et par leur luxe. Mexico, la capitale, s'embellissait. Mais, ainsi que le déclare Ramon Beteta (2), cette prospérité était fondée sur la misère de plus de 10 millions d'habitants. Le 20 décembre 1910, la révolution éclatait. Les mobiles politiques l'emportèrent au début, mais rapidement elle prit l'aspect d'une révolte du prolétariat indien où s'exprimèrent les tendances d'un socialisme agraire, laboriste et anti-capitaliste.

(1) Cf. E.N. Simpson, *op. cit.*, pp. 260-276, et Stuart Chase, *op. cit.*, pp. 125-131.

(2) R. Beteta, *The Mexican revolution, a defense.*

DEUXIÈME PARTIE

La réforme agraire
de la Révolution de 1910
au Plan sexennal

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

I. — *LA REVOLUTION DE 1910 : MADERO.*

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, à quel point la réforme agraire s'imposait au Mexique. Cependant, ce serait une erreur de croire que ce fut la question agraire qui provoqua la révolution de 1910. Il fallut une série de forces combinées pour provoquer le mouvement insurrectionnel. Nous signalerons parmi les causes de la révolution : les idées nouvelles sur un plus juste niveau de vie que rapportaient à leur retour au Mexique les indiens qui émigraient aux Etats-Unis. Les hauts salaires payés par les compagnies américaines de chemins de fer lors de la construction des voies ferrées. Enfin, le développement de l'industrialisation sous le régime de Diaz qui provoqua une hausse des salaires des travailleurs industriels tandis que ceux des ouvriers agricoles restaient stationnaires ou même diminuaient (1). Tous ces faits firent comprendre aux

(1) E.N. Simpson, *op. cit.*, p. 45.

« peons » qui travaillaient dans les « haciendas » combien leur situation était inférieure à celle des ouvriers des mines, des chemins de fer ou de l'industrie.

Mais les révolutions ne se font pas sans chefs. Le Mexique, en 1910, pouvait être considéré comme un exemple particulièrement frappant de concentration *agricole* croissante et de « paupérisation croissante », selon la formule marxiste. Il ne lui fallait plus que l'« accoucheur » pour aboutir à la révolte du prolétariat. Cet accoucheur survint, en effet, mais c'est un fait assez significatif que le premier leader révolutionnaire mexicain était un riche « hacendado », un grand propriétaire foncier. Les indiens, fatalistes et résignés, trop peu instruits, ne pouvaient prendre la tête d'un mouvement insurrectionnel ; ce furent des membres de la classe dirigeante ou de la classe moyenne, qui n'avaient pas trouvé une place suffisamment lucrative et honorifique sous le régime de Diaz, qui entreprirent de l'abattre. Or, le meilleur moyen, sous un régime théoriquement démocratique, de renverser un gouvernement dictatorial, c'est de soulever les masses populaires. C'est ce que fit M. Francisco Madero, le chef du mouvement révolutionnaire de 1910.

A ses débuts, la révolution fut purement politique. Madero avait basé son programme sur la formule « Suffrage effectif et pas de réélection présidentielle » (1). Ce n'est que plus tard qu'apparut le slogan « terre et liberté ». Le « plan de San Luis » de Madero

(1) Cf. Carleton Beals *Mexican Maze*, p. 41.

était qualifié de « mélasse pour attraper des mouches » et lui-même de « doux rêveur ». Aussi ajournait-il sans cesse les réformes qu'il avait promises. Il fut assassiné le 22 février 1913.

II. — ZAPATA ET LE MOUVEMENT INDIEN.

Emiliano Zapata était un « peon » indien ne sachant ni lire ni écrire. D'abord partisan de Madero, il n'avait qu'une idée : le retour de la terre au peuple ; il lutta ensuite contre celui-ci quand il se rendit compte de l'incapacité et de la mauvaise volonté du président à réaliser cet idéal. Il souleva les paysans et gouverna en chef rebelle les Etats de Morelos, Jalisco, Guerrero, Puebla et même, pendant une courte période, le district fédéral de Mexico. Son influence fut grande sur l'évolution de la révolution. Tannenbaum le qualifie de « plus grand leader des révolutions mexicaines, le plus aimé et le plus suivi » (1). On lui reprocha d'avoir été un bandit, d'avoir ruiné les finances de l'Etat de Morelos ; un auteur l'a appelé « l'Attila du Mexique » (2) ; mais c'est lui qui galvanisa les indiens et leur fit prendre conscience de leur misère et de leurs droits. Par une « guerilla » incessante, il attira l'attention du gouvernement sur le problème agraire qu'il exposa dans son « plan de Ayala ». Ce plan, qui proclamait que les terres devaient être restituées aux villages qui en avaient été dépouillés et qui demandait la reconstitu-

(1) Tannenbaum, *op. cit.*, p. 161.

(2) Dunn (H.), *Zapata, l'Attila du Mexique, la révolution indienne*.

tion des « ejidos », peut être considéré comme la première pierre de la réforme agraire mexicaine. C'est lui aussi que l'on peut placer à l'origine du mouvement indianiste nationaliste et racial qui se manifeste actuellement au Mexique. Il prouva que les indiens pouvaient combattre et vaincre et, conclut Tannebaum, les intellectuels mexicains ne découvrirent les indiens que le jour où l'on s'aperçut qu'ils pouvaient renverser le gouvernement, combattre l'armée et rester insoumis.

III. — CARRANZA ET LA LOI DU 6 JANVIER 1915.

C'est avec l'arrivée au pouvoir, en février 1913, de Carranza que commencèrent les premières tentatives de réformes agraires. Carranza eut d'abord à lutter contre Villa et Zapata, son gouvernement fut longtemps sans être reconnu de la plupart des puissances étrangères, et les Etats-Unis occupèrent même militairement le port de Vera-Cruz, mais la guerre mondiale les empêcha de pousser davantage leurs « expéditions de police » au Mexique. Quand la paix fut rétablie, Carranza proclama la loi du 6 janvier 1915 qui est considérée comme la pierre d'angle de l'œuvre agraire de la révolution (1). Cette loi décidait que les terres communales qui avaient été enlevées aux villages indiens devaient leur être restituées et déclarait nuls tous les titres de propriété accordés depuis 1856 sur ces terres, soit au gouvernement, soit aux sociétés d'arpentage, soit

(1) Enrique Munguia, art. cité.

à des particuliers. La loi prévoyait également des dotations de terres pour les villages qui ne seraient pas en mesure d'établir l'existence de leurs droits ou qui seraient dépourvus de terres.

Les terres qui seraient ainsi attribuées aux villages devaient être divisées en parcelles qui appartiendront *en pleine propriété* aux individus. La loi prévoyait également des restrictions pour éviter que des spéculateurs n'accaparent ces terres, ces restrictions aboutissaient à l'inaliénabilité des terres ainsi concédées que la loi appelait des « ejidos », du nom de l'antique institution des communautés villageoises dont nous avons parlé dans notre première partie.

Mais la loi de 1915 présentait de nombreuses lacunes : elle écartait de la réforme un grand nombre de villages indigènes et d'ouvriers agricoles des haciendas, elle excluait de son champ d'application près de la moitié de la population rurale et laissait subsister l'hacienda en tant qu'élément essentiel de la structure agricole du Mexique. En outre, la procédure instituée par cette loi était longue et compliquée, il y avait un stade provisoire et un stade définitif et il y avait de nombreuses voies de recours des propriétaires expropriés, si bien qu'avant d'obtenir la propriété définitive des terres il s'écoulait une période de temps allant de 6 à 10 ans.

Nous n'étudierons pas plus en détail cette loi de 1915, puisqu'elle fut incorporée, légèrement modifiée, à la Constitution de 1917 et que nous verrons son fonctionnement par la suite. Ses résultats pratiques furent lamentables : révoltes, assassinats, vols, chaos géné-

ral... (1). Les terres furent saisies par les peons sans le moindre respect des formalités de la loi. Les leaders révolutionnaires, les chefs militaires profitèrent de la situation pour se tailler des domaines pour eux-mêmes, tandis que les « hacendados », refusant de reconnaître la légalité de la loi de 1915, s'armèrent de fusils et défendirent désespérément leurs domaines. D'après Simpson (2), on trouvait difficilement, à cette époque, une « hacienda » qui ne soit en état de siège virtuel, ou un village qui ne vive pas sous un régime de terreur.

Le 15 septembre 1915, Carranza, pour mettre fin à l'anarchie qui désolait le pays, décida de réunir une Convention afin de réformer la Constitution de 1857. La Convention se réunit à Queretaro le 21 novembre 1916, et le 5 février 1917 la nouvelle Constitution était proclamée. La Constitution de 1857 n'était pas détruite, mais son esprit se trouvait complètement modifié par deux articles nouveaux : l'article 123 qui devait servir de base à la législation du travail et l'article 27 qui contenait les principes de la réforme agraire. La Constitution de 1857 était individualiste, elle s'inspirait des doctrines libérales ; celle de 1917, au contraire, met au premier plan les préoccupations d'ordre social. Ses rédacteurs semblent s'être surtout inspirés des théories positivistes d'Auguste Comte, qui jouissait parmi les intellectuels mexicains d'un grand prestige. Auguste

(1) Cf. Mendieta y Munez, *op. cit.*, p. 144 et suivantes.

(2) E.N. Simpson, *op. cit.*, p. 62.

Comte, d'après Tannenbaum (1), « a joué pour la Constitution mexicaine un rôle analogue à celui de Montesquieu et de Locke pour les Constitutions française et américaine » ; c'est dans sa conception de la société, dans sa subordination de l'individu au groupe organique, qu'ils trouvèrent la justification intellectuelle de la réforme agraire.

(1) *Mexican agrarian revolution*, p. 180.

CHAPITRE II

Le Fondement constitutionnel de la réforme : l'art. 27

L'article 27 de la Constitution de 1917 (1), qui traite de la propriété foncière et des ressources naturelles, peut être considéré comme le fondement légal de la réforme agraire. C'est en application des termes de cet article qu'ont été pris la plupart des lois et décrets ayant trait à la question agraire qui ont été promulgués par la suite, aussi nous lui consacrerons un chapitre spécial.

Etant donné le nombre de matières traitées et le manque de clarté de cet article, nous exposerons son contenu sous trois divisions :

- 1° Nature et limites du droit de propriété.
- 2° Personnes ayant droit à la propriété.
- 3° Principes de la réforme agraire.

(1) Le texte de l'article 27 se trouve *in extenso* dans E.N. Simpson, *op. cit.*, appendice C et dans Tannenbaum, *op. cit.*, appendice D.

I.— *NATURE ET LIMITES DU DROIT DE PROPRIÉTÉ.*

L'article 1^{er} commence par déclarer :

« Les terres et les cours d'eau compris dans les limites du territoire national constituant, originairement, la propriété de la nation, qui a eu et qui a le pouvoir de conférer des droits sur ces biens à des personnes privées, et de constituer de la sorte la propriété privée. »

Il résulte que la propriété privée n'est pas de droit naturel, contrairement aux doctrines classiques, mais résulte d'un acte de la nation. Elle ne saurait donc être acquise par simple occupation, sans le consentement de la nation, qui peut lui imposer des limitations exigées par l'intérêt public ainsi que le déclare le § 3 :

« La Nation peut, à tout moment, imposer au droit de propriété les limitations que demande l'intérêt public, telles que le droit de régler le développement des richesses naturelles, susceptibles d'appropriation, afin de les conserver et de distribuer équitablement le bien public. A cet effet, les mesures nécessaires devront être prises pour diviser les grands domaines ; pour développer la petite propriété ; pour établir des nouveaux centres de population ruraux, ayant les terres et les eaux indispensables à leur vie ; pour encourager l'agriculture et éviter la destruction des richesses naturelles et pour protéger la propriété de dommages nuisibles à la société » (1).

(1) Nous croyons préférable de donner une traduction des passages importants de l'article 27 plutôt que d'en donner un résumé simplifié.

Ici nous apparaît le caractère de *fonction sociale* qui est assigné au droit de propriété. Le droit de propriété n'est plus un droit au sens romain du mot, c'est une fonction, c'est-à-dire qu'il ne se justifie plus que par son utilité sociale. Loin d'être un droit illimité antérieur et indépendant des services qu'il peut rendre, il se trouve subordonné à un usage conforme à l'intérêt public. Nous retrouverons cette notion de fonction sociale du droit de propriété dans toute la législation postérieure à la Constitution de 1917. C'est cette conception qui permettra de justifier juridiquement la réforme agraire et nous retrouvons ici l'influence de Comte, que nous avons déjà signalée au chapitre précédent. La collectivité doit passer avant l'individu. La propriété n'est pas un droit divin. On pourra donc s'attaquer aux grands domaines et les diviser. La Nation pourra exproprier pour cause d'utilité publique les terres dont les habitants des villages auront besoin pour vivre, sans être obligés de louer leur travail.

Mais au Mexique, un grand nombre d'étrangers, surtout des américains, étaient propriétaires de grands domaines. Les rédacteurs de l'article 27 étaient partagés ; certains voulaient permettre l'expropriation sans indemnité, tandis que d'autres craignaient les remontrances des Etats-Unis qui avaient déjà menacé d'intervenir. Cette dernière tendance l'emporta ; aussi le paragraphe 2 pose-t-il le principe de l'indemnisation des anciens propriétaires, et le paragraphe 8 déclare que l'indemnité sera calculée d'après la valeur fiscale des propriétés, majorée de 10 %, « l'accroissement de

valeur, que la propriété peut avoir acquis par des améliorations postérieures à la date de fixation de la valeur fiscale, pouvant seulement faire l'objet d'expertises ou de détermination judiciaire ».

Enfin, certains biens, d'après l'article 27, ne sont pas susceptibles d'être l'objet de propriété privée. Ce sont les cours d'eau et les mines sur lesquels la Nation a un « droit direct de propriété ». Le paragraphe 4 précise quels sont ces biens : « minerais d'où l'on extrait des métaux ou des métalloïdes utilisés dans l'industrie ; filons de pierres précieuses ; mines de sel et lagunes salées formées par la mer ; produits provenant de la décomposition des roches, quand leur exploitation requiert un travail souterrain ; phosphates pouvant être utilisés comme engrais ; combustibles minéraux solides, pétroles et tous hydrocarbures, solides, liquides ou gazeux. » Il en est de même pour « les cours d'eau, les mers, les chutes d'eau, l'eau extraite des mines, les lacs ; en outre l'utilisation des cours d'eau, quand ils passent d'une propriété dans une autre, pourra être considérée d'utilité publique et devenir l'objet des prescriptions des Etats ». Par cette dernière disposition, on a voulu éviter que certains propriétaires n'accaparent à leur profit l'eau disponible, si indispensable aux agriculteurs. Sur tous les biens qui viennent d'être énumérés, la Nation a un droit de propriété « direct et imprescriptible », seul le « droit d'exploitation » peut être concédé à des parties privées, et seulement à la condition que les ressources accordées soient régulièrement exploitées et que les lois soient respectées.

II. — PERSONNES AYANT DROIT A LA PROPRIETE.

La capacité légale pour acquérir la propriété des terres et des cours d'eau n'est pas uniforme, elle n'est pas accordée automatiquement à tous et de façon semblable. Il y a certaines personnes, physiques ou morales, qui ne peuvent en aucun cas acquérir la propriété de ces biens, tandis que d'autres ont des droits limités définis dans l'article 27.

A) Tout d'abord une série de dispositions traduisent l'état d'esprit nationaliste du législateur : c'est une réaction contre l'impérialisme américain qui, sous la dictature de Diaz, s'était emparé de toutes les activités essentielles du pays et avait acquis un grand nombre de domaines. Les américains avaient, à cette époque, une tendance très nette à considérer le Mexique comme une véritable colonie des Etats-Unis. Dans les Etats voisins de la frontière particulièrement, ils possédaient une plus grande partie du territoire. Citons quelques exemples : dans l'Etat de Campèche, ils possédaient 38,5 % de la surface totale des terres rurales faisant l'objet de propriété privée. Dans l'Etat de Nayarik, 41,9 %. Dans la Basse Californie, 29 %. Dans l'Etat de Chihualma, 42,7 % (1). Afin de remédier à cette situation qui pouvait donner des craintes sur l'avenir de l'indépendance du pays, l'article 27 édicte une série de

(1) Tannenbaum, *op. cit.*, *Tables statistiques*, p. 516.

mesures destinées à desserrer l'emprise étrangère :

a) « Seuls, les Mexicains de naissance ou naturalisés et les sociétés mexicaines ont le droit d'acquérir le domaine des terres, des eaux et de leurs accessoires, ou d'obtenir des concessions d'exploitation de mines, eaux ou combustibles minéraux dans la République mexicaine.

« L'Etat pourra accorder le même droit aux étrangers, pourvu qu'ils déclarent au Secrétariat des Affaires étrangères qu'ils se considèrent comme Mexicains pour tout ce qui concerne ces biens et que, pour cette raison, ils n'invoqueront pas la protection de leur gouvernement à leur sujet, sous peine de perdre, au bénéfice de la Nation, les biens acquis en vertu de leur promesse. »

La même déclaration devra être faite pour les étrangers qui acquièrent une participation dans une société mexicaine.

Pour les sociétés anonymes, même engagement : on devra inscrire sur les actions au porteur la condition que tout détenteur d'actions, par le fait même qu'il les a acquises, se considère soumis, en tout ce qui les concerne, à ce que disposent les lois mexicaines.

b) Les étrangers ne peuvent acquérir la propriété des terres et des eaux dans une zone de 100 kilomètres en bordure des frontières et de 50 kilomètres au bord des plages et ils ne peuvent non plus être actionnaires de sociétés mexicaines propriétaires dans cette zone.

Remarquons que lorsqu'il s'agit de mines, de gisements pétrolifères ou d'usage des eaux, l'étranger pourra acquérir une concession, car alors, comme nous

l'avons exposé précédemment, il n'acquiert qu'un droit à l'exploitation. C'est seulement la propriété définitive que l'étranger ne peut acquérir. Aussi la loi permet-elle des baux à long terme et prévoit des facilités de prendre les terres en usufruit ou d'établir des hypothèques sur elles.

c) La participation du capital étranger dans les sociétés mexicaines est limitée à 50 % du capital, quand il s'agit de sociétés rurales à fins agricoles (mais les étrangers peuvent acquérir individuellement la propriété des terres agricoles en obtenant un permis du gouvernement et moyennant l'engagement précité).

Cette dernière disposition ne figurait pas dans le texte original de l'article 27, elle a été ajoutée par une « loi organique modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 27 », approuvée par le Congrès de l'Union le 31 décembre 1925 et promulguée au journal officiel le 21 janvier 1926. La même loi décide que les droits acquis antérieurement et légalement seront respectés jusqu'à la mort de leur propriétaire et les sociétés étrangères jusqu'à leur dissolution, à condition qu'elles n'aient pas une participation de plus de 50 % dans les sociétés mexicaines possédant des « propriétés rurales à fins agricoles ». En ce cas, un délai de 10 ans leur est accordé pour transférer leurs droits pour ce qui excède les 50 %. En outre, si les droits, dont l'acquisition est interdite aux étrangers, se trouvent transmis par succession, l'héritier a un délai de 5 ans à dater de la mort du *de cujus* pour transmettre ses droits à une personne capable remplissant les conditions exigées par la loi.

B) Les autres dispositions limitent la capacité d'acquérir la propriété de certains corps constitués :

a) Institutions religieuses : ces institutions ne pourront en aucun cas avoir la capacité légale « d'acquérir, de posséder ou d'administrer la propriété réelle ou les prêts convertis sur cette propriété réelle ». Cette propriété ou ces prêts appartenant à ces institutions directement ou par l'intermédiaire de tiers seront acquis à la Nation.

b) Institutions charitables, écoles, sociétés mutuelles, etc... : ces institutions ne pourront en aucun cas « acquérir, posséder ou administrer des prêts consentis sur la propriété réelle, à moins que l'hypothèque ne soit limitée à un délai de 10 ans ».

c) Compagnies commerciales : elles ne pourront en aucun cas « acquérir, posséder ou administrer des propriétés rurales ».

d) Banques : elles pourront consentir des prêts hypothécaires sur les propriétés rurales ou urbaines, mais « ne pourront posséder ou administrer que le nombre de propriétés strictement nécessaire à leurs fins directes ».

e) Groupes commerciaux : villages, tribus, etc... Ces groupes pourront « posséder en commun » les eaux, bois et terres leur appartenant ou qui leur seront accordées en vertu de la réforme agraire ».

III. — *PRINCIPES DE LA REFORME AGRAIRE.*

Les mesures limitant le droit de propriété que nous venons d'étudier peuvent être considérées comme un

premier pas dans le chemin de la réforme agraire. Mais l'article 27 édicte également un ensemble de principes positifs et de procédures à suivre en vue de remédier à la mauvaise répartition de la propriété rurale.

1° L'octroi de terres aux villages qui en sont dépourvus.

2° Le recouvrement des terres nationales et des eaux illégalement aliénées ou possédées au préjudice de « l'intérêt public ».

3° Le fractionnement des grands domaines.

1° L'OCTROI DE TERRES AUX VILLAGES.

Il s'agit de restaurer l'antique institution des « ejidos » dont nous avons parlé dans notre première partie et que la loi du 6 janvier 1915, promulguée par Carranza, s'efforçait de reconstituer ; cette loi se trouve d'ailleurs incorporée à la Constitution. Dans ce but, deux méthodes sont prévues :

a) *Restitution.*

Les villages devront rentrer en possession des terres dont ils ont été dépouillés depuis 1857. A cet effet, l'article 27 déclare que « tous actes, arrêts, décisions et toutes opérations de démarcation, concession, composition, jugements, compromis et d'aliénation », qui ont privé les villages, tribus ou autres groupes de population de tout ou partie de leurs terres, bois et eaux sont « déclarés nuls et non avenue ». Ces terres, bois et eaux doivent être restitués aux villages, sans indemnité.

b) *Dotation.*

Beaucoup de villages ne pouvaient fournir de titres de propriété, aussi l'article 27 déclare que toutes les communautés d'indiens qui n'ont pas de terres ou d'eau en quantité suffisante ont le droit d'en recevoir « en quantité correspondant à leurs besoins ». Pour cela, on prendra la terre des propriétés adjacentes, en évitant toujours d'exproprier des propriétés, dont la superficie ne dépasse pas 50 hectares. Tandis que les propriétaires dont les terres sont expropriées en vertu de la restitution n'ont droit à aucune indemnité, ceux dont les terres sont expropriées pour la dotation aux villages qui en ont besoin ont droit à une indemnité basée sur la valeur fiscale de ces terres majorée de 10 %.

2° Le recouvrement des terres nationales et des eaux, aliénées sous le régime de Diaz, au détriment de l'intérêt public : « tous les contrats et concessions faits par les gouvernements depuis 1876 qui ont eu pour résultat de monopoliser la terre entre les mains d'un individu ou d'un groupe, seront sujets à révision et pourront être déclarés nuls et non avenue s'ils portent préjudice à l'intérêt public. »

2° LE FRACTIONNEMENT DES GRANDS DOMAINES.

Tandis que l'octroi des terres aux villages et le recouvrement des terres nationales sont réglés par le gouvernement fédéral, le fractionnement des grands domaines

est laissé à la législation des différents Etats qui composent le Mexique. L'article 27 pose seulement quelques principes :

Chaque Etat devra fixer la surface maximum des terres que l'on peut posséder individuellement ou en corporation organisée. L'excédent devra être divisé et mis en vente. La valeur de ces lotissements devra être payée en montants annuels suffisants pour amortir le capital et les intérêts pendant une période de 30 ans, pendant laquelle l'acquéreur ne pourra pas les aliéner. Le taux de l'intérêt ne dépassera pas 5 %. Le propriétaire pourra être obligé de recevoir des bons spéciaux pour garantir le paiement de la propriété expropriée et, à cet effet, le Congrès devra édicter une loi permettant aux Etats d'émettre des bons pour faire face à leurs obligations agraires.

*
* *

L'article 27 que nous venons d'analyser souleva, lorsqu'il fut proclamé, des protestations véhémentes de la part des grands propriétaires et des étrangers, qui étaient directement atteints par ces dispositions. Il en résulta de très grandes difficultés dans l'application et, pendant plusieurs années, ses principes restèrent lettre morte. Cependant, malgré les révoltes, malgré les assassinats, malgré les innombrables obstacles que mirent à son application les « hacendados » et les protestations des étrangers, ses principes ne furent pas modifiés. Au contraire, ils furent repris et amplifiés

avec les généraux Obregon et Calles et tout récemment avec le général Cardenas, l'actuel président des Etats-Unis du Mexique qui, dans son plan sexennal de 1934, les consacre à nouveau et décide de leur redonner une vigueur nouvelle.

CHAPITRE III

L'application de la Réforme agraire

Afin de mettre en pratique les principes édictés par l'article 27 de la Constitution, un grand nombre de lois ont été prises, soit par le gouvernement fédéral, soit par les gouvernements des Etats, auxquels l'article 27 donnait pouvoir de fractionner les grands domaines. Mais les lois que promulguèrent à cet effet les Etats furent rarement mises en vigueur et ne produisirent guère d'effets pratiques, aussi nous ne les étudierons pas spécialement. Parmi les lois édictées par le gouvernement fédéral, les plus importantes organisent la distribution des terres en propriété collective : l'octroi de terres aux villages ; l'examen de ce procédé de redistribution des terres fera l'objet d'un premier point. Dans un deuxième point, nous étudierons les lois prises par le gouvernement pour organiser la distribution de terres en propriété individuelle. Enfin, dans un troisième point, nous examinerons les résultats pratiques de toutes ces mesures et établirons en quelque sorte le bilan de la réforme agraire avant l'adoption du plan sexennal et du Code agraire.

I. — LA DISTRIBUTION DE TERRES EN PROPRIÉTÉ COLLECTIVE.

L'OCTROI DE TERRES AUX VILLAGES.

Les villages qui désirent recevoir des terres, en application de l'article 27, doivent, pour que leur demande soit prise en considération, se conformer à une procédure compliquée qui a été organisée par la loi du 6 janvier 1915 (que nous avons déjà signalée au chapitre I) et qui a été modifiée par la suite par différentes lois, particulièrement en date du 10 avril 1922 et du 23 avril 1927. Nous étudierons successivement : les personnes et institutions chargées d'appliquer les lois agraires ; les droits des villages, soit à la restitution, soit à la dotation et les limites de ces droits ; et enfin la procédure à suivre.

A. — *Personnes et institutions agraires*

1° COMMISSION NATIONALE AGRAIRE.

La Commission Nationale Agraire, fondée par la loi du 6 janvier 1925, est l'organe central des institutions agraires.

Composition. — Elle est formée de neuf personnes honorables, dont trois ingénieurs agricoles, deux ingénieurs civils et quatre membres qui ne doivent pas posséder de terres susceptibles d'être l'objet des lois agraires. Elle est présidée par le Secrétaire de l'Agri-

culture, qui nomme les membres. Chaque membre prend la place de secrétaire de la commission par roulement tous les mois.

Attributions. — Les pouvoirs de la Commission Nationale Agraire sont étendus ; c'est elle qui prend la défense des villages indiens et établit si leurs revendications sont fondées ou non. La commission reçoit les dossiers que lui envoient les commissions locales, les étudie, les approuve ou les modifie et elle présente son avis au Président de la République qui formule la décision définitive. Ensuite, la Commission transmet la résolution présidentielle aux commissions locales pour exécution, elle réglemente l'utilisation des terres, veille à l'application des lois en vigueur et cherche à établir une organisation coopérative nationale. Enfin, elle examine les arguments des propriétaires des terres, objet de la demande.

2° COMMISSIONS LOCALES AGRAIRES.

Il en existe une dans chaque Etat du Mexique. Ces commissions sont composées de cinq membres : un ingénieur agricole et un ingénieur civil et trois membres qui ne doivent pas posséder de terres susceptibles d'expropriation. Ils sont nommés par les gouverneurs de chaque Etat avec l'autorisation du Président de la République.

Le rôle de ces commissions est d'étudier les demandes de terres des villages, de constituer les dossiers et de présenter un avis au gouverneur de l'Etat, pour

lequel elles constituent le corps consultatif. Le gouverneur transmettra ensuite les dossiers à la Commission Nationale Agraire pour qu'elle les revoie, les étudie et donne son avis au Président de la République.

3° DÉLÉGUÉS DE LA COMMISSION NATIONALE AGRAIRE.

Ces délégués sont des ingénieurs, représentants immédiats de la Commission Nationale au sein des commissions locales et des comités administratifs locaux. Ils transmettent des informations à la Commission Nationale et, de façon générale, veillent à l'exécution des formalités dans les délais fixés et à l'application des lois agraires.

4° PROCUREURS DES VILLAGES (« procuradores de pueblos »).

Ce sont des délégués de la Commission Nationale institués dans chaque Etat pour prendre la défense des intérêts des villages. Ils sont chargés de les représenter, de surveiller si leurs demandes comportent les formes légales et si la procédure suit son cours normal. Ils répondent aux arguments des propriétaires et recherchent les titres de propriété des villages demandant la restitution de leurs terres. En somme, ils sont les avocats-conseils des villages.

5° COMITÉS EXÉCUTIFS LOCAUX.

Ces comités, composés de trois membres nommés par le gouverneur, surveillent l'arpentage et l'établissement

du plan des terres concédées et, dans le délai d'un mois, en octroient la possession aux villages par l'intermédiaire des comités administratifs locaux.

6° COMITÉS ADMINISTRATIFS LOCAUX.

Ces comités sont composés de trois membres élus par et parmi les habitants du village eux-mêmes. Un délégué de la Commission Nationale en fait également partie et a un droit de veto, mais avec appel possible à la Commission Nationale en cas de désaccord avec le comité du village. Ce comité administratif est le représentant légal du village : il détermine l'usage des différentes terres reçues, met de côté 5 hectares de terres cultivables pour l'école où les enfants recevront leur éducation agraire, réglemente l'usage des eaux, surveille les cultures, recherche des améliorations. Si 20 % des habitants du village sont mécontents de la gestion du comité, une nouvelle élection doit avoir lieu dans les six mois. Le comité administratif reçoit 15 % de récoltes, dont 10 % vont à un fonds destiné à l'achat en commun de machines et d'animaux et 5 % servent à couvrir les frais communs de la communauté (1).

B. — *Droit à la restitution et à la dotation*

La loi de 1915 fait une énumération des villages qui pourront bénéficier de ses dispositions qui ont été la

(1) Tels étaient du moins les pouvoirs du Comité administratif jusqu'en 1927, car ils subirent quelques modifications restreignant leurs pouvoirs par la suite. Cf. Tannenbaum, *op. cit.*, p. 258.

source de nombreuses controverses ; la Commission Nationale Agraire finit par décider que les villages demandant le bénéfice de la restitution ou de la dotation devraient former une communauté de plus de 100 habitants. Cette décision restreignit considérablement le champ d'application de la loi, dans un pays comme le Mexique où les petites communautés rurales de quelques dizaines d'habitants seulement abondent. Pour les villages pouvant bénéficier de la loi, il nous faut distinguer le droit à la restitution et le droit à la dotation.

RESTITUTION.

Il faudra que le village puisse prouver par les moyens légaux que la population se trouve dans le cas prévu à l'article 27 de la Constitution et qu'elle a possédé autrefois les terres qu'elle réclame. Toutefois, on ne pourra procéder à la restitution si la commune ne peut prouver qu'elle a été lésée ou s'il s'agit d'exproprier des domaines de moins de 50 hectares qui auront été possédés nominalement à titre de propriété pendant plus de 10 ans.

DOTATION.

Il faut que le village ait besoin de terres pour son existence indépendante, selon les termes de l'article 27. Mais les villages qui sont industriels, miniers, qui ont un caractère commercial ou sont situés dans les haciendas sont exclus. Chaque membre de la communauté a droit à 3 à 5 hectares de terres irriguées ou humides,

à 4 à 6 hectares pour les terres semi-humides, à 8 hectares pour les terres sèches, et davantage pour les régions arides ou montagneuses. La Commission Nationale Agraire déterminera les surfaces exactes nécessaires.

Ont droit aux terres ainsi distribuées : les chefs de famille, les jeunes gens âgés de dix-huit ans au moins et les veuves ayant une famille à entretenir. Par contre, sont exclus du bénéfice de la dotation : les « professionnelles », ceux qui possèdent une quantité de terres égale à celle qui est demandée, ceux qui possèdent un capital de plus de 1.000 pesos, les fonctionnaires de l'Etat fédéral ou du village, et ceux qui touchent un salaire égal ou supérieur à 75 pesos par mois.

Les domaines de moins de 150, 250 ou 500 hectares, selon les trois catégories de terres énoncées à propos de la restitution, seront écartés de la procédure. Il en est de même pour les propriétés qui représentent une « unité agricole industrielle en exploitation » (1). Dans ce cas, les propriétaires devront céder une étendue équivalente dans un endroit le plus proche possible. Sont également exceptées : les exploitations comprises dans les contrats de colonisation signés avec le gouvernement fédéral, les édifices de toute nature, les jardins ou plantations d'arbres fruitiers établis avant les règlements agraires, les plantations de café, cacao, vanille, etc... ainsi que les travaux de captation et de

(1) Traduction littérale de la formule légale. Ce sont des entreprises pratiquant les cultures dites industrielles, comme la betterave ou la canne à sucre, et qui comportent un équipement industriel.

conduite des eaux destinés à irriguer les terrains situés hors de la zone commerciale.

Si, cependant, le village est entouré seulement de petites propriétés devant être respectées, leur superficie devra être réduite de moitié, à condition que les propriétés de moins de 50 hectares soient toujours respectées.

C. — *Procédure*

Le village qui désire obtenir des terres par l'un des deux procédés de restitution et de dotation que nous avons étudiés précédemment, doit d'abord adresser une demande au Gouverneur de l'Etat, signée de tous les membres du village qui désirent bénéficier de la procédure engagée. Cette demande est laissée à l'initiative des villages, mais ils peuvent demander l'assistance du « procureur des villages ». Le village doit indiquer : son statut légal ; ses anciens titres de propriété, s'il s'agit de restitution ; le chiffre de sa population ; les surfaces qu'il couvre ; le caractère des terres demandées, humides ou sèches ; la distance des villes les plus proches ; les cultures qui sont pratiquées ; l'étendue des domaines les plus proches et le nom des propriétaires ; le montant des terres demandées par chaque famille, s'il s'agit de dotation, etc... Bref, il doit fournir tous les renseignements utiles pour prendre une décision dans ce cas.

Le Gouverneur de l'Etat transmet la demande, accompagnée de ses justifications, à la Commission locale agraire. Cette commission envoie faire une ins-

pection des terres pour les identifier et en relever le plan. On notifie alors aux propriétaires actuels de présenter les raisons qu'ils peuvent avoir de s'opposer à la procédure ainsi engagée. A ce moment, les « procureurs des villages » doivent surveiller si les arguments des propriétaires ont bien été pris en considération. S'il s'avère que ces arguments sont fondés, le procureur des villages doit le signaler au gouverneur qui signifie à la commission locale de mettre fin à la procédure ou bien, s'il s'agit d'une demande en restitution qui manque de base, de la convertir en demande de dotation. Mais supposons que les arguments des propriétaires aient été repoussés, la commission locale dispose alors d'un délai de quatre mois pour compléter les informations et transmettre le dossier au gouverneur.

Le dossier en possession du gouverneur, celui-ci a un délai d'un mois pour répondre ; s'il ne répond pas dans ce délai, le « procureur des villages » peut demander au délégué de la Commission Nationale dans l'Etat de transmettre le dossier directement à cette dernière Commission pour que celle-ci obtienne une décision du Président de la République.

Quand le gouverneur a répondu dans le délai voulu, deux hypothèses se présentent :

a) La réponse du gouverneur est favorable : en ce cas, la commission locale agraire transmet la réponse au Comité exécutif local en lui ordonnant d'accorder la possession provisoire des terres au Comité exécutif local qui est, comme nous l'avons indiqué, le représentant légal du village, dans le délai d'un mois.

b) La réponse du gouverneur est défavorable ou il s'agit de cités ou de villes : le dossier passe à la Commission Nationale Agraire pour qu'elle donne définitivement son avis, et concède ou non l'autorisation d'accorder la possession provisoire des terres demandées. La Commission Nationale notifie aux propriétaires qu'ils ont à leur disposition un délai franc de trente jours pour alléguer devant elle tout ce qui pourrait servir leurs intérêts. L'avis de la Commission Nationale servira de base au Président de la République, qui doit résoudre en définitive la question. La décision du Président constituera le titre légal de propriété du groupement de population au profit duquel elle est prise et lui conférera la possession définitive.

Ajoutons qu'au cours de la procédure, les parties intéressées ont le droit de consulter le dossier afin de pouvoir documenter leur défense. Les propriétaires ont en outre le droit d'ester devant les tribunaux civils, dans le délai d'un an, quand ils se croient lésés par la décision du Président de la République (1).

II. — LA DISTRIBUTION DE TERRES EN PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE.

A. — *L'utilisation des terres laissées en friche*

En application de l'article 27 qui déclare que « La nation a toujours le droit d'imposer à la propriété privée les limitations qu'exige l'intérêt public », le gou-

(1) Cette possibilité a toutefois été supprimée par un décret du 23 décembre 1931 en raison des complications inextricables qu'elle engendra.

vernement fédéral a promulgué le 23 juin 1920 une loi sur les terres en friches. Cette loi avait pour but de remédier de manière simple et immédiate, au besoin urgent de terres des villages en attendant les résultats de la distribution de terres sous le régime de l' « ejido ». En vertu de cette loi, les terres laissées à l'abandon par leur propriétaire peuvent être accordées, en vue d'une possession et d'un usage temporaires, à toute personne disposée à les exploiter. Etant donné la diversité des terres et des climats du Mexique, la réglementation de cette loi était laissée au gouvernement de chaque Etat.

Il semble que cette loi, si elle a rendu quelques services en facilitant, au début, la distribution de terres, n'a pas amené de changements notables dans la structure agricole du pays ; elle n'a d'ailleurs fait l'objet d'aucune statistique, aussi nous ne nous y appesantissons pas davantage (1).

B. — *La Colonisation*

Il ne s'agit pas de colonisation par des étrangers pour lesquels le Mexique n'a jamais été un pays ouvert (2), mais de colonisation interne. La loi du 5 avril 1926, qui réglemente cette question, et qui se fonde toujours sur le principe d' « utilité publique » de l'article 27 de la Constitution, a pour but de compléter l'œuvre de distribution des terres, tout en renforçant la classe des

(1) Cf. Enrique Munguia, art. cité.

(2) Cf. Mendieta y Munez, *op. cit.*, p. 231. Une loi de 1936 interdit l'immigration des agriculteurs étrangers, à moins qu'ils ne possèdent un capital de 1.000 pesos.

petits propriétaires et en amenant un fractionnement des grands domaines.

Sont soumises à la colonisation :

a) Toutes les terres domaniales, sauf celles qui ont été requises par la Banque Nationale de Credit Agricole et ont fait l'objet d'un plan spécial d'irrigation.

b) Les propriétés privées si elles ne sont pas cultivées par leur propriétaire sur la moitié au moins de leur étendue, ou sur les deux tiers de leur surface, au cas où le propriétaire est assisté de fermiers et de métayers. Les propriétaires peuvent prendre eux-mêmes l'initiative de la colonisation, lorsqu'ils possèdent des terres frappées par la loi, sans quoi c'est le Ministère de l'Agriculture qui prend les dispositions nécessaires.

Par contre, échappent à la colonisation les terres appartenant à des particuliers, mais qui sont convenablement exploitées et celles qui se trouvent contiguës à des terres domaniales vacantes.

Les colons paient leurs terres qui leur sont attribuées en se fondant sur la valeur fiscale majorée de 10 %. Des facilités leur sont accordées par l'intermédiaire de la Banque Nationale de Credit Agricole et les paiements sont échelonnés sur une période allant de dix à vingt-cinq ans.

L'étendue des terres accordées est variable selon la qualité de celles-ci, elle va de 5 à 50 hectares pour les terres irrigables, de 15 à 250 hectares pour les terres non irrigables, de 200 à 250 hectares pour les terres pauvres et de 50 à 5.000 hectares pour les pâturages.

Les titres qui transfèrent une propriété complète sont remis au colon lui-même dès que la moitié du prix de son acquisition a été versé (1).

Les terres domaniales irriguées font l'objet de dispositions spéciales. Ce sont les terres comprises dans l'un des onze réseaux d'irrigation prévus par une loi du 4 janvier 1926. Pour bénéficier de l'octroi de ces terres, il faut être de nationalité mexicaine et remplir certaines conditions qui n'ont été uniformisées qu'en 1932, selon deux types de contrats : le premier type comporte un versement initial de 5 % de la valeur de la terre, le paiement du reste s'échelonnant sur une période de 25 ans. Les superficies accordées ne doivent pas dépasser 100 hectares et le fermage ou mélayage est interdit. Le deuxième type de contrat ne comporte pas de versement initial et est conçu pour permettre aux individus n'ayant que très peu de ressources de bénéficier de la loi. Les annuités prévues avec intérêts à 4 % pourront être versées en espèces ou en nature et les surfaces accordées ne pourront pas dépasser 25 hectares.

C. — *Les concessions individuelles de terres*

La loi du 2 août 1923, suspendue le 10 juin 1926 et remise en vigueur le 27 juillet 1934, décide que les terres domaniales peuvent être mises *gratuitement* à la disposition des Mexicains qui désirent s'y établir et

(1) Cf. R. Lopez Ocampo, *La ley de colonizacion*, dans *Los problemas agrícolas de Mexico*.

les cultiver. Aussi cette loi porte-t-elle le nom de « Loi des terres gratuites ». Cette loi déclare que « tout Mexicain, âgé de plus de dix-huit ans, s'il n'a point de terres, peut en acquérir sur les terres nationales non cultivées ni mises en pâturage ». Pour exercer ce droit, il suffit d'occuper personnellement la terre désirée, de la borner, d'en donner avis au Ministre de l'Agriculture et d'en faire usage pendant deux ans au moins.

On peut ainsi obtenir 25 hectares de terres irrigables, 100 à 200 hectares de terres arables saisonnières, selon la qualité et jusqu'à 500 hectares de pâturages et de terrains montagneux.

Dès qu'il est en possession de son titre de propriété, c'est-à-dire au bout de deux ans, le bénéficiaire acquiert la propriété entière des terres avec le droit de les aliéner, mais avec les restrictions suivantes :

- a) Il ne peut transférer ses droits à des étrangers.
- b) Il ne peut hypothéquer ses terres ou les céder à d'autres citoyens mexicains avant une période de dix ans à partir du jour où la propriété lui a été concédée.
- c) Les terres comprises dans les grands réseaux d'irrigation organisés par l'Etat ne sauraient faire l'objet d'une concession de ce genre, puisque nous avons vu qu'elles sont soumises à des lois spéciales de colonisation.

III. — *LES RESULTATS.*

Lorsqu'il s'agit d'apprécier le résultat des lois agraires mexicaines, de grandes difficultés se présentent par suite du manque de statistiques et de la valeur souvent discutable de celles que nous possédons. Un auteur américain (1) prétend qu'elles sont notoirement inexactes et qu'après une étude approfondie il a trouvé dans le recensement agraire de 1930 entre autres, une statistique sur les terres en culture treize fois supérieure à la réalité. Aussi nous ne donnerons que les statistiques admises par les auteurs américains eux-mêmes.

Nous examinerons successivement la superficie et les bénéficiaires des terres distribuées et la mise en œuvre de ces terres.

1° SUPERFICIE ET BÉNÉFICIAIRES DES TERRES ACCORDÉES

A. — *Terres accordées aux villages*

Les auteurs s'accordent généralement pour reconnaître que le nombre de personnes pouvant bénéficier d'une attribution de terres sous le régime de l'« ejido », c'est-à-dire des terres accordées aux villages par les deux méthodes de restitution et de dotation, s'élevait en 1933 environ à 2 millions (2). Or, le nombre total de bénéficiaires qui ont reçu la possession définitive

(1) Dr Cumberland, cf. *The Agrarian Background of the six year plan*, dans Beteta, *Economic and social program of Mexico*, p. 64.

(2) Cf. E. Munguia, art. cité. Fabila dans *Los problemas agricolas de Mexico*, p. 403. E.N. Simpson, *op. cit.*, p. 197.

de leurs terres, varie selon les auteurs autour de 750.000 (754.577 d'après le Département agraire), donc, un peu plus d'un tiers seulement des individus ayant *droit* au bénéfice des dispositions légales. Mais il faut remarquer que le chiffre de 2 millions ne comprend pas tous les villages ayant *besoin* de terres et qui, d'après l'article 27, devraient y avoir droit, car la loi de 1915 établissait comme nous l'avons vu une fâcheuse limitation dans l'énumération des villages pouvant bénéficier de l'octroi de terres qui provoqua de vives controverses : finalement, les villages de moins de 100 habitants furent écartés du bénéfice des lois agraires. Si l'on comprend les membres de ces communautés rurales comptant de 1 à 100 habitants, cela porte à plus de 3,5 millions le nombre des individus ayant besoin de terres. Ajoutons que le nombre de ces communautés n'ayant pas droit au bénéfice des lois agraires est voisin de 50.000, tandis que le nombre des communautés pouvant en bénéficier n'est que de 25.000 environ.

Près de la moitié des villages mexicains, en nombre et en population, se trouvaient donc écartés avant le plan sexennal du bénéfice des lois agraires et parmi les villages qui y avaient droit, seulement 4.260 avaient obtenu satisfaction en 1933, soit un sixième seulement (1).

Mais l'application des lois agraires n'a pas été seulement trop restreinte quant aux bénéficiaires, les surfaces accordées, comme d'ailleurs dans la plupart des

(1) Cf. E.N. Simpson, *op. cit.*, *Tables statistiques*, pp. 610 et 611.

pays d'Europe où l'on a effectué des réformes agraires ont été insuffisantes.

La surface totale accordée aux villages est de 7,625 millions d'hectares (1), ce qui ne fait que 3,9 % de la superficie totale du Mexique, alors que dans les pays d'Europe où il y a eu des réformes agraires le pourcentage des terres distribuées est généralement beaucoup plus élevé : 20 % en Roumanie, 29 % en Tchécoslovaquie, 8 % en Yougoslavie, 15 % en Lithuanie, 48 % en Esthonie, 56 % en Lettonie (2), et il s'agit de pays beaucoup moins vastes que le Mexique, dont la densité de population est bien supérieure. Il faut évidemment considérer que l'octroi de terres aux villages n'a constitué qu'une partie de la réforme agraire au Mexique, mais nous verrons que ce procédé de distribution des terres fut de beaucoup le plus important et le seul qui ait donné des résultats tangibles.

Quant à la surface attribuée à chaque bénéficiaire, elle est très variable, selon la région et selon les qualités des terres, la seule chose que l'on puisse affirmer c'est qu'elle est généralement insuffisante, elle ne permet guère d'apporter à la famille indienne que le minimum de subsistance indispensable pour ne pas mourir de faim (3).

(1) Cf. E.N. Simpson, *op. cit.*, p. 209.

(2) Cf. F. Perroux, *Les réformes agraires en Europe*.

(3) *Statistique du Département agraire dans Simpson, op. cit.*, p. 609.

B. — *Terres accordées en propriété individuelle*

Il nous faut d'abord signaler qu'afin d'accroître la quantité de terres disponibles, le gouvernement fédéral était autorisé, en vertu de l'article 27 de la Constitution, à procéder à une réunion de tous les contrats conclus et des concessions accordées sur des terres nationales depuis 1876. Les expropriations prononcées à cet effet ont eu lieu généralement sans indemnité car il s'agissait surtout de terres appartenant à de puissantes sociétés anonymes qui les avaient acquises dans un but de spéculation et qui ne bénéficiaient guère de la faveur du gouvernement. Entre 1912 et 1933, la superficie des terres nationales passe de 22,822 à 39,810 millions d'hectares, soit une augmentation de 16,988 millions d'hectares ou 75 %. Seulement, certains auteurs affirment que seulement 6 % des terres ainsi récupérées peuvent être considérés comme de véritables terres arables, le reste étant constitué de forêts (15 %), de pâturages (25 %), et de montagnes arides (54 %).

Examinons maintenant les résultats obtenus par les procédés de distribution des terres en propriété individuelle que nous avons étudiés précédemment. Les terrains octroyés pour utiliser les terres en friches n'ayant fait l'objet d'aucune statistique, il nous reste la colonisation et les concessions de terres.

Selon E. N. Simpson (1), la colonisation des terres nationales et des propriétés privées avait porté en 1933

(1) *The Ejido, Mexico way out*, p. 200.

sur une superficie totale de 147.000 hectares bénéficiant à plus de 4.000 colons, tandis que la colonisation des terres comprises dans un réseau d'Etat d'irrigation s'étendait sur 100.000 hectares au profit de 10.000 personnes.

Enfin, 9.159 colons individuels avaient obtenu des terres pour une superficie totale de 1.600.000 hectares. Les superficies accordées à chaque colon sont trop variables pour que l'on puisse les définir ; cependant, les surfaces moyennes accordées étaient de 100 à 200 hectares pour la colonisation des terres non irriguées, de 10 hectares pour celles des terres irriguées et de 245 hectares pour les concessions de terres.

La distribution de terres en propriété individuelle n'a donc pas eu la même importance que l'octroi de terres aux villages, puisqu'au total 23.227 personnes seulement en ont bénéficié et que les superficies accordées n'atteignent que 1.847.000 hectares au lieu de 7,6 millions d'hectares aux villages, bénéficiant à plus de 750.000 personnes.

2° MISE EN ŒUVRE DES TERRES CONCÉDÉES.

Dans son livre sur l'« Ejido », E. N. Simpson nous expose le cas concret d'un village qui a reçu des terres en application de la réforme agraire : le village de San Juan, situé sur le plateau central du Mexique, c'est-à-dire dans la zone agricole la plus riche et celle aussi où la réforme agraire a été la mieux appliquée. Les résultats sont décevants : seulement 83 hectares de terres, sur les 186 qu'a reçu le village (soit 45 %)

sont cultivées. Tandis que la production normale de blé dans cette région est de 720 kgs par hectare de terres non irriguées et de 1.200 kgs sur les terres irriguées, celle des terres « ejidales » du village de San Juan n'est que de 283 kgs de blé par hectare et la même différence s'observe pour les autres cultures. Pourquoi alors le village de San Juan ne cultive-t-il que la moitié de ses terres chaque année ? Pourquoi sa production de blé à l'hectare est-elle si inférieure à celle des propriétaires privés de la région ? C'est que d'abord ses terres ne sont pas irriguées, car le forage de puits et l'installation de quelques pompes est au-dessus des ressources du village. En outre, l'équipement du village est limité à quelques charrues en bois et un peu de bétail, les engrais y sont bien entendu inconnus, de même que les méthodes d'assolement. Sans doute existe-t-il une « Banque ejidale » prévue spécialement pour accorder des crédits aux villages qui ont bénéficié de la réforme agraire, mais les capitaux de la banque elle-même sont très limités et une opération de crédit reste un mystère pour la plupart des habitants du village dont seulement quelques-uns savent lire ou écrire. Si l'on ajoute à cela les difficultés que suscitent les propriétaires voisins qui ont été dépouillés et qui refusent la moindre collaboration, on comprendra que beaucoup, si la loi le permettait, vendraient leur lot de terres et à défaut le laissent inculte, préférant devenir fermiers des propriétaires privés de la région.

Le cas du village de San Juan, décrit par Simpson, n'est pas isolé ; il traduit peut-être de façon un peu pessimiste les lacunes de la réforme agraire pendant la

période qui nous intéresse. Le manque de capitaux des villages, le manque d'équipement, le manque de crédits et le manque d'éducation firent que si un certain nombre d'indiens eurent bien, selon la formule révolutionnaire : « Terre et Liberté », leur situation matérielle ne fut guère améliorée.

*
**

Il nous faut maintenant conclure sur les résultats d'ensemble qu'obtint la réforme agraire depuis que le principe en fut adopté par la Constitution de 1917 jusqu'au plan sexennal. Vingt ans après la révolution, malgré les pires violences, malgré les assassinats multiples, malgré la guerre civile, malgré la dictature, malgré un amoncellement de lois agraires, le grand domaine subsiste ; le recensement de 1930 nous le montre : sans doute le nombre des propriétés allant de 1 à 50 hectares est-il de 86,3 % du nombre total des propriétés, mais ces propriétés ne couvrent que 3,4 % de la surface totale de toutes les propriétés privées. Les propriétés de plus de 10.000 hectares à l'inverse ne forment que 0,3 % du total des propriétés privées, mais couvrent une superficie de 55,8 %. L' « hacienda » subsiste donc en tant qu'élément essentiel de la structure agricole du Mexique.

D'autre part, comme nous l'avons indiqué, seulement une partie des individus dépourvus de terres a pu obtenir satisfaction. D'après E. N. Simpson, en 1930, 70 % de la population économiquement active

dans l'agriculture était encore dépourvue de terres. Non seulement la réforme agraire n'avait pas atteint son but dans la distribution des terres, mais même lorsque celui-ci avait été atteint, le problème agraire subsistait, afin de permettre la mise en œuvre des terres distribuées.

TROISIÈME PARTIE

Orientation de la Réforme
agraire
depuis le Plan sexennal

CHAPITRE PREMIER

Nouvel élan donné à la Réforme agraire

I. — LE PLAN SEXENNAL.

Après la démission de M. Ortiz Rubio, comme Président de la République, en septembre 1933, le *Parti National Révolutionnaire* (P. N. R.), qui réunit la presque unanimité des suffrages aux élections mexicaines depuis la révolution et joue au Mexique un rôle analogue à celui du Parti Communiste en Russie, décida d'élaborer un *plan* afin de fixer les lignes générales de la politique économique et sociale que devrait suivre le nouveau Président. Le parti national révolutionnaire se réunit à Quiretaro, l'antique cité où avait déjà été élaborée la Constitution de 1917, en novembre 1933 et adopta un « Plan Sexennal » pour les six ans de la durée du mandat du futur Président de la République. Ce fut le général Lazaro Cardenas, l'actuel Président des Etats-Unis du Mexique, qui fut choisi comme candidat et s'engagea à le mettre en pratique.

Un grand nombre de plans avaient déjà été promulgués au Mexique et il n'est guère de révolte qui n'ait été accompagnée d'un plan lorsqu'un « leader » désire renverser le gouvernement existant pour s'emparer du pouvoir, c'est la tradition qu'il publie un plan : ce fut le cas d'Iturbide, de Juarez, de Madero, de Zapata, de Carranza, etc... Mais tous ces plans ne contenaient guère que des critiques à l'adresse du gouvernement et des promesses électorales. Le plan sexennal, au contraire, veut faire une « œuvre constructive ». Elaboré par le parti au pouvoir, il veut être une mise au point des principes de la révolution mexicaine déjà proclamés par la Constitution de 1917 et organiser sur cette base les six années de la présidence. Mais on chercherait vainement dans le plan sexennal, malgré les promesses de l'introduction, des chiffres précis et des projets « constructifs » détaillés : comme la plupart des *plans* actuels, c'est un exposé plus doctrinal que technique (1).

Après avoir proclamé que la propriété est une « fonction sociale et non un droit divin », le P. N. R. déclare que : « le problème social le plus important du Mexique est, sans aucun doute, celui de la distribution de la terre et de sa meilleure exploitation du point de vue de l'intérêt national, qui demande la libération économique et sociale des nombreux groupes de travailleurs employés directement au travail de la terre. » C'est reconnaître implicitement que la question agraire n'est

(1) Sur les plans, cf. art. de M. Noyelle, *Revue d'Economie politique*, 1934.

pas encore résolue, aussi le plan pose deux objectifs principaux :

a) Donner des terres et des eaux à tous les noyaux de population (« nucleos de poblacion ») sans exception, de manière à satisfaire leurs besoins.

b) Transformer les « peons » (1) en travailleurs indépendants, capables de mieux cultiver leurs terres parce qu'ils les possèdent et le plan déclare que « la distribution des terres se poursuivra jusqu'à ce qu'il ne reste plus au Mexique aucun travailleur agricole qui ne possède une parcelle de terre avec laquelle il puisse vivre ».

Pour atteindre ces objectifs, le plan propose différents moyens :

1° Le plan prévoit d'abord une *modification des différents organismes agraires* : la Commission Nationale Agraire sera transformée en Département autonome (ce qui correspond à un ministère). On remplacera les commissions locales agraires par des commissions agraires mixtes, formées de représentants du Département agraire, de représentants du Gouverneur de l'Etat intéressé et de représentants des organisations de travailleurs agricoles. Le plan prévoit en outre que le budget du Département agraire devra être de 4.000.000 de pesos, au lieu de 2.200.000 pesos que recevait la Commission Nationale Agraire.

(1) Travailleurs employés dans les « haciendas ».

2° *La procédure de distribution des terres sera simplifiée* et on accordera le caractère définitif aux possessions provisoires de terres consenties jusqu'alors.

En effet, il y avait une période s'écoulant entre l'entrée en possession provisoire d'un village et celle où il recevait la possession définitive, qui durait généralement 6 ou 7 ans. Cette période d'abord prévue pour permettre aux propriétaires de défendre leurs droits, faisait peser une incertitude sur la propriété qui gênait à la fois les propriétaires et les bénéficiaires.

3° *On étendra aux « peons » des haciendas le bénéfice des lois agraires.*

Jusqu'au plan sexennal, il y avait toute une catégorie de travailleurs agricoles qui ne pouvaient bénéficier de la réforme agraire : les « peons » qui travaillaient dans les « haciendas ». La loi ne les considérait pas comme des « personnes légales » et ne leur donnait pas le droit de réclamer des terres. Le droit à la terre n'avait bénéficié en réalité qu'aux villages ayant une population de plus de 100 habitants, c'est-à-dire aux centres indépendants de population ou à des travailleurs libres isolés qui avaient bénéficié des lois sur la colonisation ou sur les concessions de terres. Le plan sexennal reconnaît aux « peons » des haciendas le droit d'être compris dans le recensement des villages les plus proches, toutefois il ne leur permet pas de réclamer les terres de l'« hacienda » sur laquelle ils travaillent.

4° *On divisera les propriétés domaniales du gouvernement fédéral et celles des gouvernements locaux.*

Rappelons que ces terres étaient déjà soumises aux lois sur la colonisation et à la loi sur les concessions de terres, mais nous avons vu que 2 millions d'hectares seulement avaient été distribués de cette façon, alors que la surface totale des terres domaniales était voisine de 40 millions d'hectares en 1933. Le plan manque de précisions sur ce point, sans doute s'agit-il d'augmenter la distribution des terres domaniales aux colons.

5° On procédera au « *Fractionnement des grands domaines* » déjà prévu par les lois antérieures, le plan ne donne d'ailleurs aucune précision sur les limites à partir desquelles le domaine devra être fractionné. Il suffit de consulter les chiffres du mouvement de 1930 pour se rendre compte que les grands domaines étaient loin d'avoir disparu, comme nous l'avons déjà signalé, puisqu'il subsistait 1.831 « haciendas » de plus de 10.000 hectares couvrant environ 33 % de la surface totale du pays : moins de 2.000 personnes possédaient donc plus du tiers de la surface du Mexique. Le plan prévoit que l'on devra procéder à une expropriation pour cause d'utilité publique et déclare que les propriétaires seront indemnisés avec des bons de la dette publique, spécialement créés à cet effet.

6° Le plan prévoit également une *redistribution de la population rurale* par la création de nouveaux centres de population dans les régions les moins peuplées. La population du Mexique est, en effet, très inégalement répartie, et, dans certaines régions surpeuplées, les indiens ne pouvaient obtenir de terres, car toutes celles

qu'il était permis légalement de distribuer l'étaient déjà : alors que la densité de population n'est que de 2,4 dans la zone Nord-Pacifique, 3,9 dans la zone Nord, 8,8 dans la zone du Golfe et 9,7 dans la zone Sud-Pacifique, elle atteint 29,1 dans la zone centrale (1). Pour les mêmes zones, la population économiquement active occupée dans l'agriculture est respectivement de 1,1 ; 2,0 ; 4,0 ; 5,7 et 10,2 par kilomètre carré de terre agricole (2). Mais les indiens n'aiment pas s'expatrier et il est très difficile de leur faire quitter la terre de leurs ancêtres.

Comme corollaire de la redistribution de population, le plan envisage une *colonisation intérieure* par les Mexicains et prévoit le maintien et le renforcement des lois en vigueur que nous avons étudiées.

7° Enfin, le plan reconnaît que la distribution des terres est insuffisante pour résoudre complètement le problème agraire et il demande que l'on prête une attention particulière à la *solution des problèmes secondaires soulevés par la réforme agraire*.

A ce sujet, le plan émet d'abord une série de vœux que l'on peut qualifier de platoniques : l'organisation de l'entr'aide entre les propriétaires et les travailleurs de la terre, l'introduction de récoltes mieux adaptées aux conditions naturelles, leur rotation, l'amélioration de la technique, l'emploi de machines modernes, d'en-

(1) Cf. la carte du Mexique par zones en annexe.

(2) D'après les statistiques de la « Dirección General de Estadística »

grais, la sélection de graines, etc... *L'amélioration des méthodes de culture* constitue en effet un problème très important ; les rendements obtenus en 1930 pour les deux principales cultures : le maïs et le blé étant d'un niveau très bas, ainsi que le montrent les statistiques suivantes :

Pour le maïs, le rendement était par hectare de 640 kilos, tandis qu'il était respectivement de 1.730 aux Etats-Unis, 2.000 en Argentine et 3.320 en Egypte. Pour le blé : Mexique 550 kgs à l'hectare, Etats-Unis 990, Chili 1.170 et Belgique 2.670 (1).

De façon plus concrète le plan prévoit, afin d'améliorer la technique dans l'agriculture, le *développement du crédit agricole* et décide que la Banque Nationale de Crédit agricole devra recevoir du gouvernement fédéral 50 millions de pesos, afin de les répartir entre les villages et les petits propriétaires ayant bénéficié de la réforme agraire. Le plan prévoit également la création de centres d'apprentissage agraire, d'entrepôts pour la sélection et la distribution des graines et des engrais, des fermes d'étude, des laboratoires, etc...

Le plan préconise en outre la *création de sociétés coopératives agricoles* « qui fonctionneront dans un sain esprit de souplesse et de solidarité sociale entre leurs membres ». Ces sociétés permettront d'acquérir des machines en commun, de bénéficier collectivement des magasins et des moyens de transport, d'organiser

(1) Cf. Beteta, *The Mexican revolution, a defense*, p. 35.

un système d'assurances contre les calamités agricoles et d'obtenir des facilités de crédit.

Enfin, toujours dans le but d'améliorer la technique agricole, le plan examine les problèmes de l'irrigation, du développement des voies de communication et de l'éducation.

Tous ces problèmes secondaires soulevés par l'application de la Réforme agraire feront l'objet d'une étude plus approfondie dans notre chapitre III, aussi nous ne nous y attarderons pas.

En résumé, le plan sexennal, en ce qui concerne l'agriculture, cherche d'abord à élever le niveau de vie des travailleurs agricoles. Il considère comme indispensable d'obtenir une meilleure répartition des terres arables et une amélioration des techniques de l'exploitation agricole et il propose différentes méthodes pour arriver à ce but. Mais loin de supprimer la propriété privée, ce que le plan veut empêcher, c'est la trop grande concentration de la terre et l'existence des grands domaines. Pour les rédacteurs du plan, il semble que les terres accordées en commun aux villages ne constituent qu'un stade provisoire destiné à faciliter la création de petits propriétaires ruraux. Cette conception a d'ailleurs été vivement critiquée par l'aile gauche du P. N. R. qui réclamait « la socialisation complète de la terre » (1).

(1) Cf. Beteta, *op. cit.*, p. 39. Cette divergence de tendances s'est également produite en Russie, le parti bolchevik ayant provisoirement fait sien le programme du parti socialiste révolutionnaire russe.

En rapport indirect avec la question agraire, le plan se préoccupe de l'organisation du travail. Là encore l'idéal du plan se montre très modéré : « on recherchera l'élévation de la culture et du niveau de vie des grandes masses de travailleurs pour qu'ils prennent conscience de l'intérêt collectif. » Le plan parle bien de « la prostration dans laquelle le prolétariat a vécu », mais ce n'est pas pour demander de changer la *structure* du régime capitaliste pour évoluer vers un régime à tendance communiste, il se contente de poser les principes suivants :

1° « Tout individu a le *droit au travail* qui lui permettra de satisfaire ses besoins et ses plaisirs honnêtes, comme conséquence de l'obligation que la société lui impose de contribuer grâce à son effort au progrès collectif ».

2° « L'Etat interviendra directement ou indirectement afin que tout individu de la République puisse exercer son droit au travail ».

Puis le plan étudie différentes mesures destinées à protéger les travailleurs : contrats collectifs, salaire minimum, renforcement des organisations syndicales, organisation d'une loi d'assurances sociales, développement des bourses du travail, constitution d'organismes techniques paritaires, afin d'obtenir une collaboration technique des associations de patrons et de travailleurs, etc...

Mais sur l'organisation du travail comme sur l'organisation de la réforme agraire, le plan contient surtout des principes généraux, des suggestions dont la réali-

sation dépendra des hommes chargés de les mettre à exécution.

II. — *LE CODE AGRAIRE.*

Le Code agraire, élaboré en application du plan sexennal, fut adopté le 9 avril 1934 et a remplacé toute la législation antérieure, concernant les « ejidos », c'est-à-dire les terres octroyées aux villages.

Conformément aux directives du plan sexennal, le Code s'efforce de donner une impulsion nouvelle à la réforme agraire : 1° en élargissant son champ d'application ; 2° en augmentant les superficies accordées aux ejidos ; 3° en établissant une procédure simplifiée, plus rapide pour l'attribution des terres.

A. — *Augmentation du nombre des bénéficiaires de la Réforme agraire*

On se souvient que la législation adoptée en vertu de l'article 27 de la Constitution écartait du bénéfice de la réforme agraire les villages dont la population n'atteignait pas 100 habitants. Sous le régime du Code, pour bénéficier de l'octroi de terres, il suffit que les requérants forment un « noyau de population » d'au moins 20 personnes. Les bénéficiaires peuvent être « un Mexicain du sexe masculin, âgé de plus de 16 ans, s'il est célibataire, ou de n'importe quel âge s'il est marié ou une femme mexicaine, célibataire ou

veuve si elle est chef de famille » (1). Ils doivent avoir résidé dans la localité pendant les six mois ayant précédé l'établissement d'un registre spécial ; « être habituellement occupés dans l'agriculture pour leur propre travail » et ne posséder ni terres dont la superficie serait égale ou supérieure à celle des parcelles demandées ni « un capital commercial ou industriel dépassant 2.500 pesos ».

La législation antérieure interdisait également le bénéfice de la réforme agraire aux ouvriers travaillant dans les « haciendas » (« peones acasillados »). Le Code agraire les définit ainsi : « les travailleurs résidant de façon permanente sur les propriétés agricoles qui occupent une maison sans payer de location et qui dépendent pour leur existence des salaires qu'ils reçoivent en échange de leurs services. » Ces travailleurs pourront maintenant obtenir des terres au moyen des cinq procédés suivants :

1° Ils peuvent adhérer individuellement aux groupes de requérants des villages situés dans un rayon de dix kilomètres des limites de l'hacienda sur laquelle ils travaillent, afin d'obtenir « une parcelle d'ejido » au moyen de la procédure de dotation.

2° Dans les mêmes limites territoriales, ils peuvent demander qu'on enregistre leurs noms afin de les joindre aux autres requérants des communes qui demandent un accroissement de l'étendue de leurs « ejidos ».

(1) Code agraire, art. 44. Cf. le texte du Code agraire dans Simpson, *op. cit.*, pp. 749 à 808.

3° S'il existe des parcelles vacantes dans les ejidos des communes situées dans un rayon de sept kilomètres, ils peuvent requérir l'octroi de ces parcelles.

4° Ils peuvent, se constituant en groupe, demander au gouvernement de bénéficier de la création d'un « nouveau centre de population ».

5° Enfin, si aucun de ces quatre procédés ne peut être employé, ils pourront recevoir une terre, libre de toutes redevances, faisant partie d'un des plans d'irrigation ou de colonisation prévus par le gouvernement.

B. — *Augmentation des superficies accordées aux « ejidos »*

Le plan sexennal préconisait une augmentation de la superficie des « ejidos » afin d'obtenir un meilleur rendement dans la production. Le Code, dans son article 47, fixe l'étendue minimum à laquelle devra avoir droit chaque requérant :

I. « Quatre hectares de terre irriguée, i. e. (1), une terre qui reçoit suffisamment d'eau pour faire pousser les cultures de la région, ou qui reçoit une humidité suffisante par inondation ou tous autres moyen ».

II. « Huit hectares de terre saisonnière, i. e., toutes les terres non visées dans le paragraphe précédent ».

Les terres saisonnières peuvent être remplacées par des pâturages, d'une superficie double des terres saisonnières, s'ils sont situés dans des plaines et d'une

(1) « id est » : c'est-à-dire.

superficie quadruple de ces terres, s'ils sont situés dans des régions montagneuses ou arides ; mais « l'attribution d'une étendue même extrêmement vaste de pâturages et de terres de brousse ne devra pas être considérée comme offrant une compensation pour l'absence de terres arables » (art. 40).

Afin que le minimum de terres que la loi accorde à chaque requérant puisse être atteint, lorsque les terres situées dans le voisinage du village sont insuffisantes, ou lorsqu'il n'y a que des terres saisonnières ou des pâturages, le Code prévoit la création d'un nouveau centre de population. En effet, le Code considère qu'il est indispensable que la « parcelle ejidale » comprenne un minimum de terre arable et qu'il est inutile de créer des « ejidos » dans des régions désertiques ou trop montagneuses. Les nouveaux centres de population seront établis de préférence sur les domaines de l'Etat et dans des territoires à population clairsemée, afin de remédier par ce moyen à la trop forte concentration de la population dans la zone centrale.

La création de nouveaux centres de population (en application du plan sexennal), constitue une innovation importante, qui diffère sensiblement des lois de colonisation antérieures, car la colonisation n'apparaît plus comme un moyen distinct se substituant à l'« ejido », mais comme faisant partie intégrante du programme de l'« ejido ».

Toujours suivant le principe qu'il vaut mieux renoncer à la création d'« ejidos » lorsque l'on ne peut obtenir le minimum de terres prévu par la loi, le Code reprend l'énumération de la loi de 1915 des propriétés

qui ne peuvent être affectées à l' « ejido » ; ce sont celles où, en raison de la « technique agricole employée (1), des aléas inhérents à certaines cultures ou de l'insuffisance de l'organisation », il serait impossible d'exploiter les terres avec profit sous le régime de l' « ejido ». Cette question de savoir si certaines cultures sont d'un rendement profitable pour les « ejidos » est du ressort du Département agraire, qui doit tenir compte de l'aptitude générale des paysans, qui varie selon les régions. Il s'agit alors plutôt d'une suspension de mesures de la réforme agraire, que d'une exemption. Ainsi, dans le district cotonnier de « La Laguna », considéré jusqu'alors comme ne pouvant être affecté aux « ejidos », le président Cardenas décida, le 6 octobre 1936, de procéder à une distribution de terres. Dès le 2 décembre 1936, 221 « ejidos » étaient créés, couvrant une superficie de 114.814 hectares de terres irriguées et 128.528 hectares de pâturages, bénéficiant à 28.503 travailleurs agricoles.

Le Code agraire permet encore l'extension plus grande des « ejidos » en réduisant la superficie maximum des propriétés privées exemptes de l'application des lois agraires : les propriétés privées ne doivent pas dépasser 150 hectares de terres irriguées et 300 hectares de terres saisonnières. Ces limites peuvent être abaissées à 100 et 200 hectares quand, dans un rayon de sept kilomètres autour d'un village pétitionnaire, il n'y a pas de terres disponibles (art. 51). Or, les lois antérieures permettaient des surfaces allant de 150 hectares

(1) Cf. E. Munguia, art. cité.

de terres irriguées à 1.040 hectares de pâturages ou de terres montagneuses.

Sous l'empire des lois antérieures, les terres affectées à « la culture de produits destinés à être utilisés au moyen d'une installation industrielle » n'étaient en aucun cas soumises aux lois agraires. Le Code déclare de façon plus stricte que seront seules exemptées : les « plantations régulières de bananes, café, cacao et les arbres fruitiers » (art. 51), de même que les « terres plantées d'alfalfa, benequen, maguey et autres agaves » (art. 52), à condition qu'elles ne dépassent pas 300 hectares ; avec la faculté cependant pour le propriétaire d'offrir aux requérants des terres de même superficie que celles qui font l'objet de la requête et d'une qualité égale, mais situées dans un rayon de sept kilomètres du centre de population intéressé (art. 52). Si le propriétaire ne possède pas de terres dans ce rayon, l'acquisition en sera effectuée par le Département agraire, au besoin en utilisant l'expropriation forcée moyennant une indemnité qui sera payée par le propriétaire demandant une exemption de ses terres.

Par contre, il convient de remarquer que le Code permet aux propriétaires de choisir dans chaque cas, les terres arables irriguées et non irriguées qu'il désire conserver en vertu de l'exemption légale. Ces terres échapperont par la suite aux menaces d'expropriation, de même que les bâtiments de tout genre et tous les ouvrages hydrauliques (art. 54).

C. — *Etablissement d'une procédure plus rapide*

On se souvient que la procédure comportait jusqu'alors un caractère de dualité : la première devant la Commission locale agraire qui aboutissait à un décret du gouverneur octroyant la possession provisoire, la deuxième devant la Commission Nationale Agraire, qui aboutissait à un décret du Président de la République accordant ou refusant la possession définitive. En fait, il y avait souvent des divergences de vues entre les deux commissions et un grand nombre de gouverneurs avaient montré une certaine résistance à appliquer les lois agraires. Pour éviter les retards apportés par les commissions locales agraires, le Code décida que, conformément aux suggestions du plan sexennal, elles seront transformées en *Commissions agraires mixtes*. Ces commissions seront composées de cinq membres : deux représentants du gouverneur, deux représentants du nouveau Département agraire, dont un sera président de droit et un « ejidatario » (1) qui fera entendre la voix des paysans (art. 12).

En outre, à l'intérieur du Département agraire, qui remplace l'ancienne Commission Nationale Agraire, le Code crée un *Office consultatif agraire* qui sera chargé de revoir et de transmettre au Président de la République les décrets d'envoi en possession provisoire pris par les gouverneurs d'après l'avis des commissions agraires mixtes. Mais le rôle de l'Office consultatif

(1) Bénéficiaire d'une parcelle de terre sous le régime de l'« ejido ».

agraire ne consiste pas à refaire le travail des commissions agraires mixtes et à reprendre en détail l'examen des demandes qui lui sont soumises (ce qui provoquait tant de retards dans les décisions de l'ancienne Commission Nationale Agraire). Il a seulement un rôle de légalisation et de garantie supplémentaire. C'est lui qui élabore l'ordonnance d'envoi en possession définitive qui aura été signée par le Président de la République. Cet Office consultatif agraire se compose de cinq membres possédant une expérience pratique des questions agraires, dont trois doivent être des ingénieurs agronomes et qui « ne doivent pas posséder plus de terres que celles définies par le Code comme petites propriétés » (art. 6).

La décision du Président de la République sera inscrite sur un *Registre National Agraire* (art. 109), qui délivrera des certificats de propriété fournissant la preuve indiscutable de la propriété des « ejidos » (art. 111 et 112). Ce registre, sur lequel on inscrira toutes les décisions modifiant la répartition des propriétés, constitue en somme l'équivalent des « Livres fonciers » que l'on a institués dans un certain nombre de pays.

Enfin, le Code réduit considérablement les délais de procédure accordés aux différents organismes agraires, de manière à ce que sous l'empire de la nouvelle loi un village ou un centre de population puisse obtenir la possession provisoire des terres demandées dans un délai de 150 jours : la possession définitive devant suivre dans un délai non fixé mais qui devra être également très rapide. Afin de rendre efficaces les divers délais fixés, le Code déclare que si les autorités man-

quent à leur action dans les limites prévues, l'autorité immédiatement supérieure devra agir indépendamment (art. 68) et si les autorités défailtantes ne peuvent invoquer des raisons suffisantes pour justifier leur retard, elles pourront être passibles de sanctions pénales allant de six mois à deux ans de prison (art. 156 à 169).

III. — *LES RESULTATS DE LA DISTRIBUTION D' « EJIDOS ».*

Depuis le Plan Sexennal et le Code agraire, la distribution de terres sous le régime de l' « ejido » s'est poursuivie à un rythme accéléré. Il y a eu augmentation à la fois de la superficie totale distribuée, du nombre des bénéficiaires et de la superficie moyenne accordée à chaque bénéficiaire.

A. — *Superficie totale distribuée*

Alors qu'en 1933 elle n'était que de 129.929 hectares, elle est de 1.589.431 hectares pour 1934, 1.258.383 hectares pour 1935 et elle passe à 3.269.202 en 1936 (1). La superficie totale distribuée aux « ejidos » est, en 1935, d'après le recensement agraire effectué cette année, de 11,7 millions d'hectares, soit 10,6 % de la superficie totale des terres agricoles du pays, alors que la surface totale accordée aux « ejidos » en 1930 ne représentait qu'à peine 4 % de cette superficie. La super-

(1) Tableaux statistiques en annexe.

ficie des terres arables accordées aux « ejidos » est, en 1935, 25,7 % de toutes les terres arables du pays.

B. — *Nombre de bénéficiaires*

Alors que le nombre des bénéficiaires n'était que de 11.123 en 1933, il est de 127.878 en 1934, 92.290 en 1935 et 206.065 en 1936, et le nombre total des bénéficiaires d'une attribution de terres sous le régime de l'« ejido », qui n'était que de 650.000 en 1933, est de 1.100.000 en 1936, soit un peu plus de 40 % du nombre des populations rurales dépourvues de terres, auxquelles le Code accorde le droit d'en recevoir (qui s'élève, nous l'avons dit, à environ 2,3 millions). Il n'en reste pas moins que 60 % de la population rurale dépourvue de terres, pouvant bénéficier des dispositions du Code, n'a pas obtenu satisfaction. Or, nous savons que le Code écarte un nombre assez considérable de paysans dépourvus de terres : ceux qui forment des groupes de population de moins de vingt habitants. Le nombre de ces communautés est évalué à 49.000 et comprendrait entre 300 et 500.000 paysans auxquels le Code n'accorde pas le droit à la terre. Cependant, il faut reconnaître qu'il leur suffit de se grouper et de former un noyau de vingt habitants pour pouvoir bénéficier de l'octroi de terres sous le régime de l'« ejido » et, par ailleurs, ils peuvent toujours demander à bénéficier des lois sur la colonisation et les concessions individuelles de terres.

En 1935, les bénéficiaires d'« ejidos » représentent environ le quart de l'ensemble de la population rurale

et dans la zone centrale, la plus riche et la plus peuplée, ils représentent 23 % de la population rurale. C'est en effet la zone centrale (1) qui a reçu le plus grand nombre d' « ejidos », près de 45 % du nombre total d' « ejidos » créés et 54 % du nombre des bénéficiaires. Pour l'ensemble du pays, les bénéficiaires d' « ejidos » représentent 17,3 % de la population active et 15 % des familles mexicaines, ce qui veut dire qu'une famille sur sept a bénéficié de l'attribution d' « ejidos ».

C.— *Superficie moyenne accordée à chaque bénéficiaire*

De 1916 à 1921, la superficie accordée par personne était très réduite : deux hectares en moyenne. De 1922 à 1933, la superficie moyenne est de 11 hectares par bénéficiaire. De 1934 à 1936, la superficie moyenne est de 14,5 hectares par personne.

Mais la superficie varie selon les régions. C'est dans les zones Nord et Nord-Pacifique que les superficies sont les plus étendues, elles sont de 33 hectares 7 en moyenne par bénéficiaire, alors qu'elle ne sont que de 6 hectares 4 dans la zone centrale.

Dans l'ensemble, comme d'ailleurs ce fut le cas pour toutes les réformes agraires d'Europe, les superficies accordées sont insuffisantes pour permettre une exploitation individuelle avantageuse. Une certaine coopéra-

(1) Cf. carte du Mexique en annexe.

tion s'impose. On ne saurait laisser les bénéficiaires livrés à leurs propres moyens, sous peine de voir immédiatement la production s'effondrer. Il nous faut donc maintenant étudier l'organisation des « ejidos ».

CHAPITRE II

L'Organisation des « ejidos »

Lorsque des terres furent accordées aux villages, le problème se posa de savoir quelle serait la manière dont elles seraient exploitées. Devaient-elles rester indivises ou bien être partagées entre les bénéficiaires ? Leur gestion serait-elle indépendante ou contrôlée par l'Etat ? La loi de 1915 était très vague au sujet de l'organisation de ces terres que l'on appelait « ejidos », en souvenir de celles que possédaient les villages pendant la période coloniale et dont ils avaient été dépouillés, et ne définissait le rôle des différents organismes agraires que relativement à la distribution des terres. Aussi un certain flottement se manifesta jusqu'en 1922. A cette époque, la Commission Nationale Agraire édicta la « circulaire 51 » qui contenait une série de directives pour organiser la vie politique, sociale et économique des « ejidos ». Cette circulaire, qui était de tendances nettement communistes et s'inspirait de l'exemple Russe (le préambule se référait aux ouvrages de Marx, de Kautsky et citait également Maxime Leroy) devait être remplacée, en 1915, par une « Loi sur le patrimoine

de l'ejido » qui marquait un retour vers un individualisme contrôlé et limité. C'est cette loi, légèrement modifiée, qui a été reprise par le Code agraire de 1934. Nous étudierons ces deux tendances dans deux points, nous réservant de faire la critique de l'organisation actuelle de l' « ejido » dans un troisième point.

I. — TENDANCES AU COLLECTIVISME : LA CIRCULAIRE 51.

La circulaire 51 du 11 octobre 1922 (1) décide d'abord que c'est la Commission Nationale Agraire qui devra assurer la responsabilité d'organiser les « ejidos ». Elle élaborera un programme d'exploitation et nommera les autorités chargées de le mettre en action. Puis la circulaire reprend certains arguments de Kautsky et déclare que, « de même que le développement des instruments techniques de l'industrie moderne, a ruiné la petite exploitation et produit le capitalisme, l'évolution de la technique agricole tend à abolir les petites exploitations agricoles, car il y a incompatibilité entre elles et la mécanisation ». Et la circulaire conclut que pour tirer le plus grand profit possible des méthodes de production, l' « ejido » doit être organisé « de façon coopérative et en commun ».

L'organisation de l' « ejido » ne sera pas laissée aux paysans, diminués à la suite d'une longue exploitation, mais c'est la Commission Nationale Agraire elle-même qui établira des coopératives et veillera à leur fonc-

(1) Cf. d'importants extraits de cette circulaire dans Simpson, *op. cit.*, pp. 319 et suivantes.

tionnement. De cette façon, sera supprimé l'antagonisme entre les forces productives qui tendent à être collectives et l'antique régime de la propriété privée. Ainsi la circulaire 51 annonce clairement son idéal collectiviste. En pratique, chaque « ejido » devra élire un conseil composé de trois membres qui formera le Comité administratif de l'« ejido » et que nous avons déjà mentionné à propos de la procédure de distribution des terres. Ce Comité, dont les membres devront être choisis, en principe, parmi les « ejidatarios » les plus compétents, édictera les règles nécessaires pour cultiver l'« ejido » et fixera la répartition du travail entre les membres. Le Comité devra écouter les suggestions des membres de l'« ejido » et ne pourra résoudre les questions d'intérêt général « sans avoir obtenu l'assentiment de la majorité des ejidatarios (1) réunis en assemblée légalement convoquée et constituée ». En outre, les comités devront suivre les suggestions des délégués de la Commission Nationale Agraire, qui pourront suspendre l'exécution d'une décision prise par le comité contrairement à leur avis, en attendant qu'elle soit étudiée par la Commission Nationale. Enfin, toujours afin de restreindre le pouvoir des comités, lorsque 20 % des « ejidatarios » sont mécontents de la gestion du comité, ils peuvent demander au délégué de la Commission Nationale de procéder à une nouvelle élection.

Quand le Comité administratif de l'« ejido » a reçu les terres demandées, il doit les diviser en quatre caté-

(1) Membres de l'« ejido ».

gories : 1° une zone réservée à la construction (« fundo legal ») ; 2° les terres agricoles proprement dites ; 3° les forêts et pâturages ; 4° et une zone de 5 hectares au moins de terre cultivable pour l'école rurale qui devra exister dans chaque « ejido ». Les terres agricoles seront cultivées en commun et, à cet effet c'est le Comité qui répartira le travail et assignera à chacun sa tâche particulière. Les forêts et pâturages bénéficient à toute la communauté.

Les produits obtenus sur les terres de l'« ejido » seront répartis comme suit : 85 % seront divisés entre les « ejidatarios » d'une façon qu'ils décideront eux-mêmes ; 10 % seront donnés à une caisse coopérative afin de permettre l'achat en commun de machines agricoles, de cheptel, de graines, etc..., et 5 % seront réservés pour le paiement des impôts.

La circulaire prévoit également l'organisation des « ejidos » en coopératives et ici on retrouve la nécessité de grouper les paysans en coopératives qui s'est également manifestée après la réforme agraire Roumaine (1).

Ces coopératives, organisées au sein de l'« ejido », auront pour rôle principal la vente des produits de l'« ejido ». Alors que le Comité administratif de l'« ejido » a un rôle purement administratif, comme son nom l'indique, la coopérative de l'« ejido » aura un rôle commercial et financier. Les principes qui dirigeront ces coopératives seront : 1° distribution des profits proportionnellement au travail fourni ; 2° droits égaux entre les membres : « un membre, un vote » ;

(1) Cf. Vlesay, *La Coopération en Roumanie*.

3° droit d'initiative, de référendum, de révocation, lorsqu'un cinquième des membres le demanderont.

Les coopératives seront administrées par le Comité administratif de l' « ejido », auquel se joindront trois membres de l' « ejido » élus également par l'assemblée générale, non plus en raison de leur compétence, comme doivent l'être en principe les membres des Comités administratifs, mais en raison de leurs qualités morales, d'honnêteté et de conscience civique. Ces trois membres seront censés apporter une garantie supplémentaire et contrôleront les membres du Comité administratif, spécialement en ce qui concerne la gestion financière. Pour s'assurer que ces membres sont bien choisis en raison de leur honorabilité et non en raison de leurs intrigues politiques, c'est la Commission Nationale Agraire qui organisera les coopératives dans chaque « ejido » et surveillera ses opérations « jusqu'à ce que les coopératives soient capables de se diriger elles-mêmes ».

Enfin, toutes les coopératives des « ejidos » se grouperont de manière à former des unions régionales de coopératives qui formeront elles-mêmes une seule association coopérative nationale.

On peut conclure, d'après l'analyse de la circulaire 51, qu'en 1922 c'est un véritable collectivisme que l'on voulait instituer : les terres de l' « ejido » étaient possédées et travaillées en commun et il ne restait à l'individu que sa maison (il serait plus exact de dire sa cabane), sa femme et ses enfants. C'était un communisme tout à fait analogue à celui des premiers kolkhoz russes, mais limité seulement à une partie du territoire

et de la population mexicains. Les « ejidos » ne dépendaient plus que de la Commission Nationale Agraire, ne payant d'impôts ni aux Etats ni aux municipalités. Ils ne restaient soumis qu'aux directives et aux impôts fédéraux ; c'étaient véritablement, selon l'expression de Simpson, des « pupilles de la nation ».

Mais ce n'était là que de la théorie ; comme cela arrive à beaucoup de lois au Mexique, la circulaire 51 devait, au bout de trois ans, aller rejoindre les lois oubliées. C'est que, déclarait un député en 1925, il n'y avait que très peu d'« ejidos » où les terres fussent travaillées en commun, comme l'indiquait la circulaire. Les paysans préféraient cultiver chacun un lot et partageaient la terre entre eux malgré les décisions des comités administratifs, à moins qu'il ne la laissent en friche, jusqu'à ce que la faim les pousse à se révolter et à aller piller les « haciendas voisines ». De toute façon, les résultats économiques étaient désastreux, par suite du manque complet de matériel, de cheptel et de capitaux.

Les comités administratifs provoquaient un mécontentement unanime parmi les « ejidatarios ». La politique s'y était infiltrée et les membres de ces comités, qui avaient généralement été nommés, précisément à cause de leurs intrigues politiques (1), ne songeaient, la plupart du temps, qu'à s'enrichir aux dépens de la communauté. Quant au contrôle des trois membres, il était illusoire, car le plus souvent, ces membres s'accordaient parfaitement avec ceux du comité administratif pour

(1) Il ne pouvait y avoir d'élections très sincères dans les « ejidos » alors que la plupart des membres étaient illettrés.

partager entre eux tous les bénéfices. Les délégués de la Commission Nationale Agraire n'étaient guère plus scrupuleux, si bien qu'à toutes les échelles des différents organismes agraires la corruption politique s'était établie. Les comités administratifs exerçaient une véritable tyrannie sur les « ejidatarios » qui n'était pas moindre que celle des « hacendados ».

Afin de remédier à cette situation, le Gouvernement fédéral décida, en 1925, d'élaborer une loi qui organise une forme de possession de la terre capable à la fois de protéger les « ejidatarios » « contre l'accaparement des grands propriétaires, contre la tyrannie des comités administratifs, et contre leur manque de prévoyance ». Ce fut la loi sur le patrimoine de l' « ejido » qui fut insérée, à peine modifiée, dans le Code agraire de 1934 et marque un retour à l'individualisme agraire.

II. — STATUT DE L' « EJIDO » D'APRES LE CODE AGRAIRE.

A. — Organisation administrative

Les comités administratifs et les coopératives de l' « ejido » sont supprimés et remplacés par deux nouveaux organismes : les commissaires de l' « ejido » et les comités de vigilance.

a) Les commissaires de l' « ejido », au nombre de trois, sont élus tous les deux ans par l'assemblée générale de l' « ejido ». Ils représentent la collectivité devant les autorités judiciaires ou administratives, et agissent, en son nom, en tant qu'agents généraux d'exécution et de surveillance. Ils administrent les terres qui appar-

tiennent en commun à la collectivité (pâturages, forêts, etc...) ; ils convoquent l'assemblée générale des « ejidatarios » une fois par mois au moins et chaque fois qu'ils en sont requis par le comité de vigilance, le département agraire ou le quart des « ejidatarios ». Enfin, ils transmettent les résolutions votées par l'assemblée générale du Département agraire et à la Banque de Crédit pour les « ejidos » (art. 122).

b) Le comité de vigilance comprend trois membres titulaires et trois suppléants élus pour deux ans par l'assemblée générale. Comme son nom l'indique, il veille à ce que les commissaires de l'« ejido » remplissent bien leurs fonctions et il contrôle la gestion financière. Il peut intervenir directement auprès du Département Agraire si des irrégularités sont commises (art. 124).

L'assemblée générale des « ejidatarios » se réunit une fois par mois. Son ordre du jour comprend, outre l'examen du rapport des commissaires, la discussion des problèmes de la vie journalière.

Sur le plan national, le contrôle des « ejidos » est assuré par des délégués du Département agraire qui a remplacé la Commission Nationale Agraire et à qui incombe un rôle de direction générale : définition des méthodes de culture à employer pour obtenir le meilleur rendement, choix des cultures, organisation de la production et des marchés, la meilleure utilisation des forêts, pâturages.

La situation de chaque « ejido » est étudiée par des experts du Département agraire et de la Banque de crédit pour les « ejidos », qui élaborent un plan de

travail pour l' « ejido » considéré. Ce plan est alors soumis à l'assemblée générale de l' « ejido » et, une fois approuvé, il devient obligatoire. L'assemblée générale peut d'ailleurs élaborer elle-même son plan, à condition de le faire approuver par les experts du Département agraire.

B. — *La division des terres de l' « ejido »*

Sous l'empire du Code agraire, les terres de l' « ejido » doivent être réparties entre les membres. Mais avant de partager les terres entre les membres de l' « ejido », il faut d'abord, comme le prévoyait déjà la circulaire 51, mettre de côté certaines terres : 1° une zone urbaine comprenant un lot spécial pour l'école rurale, ses champs d'expérimentation et un terrain de sport (art. 133) ; 2° des pâturages et des bois ; 3° s'il existe des terres spéciales constituant une « unité physique indivisible, qui requièrent pour bien les cultiver l'intervention collective de tous les « ejidatarios » (art. 139).

Dès que le décret du Président de la République, accordant ou restituant des terres au village en possession provisoire est promulgué, les commissaires de l' « ejido » convoquent l'assemblée générale des « ejidatarios » et l'on procède au tirage au sort des lots, qui ont été établis par un partage approximatif des terres octroyées. Lorsque le village obtient la possession définitive, un nouvel arpentage plus précis a lieu et les lots définitifs sont établis.

Au bout de quelque temps, un fonctionnaire du Dé-

partement agraire, assisté des commissaires de l' « ejido », délivrera à chaque cultivateur un certificat pour l'attribution du terrain qui lui est échu. S'il est mécontent de son terrain, des échanges de lots peuvent intervenir entre les membres de l' « ejido ».

Dans l'attribution définitive des lots, il se peut qu'il n'y ait pas suffisamment de terres pour satisfaire tout le monde. En effet, on se rappelle que l'étendue de chaque parcelle « ejidale » doit être d'au moins 4 hectares de terres irriguées et 8 hectares de terres saisonnières. En ce cas, les paysans qui n'ont pu obtenir l'attribution d'un lot sont inscrits sur un registre et l'on s'efforcera de leur procurer des terres, soit en les transférant dans un village voisin disposant d'un excédent de terres arables, soit en le fixant dans les nouveaux centres de population rurale (art. 134).

On voit que la conception collectiviste de l' « ejido » est complètement abandonnée, mais ce retour à l'individualisme n'est pas complet ; en effet, le bénéficiaire d'une parcelle « ejidale » n'acquiert pas un droit de propriété complet au sens romain du mot ; son droit est strictement défini et limité par le Code.

C. — *Droits et obligations de l' « ejidatario »*

Les « ejidatarios » ne jouissent pas d'une liberté illimitée, ils sont tenus de se soumettre à certaines obligations dans l'intérêt commun : ils doivent participer à l'exploitation collective des terres arables, pâturages ou forêts appartenant à la communauté, supporter leur part des dépenses nécessitées par l'entretien de l'école,

des terrains de sport et des autres institutions servant aux besoins communs, et contribuer enfin au paiement des impôts de l' « ejido ». Ces impôts ne pourront jamais dépasser 5 % de la production annuelle de l' « ejido ». La responsabilité fiscale pour les impôts perçus sur les « parcelles ejidales » est individuelle, elle est au contraire collective sur les terres cultivées en commun.

A partir du moment où le paysan a acquis définitivement la possession de sa « parcelle ejidale », il ne peut ni la céder à autrui, ni la grever de charges ou d'hypothèques. Cette restriction se retrouve d'ailleurs dans la plupart des réformes agraires d'Europe. Le Code déclare que « les droits agraires acquis par les centres de population sont imprescriptibles et inaliénables et ne peuvent en aucun cas être cédés ou hypothéqués » (art. 117). Le paysan ne peut pas non plus louer ses terres ou conclure un arrangement tel que le métayage impliquant une forme d'exploitation indirecte du sol.

Des exceptions sont prévues : pour la location des pâturages, l'octroi de concessions de bois, ou la vente d'eau pour l'irrigation, quand ces actes sont approuvés par les commissaires de l' « ejido » et le Département comme contribuant à la bonne utilisation des pâturages, des bois et autres biens possédés en commun par les villages.

Un « ejidatario » peut être privé de ses droits à la terre temporairement ou définitivement :

Temporairement : s'il quitte la communauté pour plus de six mois sans la permission des commissaires,

ou s'il cultive sa parcelle d'une manière préjudiciable aux intérêts de la communauté.

Définitivement : s'il essayait de vendre, d'hypothéquer ou de louer sa terre à autrui ; s'il négligeait de cultiver sa parcelle pendant deux années consécutives ; s'il perdait la raison ou devenait alcoolique ; s'il se rendait coupable d'un crime passible d'une peine supérieure à deux ans de prison (à condition qu'il n'y ait pas de membres de sa famille capables de prendre à charge sa parcelle) ; enfin, s'il ne payait pas sa part de l'impôt fédéral spécial établi sur l' « ejido » ou toute autre taxe approuvée par l'assemblée générale.

Les femmes qui détiennent une parcelle, comme étant chefs de famille, peuvent en être privées si elles changent leur état et si la famille bénéficie d'une autre parcelle.

Chaque cas de dépossession prononcé par l'assemblée générale de l' « ejido » devra être examiné en vue d'un jugement définitif par le Département agraire. Les parcelles devenues vacantes retournent à la communauté et l'assemblée détermine leur emploi avec l'approbation du Département agraire.

A la mort de l'agriculteur, sa parcelle passe par héritage à celui qui lui succède à la tête de la famille et qui peut être indifféremment sa femme, un de ses enfants ou toute autre personne qui habitait avec le défunt et dépendait de lui pour sa subsistance. En l'absence de toute personne pouvant être appelée à succéder, la parcelle retourne à la communauté.

III. — *RESULTATS OBTENUS PAR LES « EJIDOS ».*

En pratique, la loi sur le patrimoine de l' « ejido », que consacre le Code agraire, n'a pas donné tous les résultats espérés.

Si l'on en croit E.N. Simpson, la corruption politique que l'on voulait éviter sévit aussi fréquemment qu'auparavant. Les comités dits de « surveillance » n'ont qu'un rôle théorique. Les élections sont une duperie : il suffit de « payer à boire » aux indiens pour être élu. La politique est le « cancer qui ronge le cœur de la réforme agraire ». Le favoritisme, le népotisme, la duplicité et la tyrannie règnent souvent dans les commissariats d' « ejidos » au lieu du « fair play »; de la loi et de l'ordre. Un certain nombre d' « ejidos » ont conservé la culture en commun de toutes les terres, telle qu'elle était organisée par la circulaire 51 et la loi sur le patrimoine de l' « ejido » n'est pas appliquée.

Les coopératives que nous étudierons dans le chapitre suivant fonctionnent mal et manquent de capitaux, si bien que les rendements sont faibles.

En 1935, d'après le recensement agraire, il y a 7.041 ejidos, dont la superficie moyenne est de 1.668 hectares. Sur ces 1.668 hectares accordés en moyenne à chaque « ejido », 531 sont en terres arables, soit une superficie de 4,2 hectares de terres arables par bénéficiaire. Si nous examinons les méthodes de culture des

« ejidos », on constate que pour l'année 1935 et pour l'ensemble du pays, 51,7 % des terres arables (soit un peu plus de la moitié) accordées sont cultivées, 17,4 % sont en jachère et 30,9 % sont laissées en friche pendant deux ans ou plus.

Toutefois, dans la zone centrale, la proportion des terres cultivées est plus élevée, elle atteint 76,2 %, les terres en jachère 18,2 % et les terres en friche 5,6 % seulement.

Ces chiffres nous montrent que malgré les faibles superficies accordées aux « ejidos », les méthodes de culture sont restées extensives. Les nouveaux exploitants, la plupart anciens ouvriers des « haciendas », ont continué d'appliquer les seules méthodes qu'ils connaissaient.

En résumé, le problème de l'organisation des « ejidos » est encore loin d'être résolu ; le contrôle social, que se partagent le Département agraire et la Banque nationale de crédit agricole, est illusoire. En fait, les divers organismes chargés d'organiser les « ejidos » se renvoient les responsabilités dans une sorte de jeu de « base ball ». Toute l'organisation est foncièrement paperassière et bureaucratique, aussi, comme c'est le cas pour beaucoup de lois mexicaines, les dispositions de la loi sur le patrimoine des « ejidos » ne sont guère appliquées.

Il nous semble que cette organisation des « ejidos » ne puisse être réalisée au moyen de lois et de program-

mes sur le papier. Il y a d'abord deux problèmes généraux à résoudre : celui de l'éducation de ces indiens primitifs, asservis pendant des siècles, et celui de leur fournir les fonds avec lesquels ils pourront se procurer le cheptel, graines ou engrais, indispensables pour bien cultiver les terres qu'ils ont reçues.

CHAPITRE III

Les problèmes généraux soulevés par la Réforme agraire

I. — LE PROBLEME FINANCIER.

A. — *L'indemnisation des propriétaires*

Dans les premières années de la réforme agraire, le gouvernement ne s'inquiéta guère d'indemniser les propriétaires expropriés. Le pays était ravagé par la révolution, le budget en déficit, on ne pouvait trouver les capitaux nécessaires à une indemnisation même partielle. Mais à mesure que le calme se rétablissait, les protestations des étrangers et surtout des Etats-Unis se firent plus vives, si bien que le gouvernement finit par accepter le principe de l'indemnisation. Mais comment et par qui l'indemnité serait-elle payée ? Comment un gouvernement pouvait-il, sans argent et sans crédit, acquérir des propriétés de grande valeur possédées par des particuliers, afin de les distribuer à des villages indigents ?

Les premiers chefs révolutionnaires et Carranza pensaient que les villages devraient payer eux-mêmes la terre qu'ils recevraient. La loi de 1915, de même que

l'article 27 de la Constitution, proclamaient bien le principe de l'indemnisation au moyen de bons, portant un intérêt annuel, pour les terres expropriées pour la dotation, mais la loi ne prévoyait pas comment les bénéficiaires de terres rembourseraient ces sommes à l'Etat. Une circulaire du 10 janvier 1920 établissait bien que les villages qui avaient reçu des terres devraient rembourser le gouvernement des dépenses que nécessiterait l'indemnisation des propriétaires, mais cette circulaire resta lettre-morte. Cette circulaire fut finalement annulée et une nouvelle circulaire fut édictée le 31 décembre 1925 qui, après différentes modifications, est encore en vigueur aujourd'hui : voici en somme son contenu définitif :

Le gouvernement fédéral mexicain est autorisé à émettre des *Bons de la Dette publique agraire* portant intérêt à 5 % pendant vingt ans, pour une valeur de 50 millions de pesos. Ces bons seront amortis par des tirages mensuels si les cours de ces bons sont égaux ou supérieurs à leur valeur nominale, ou par des achats sur le marché si les cours sont plus bas que cette valeur. Si les intérêts ne sont pas payés ou les bons tirés non remboursés, ces bons pourront être utilisés pour payer les impôts fédéraux quels qu'ils soient.

Toute personne dont les terres ont été expropriées pour les dotations d'« ejidos » peut demander l'indemnisation au Ministre de l'Agriculture, dans un délai d'une année après la notification officielle de l'expropriation. L'indemnité sera fixée d'après la valeur fiscale des propriétés expropriées augmentée de 10 %.

Cette dernière mesure fut violemment critiquée par les propriétaires, car il était de notoriété publique que la valeur réelle dépassait de beaucoup plus que de 10 % la valeur fiscale. Mais le gouvernement ne pouvait tout de même pas sanctionner la fraude des propriétaires et les exproprier d'après la valeur qu'ils n'avaient pas reconnue à leurs propriétés lorsqu'il s'agissait de payer les impôts, mais qu'ils étaient prêts à revendiquer, maintenant qu'il s'agissait de toucher le prix de leurs terres.

Les propriétaires reprochent également aux bons de la dette agraire d'avoir peu de valeur. En effet, leur échéance est problématique. Le délai de vingt ans a été porté à soixante ans et on ne voit pas bien avec quels fonds le gouvernement Mexicain pourrait les rembourser. Il est vrai que l'inflation, qui a déjà sévi au Mexique comme dans les pays d'Europe où furent faites des réformes agraires, a diminué fortement la valeur de ces bons. Cependant, les intérêts ont été payés assez régulièrement, sauf en 1931 et 1932, où les paiements ont été suspendus. Malgré cela, les cours sont très inférieurs à la valeur nominale. Beaucoup de propriétaires ont refusé d'accepter ces bons, qui auraient en quelque sorte consacré le caractère légal de l'expropriation dont ils avaient été l'objet et ont contribué par leur campagne alarmiste à diminuer encore leur valeur ; si bien qu'ils sont cotés actuellement à environ un dixième de leur valeur nominale.

Quoiqu'il en soit, le fait que c'est le gouvernement mexicain qui a pris l'initiative de la distribution des terres et qu'il n'a pas exproprié purement et simple-

ment les propriétaires, comme ce fut le cas pour la Russie, prouve qu'il s'agit bien d'une réforme et non d'une révolution agraire. Le droit de propriété est reconnu et protégé mais, déclarent les auteurs mexicains, « la propriété est de nature sociale, car c'est la société qui crée le droit de propriété et non la propriété privée qui crée la société » ; avec cette conception l'expropriation devient un droit. Sans doute il est préférable de compenser par une indemnité la perte subie par le propriétaire, mais la société doit passer avant l'individu et l'indemnité ne sera justifiée qu'en tant que les ressources financières de l'Etat permettront d'y faire face. Parmi les problèmes suscités par la création des « ejidos », celui de l'indemnisation des propriétaires, aux yeux de la population rurale mexicaine, apparaît comme secondaire ainsi que le proclame une chanson populaire qui s'écrie :

« Abajo la deuda agraria
No pagar ni un solo cobre
Dar la tierra necesaria
Por el campesino pobre » (1).

B. — *L'organisation du crédit agricole*

Le gouvernement Mexicain semble avoir négligé dans les premières années de la réforme agraire le problème

(1) A bas la dette agraire,
Pas un seul sou vaillant
Pour la terre nécessaire
Au pauvre paysan.

du crédit. En effet, il faut attendre 1926 pour qu'une loi se préoccupe d'organiser le crédit. Cependant, que pouvaient faire ces indiens à qui l'on accordait des terres, sans charrues, sans bétail, sans greniers, sans semences et sans argent ? Ils ne pouvaient espérer trouver du crédit individuellement, puisque d'après la loi, les terres concédées sous le régime de l' « ejido » ne pouvaient être hypothéquées ni aliénées en aucune façon. Ils n'avaient donc aucune garantie à offrir qui leur eût permis d'obtenir du crédit. Aussi il était indispensable d'organiser les « ejidos » en coopératives. De cette façon, le contrôle de l'emploi des sommes accordées serait plus aisé et l'achat de matériel en commun permettrait de procurer aux « ejidatarios » un équipement qu'ils n'auraient jamais pu obtenir individuellement dans l'état de dénuement complet où ils étaient.

Ce n'est qu'en 1926, par une loi en date du 10 février, que fut créée la Banque nationale de Crédit agricole. La banque avait un capital de 50 millions de pesos, dont vingt millions de pesos étaient fournis par le gouvernement fédéral en propriétés et le reste en espèces. A peine fondée, la Banque nationale de Crédit agricole se trouva aux prises avec des difficultés qui tenaient en grande partie à la dualité de ses fonctions : d'un côté, elle devait organiser les « ejidatarios » en coopératives et leur consentir des prêts sans rechercher de profits, et d'un autre côté, elle devait faire des prêts aux petits et même aux grands propriétaires en cherchant à en retirer un profit commercial. L'organisation des « ejidos » en coopératives nécessitait un nombreux person-

nel que la banque n'avait pas et elle continuait à opérer la majeure partie de ses prêts au profit des grands propriétaires. C'est pour cette raison qu'en 1931 la Banque nationale de Crédit agricole fut réorganisée pour opérer exclusivement avec les « ejidatarios » groupés en sociétés coopératives agricoles.

ORGANISATION DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES EN 1931.

a) *Composition* :

Les sociétés coopératives agricoles organisées par la loi du 2 janvier 1931 ne devaient comprendre que des « ejidatarios » et de petits fermiers, c'est-à-dire ceux qui ne cultivaient pas une étendue de terres supérieure à 150 hectares de terres irriguées ou humides et à 300 hectares de terres saisonnières. Cependant ces deux groupes : ejidatarios et fermiers devaient rester séparés.

b) *Fonctions* :

Les principales fonctions des coopératives d' « ejidatarios » étaient les suivantes : obtenir des prêts des Banques régionales de Crédit agricole (filiales de la Banque nationale de Crédit agricole) ; consentir des prêts aux membres des sociétés, organiser la production et le marché des récoltes, acheter et revendre aux « ejidatarios » membres des coopératives, des graines, des engrais, des machines, etc..., agir comme agents des « ejidatarios » dans toutes les questions fiscales et

organiser la mise en œuvre et l'exploitation des biens possédés en commun par les « ejidos » (forêts, pâturages, etc.).

Chaque société comportait la responsabilité solidaire et illimitée de chacun de ses membres.

Chaque société devait établir un fonds (fonds social) constitué par 2 % de la valeur des prêts faits à ses membres, 25 % des profits nets et 2 % du produit des récoltes et tous les profits retirés des biens possédés en commun.

Les dirigeants des coopératives d' « ejidos » étaient les mêmes que ceux que la loi sur le patrimoine de l' « ejido » que nous avons étudiée précédemment, prévoyait pour l'administration générale de l' « ejido », c'est-à-dire les membres des comités administratifs jusqu'en 1934 et les commissions de l' « ejido » depuis cette date.

RÉORGANISATION DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES EN 1934.

La loi du 24 janvier 1934 vint apporter quelques modifications à cette organisation :

a) Seulement les « ejidatarios » pourront désormais faire partie des coopératives agricoles.

b) On ne pourra organiser une coopérative que si les trois quarts des « ejidatarios » de la communauté en font partie et dans tous les cas la coopérative devra comprendre au moins 20 membres.

c) Pour la constitution du fonds social de l' « ejido », chaque membre devra apporter à la coopérative 5 %

(au lieu de 2 % précédemment) du produit de ses récoltes, jusqu'à ce que le fonds social soit égal à trois fois le montant annuel des opérations de la société coopérative et 25 % des « profits nets » de la société devront être mis de côté jusqu'à ce que le montant du fonds social soit égal à la valeur moyenne annuelle des opérations réalisées au cours des cinq dernières années.

Sous l'empire de la loi du 24 janvier 1934 les organes de crédit sont :

La Banque Nationale Agricole (Banque centrale).

Les Banques régionales, affiliées avec la Banque nationale et organisées par elle.

Les Sociétés coopératives agricoles, formées par les « ejidatarios », qui sont en étroit rapport avec les banques régionales.

Pour l'organisation du crédit, la loi de 1934 présente deux caractéristiques principales :

a) Contrairement à l'organisation antérieure, les organismes précités ne pourront plus faire de prêts à des particuliers, mais seulement aux coopératives d' « ejidatarios » et de petits fermiers. En effet, entre 1926 et 1934, les prêts consentis par la Banque nationale de Crédit avaient bénéficié en moyenne pour 74,4 % aux propriétaires, tandis que les coopératives d' « ejidos » n'avaient reçu que 6 % du montant total des prêts consentis et les coopératives de petits fermiers 5,2 %. Toutefois, le montant des prêts consentis à des particuliers, qui était de 98 % en 1926 du total, s'était abaissé progressivement pour ne plus former que 3 % du total en 1934. Désormais, les particuliers devront se

passer du concours des banques d'Etat et se contenter de l'aide des banques privées.

b) La deuxième caractéristique de la loi de 1934 est que les opérations de crédit effectuées ne devront pas avoir pour but la recherche d'un profit, car « le crédit est une fonction sociale intimement liée à la distribution des terres » et l'on retrouve ici la conception socialiste du crédit gratuit.

Parmi les innovations de la loi de 1934, citons la possibilité pour la Banque nationale agricole de consentir des prêts à certaines « sociétés d'intérêt collectif n'ayant pas pour objet la recherche d'un profit ou l'octroi de crédits à leurs membres ». Ces sociétés sont des organisations temporaires qui peuvent obtenir des crédits pour des fins déterminées, telles que la construction de travaux d'irrigation ou de drainage ; des travaux d'électrification, d'industrialisation, etc...

Nous ne possédons pas de statistiques sur l'organisation du crédit depuis 1933. Mais à cette date, seulement 888 sociétés coopératives agricoles avaient été créées, dont seulement 578 au profit d' « ejidatarios » tandis que le nombre des « ejidos » créés s'élevait alors à 6.406 ; 38.495 « ejidatarios » étaient organisés en coopératives, tandis que leur nombre total s'élevait à environ 650.000. Le capital que possédait la Banque nationale était insuffisant : 10 millions de pesos, alors qu'il aurait fallu au moins 100 millions de pesos. Il faut ajouter que la conception politique s'était établie dans les sociétés coopératives, comme dans les comités administratifs des « ejidos », si bien que dans de nom-

breux cas, il s'était établi une anarchie complète : quand les fonds n'étaient pas absorbés par les dirigeants de la coopérative, les prêts consentis l'étaient à tort et à travers ; il existait souvent plusieurs coopératives pour un seul « ejido ». Les paysans étaient déçus ; les coopératives constituaient des instruments d'exploitation et beaucoup préféraient rester indépendants (1) ; ce qui nous explique sans doute le faible nombre de coopératives qui furent créées jusqu'en 1933.

Le plan sexennal, afin de remédier au manque de capitaux qui caractérisait les banques de crédit agricole, décide que le gouvernement devra, au cours des six années que couvre le plan, investir une somme de 50 millions de pesos pour le crédit agricole dont 20 millions devront être versés en 1934. Mais il semble que cette mesure ne soit pas suffisante pour résoudre le problème du crédit. D'après Mendieta y Nunez, c'est « la condition morale des indiens, leur attitude de résignation silencieuse et d'indolence en face de la vie qui explique le peu de succès des coopératives » (2). Le problème du crédit n'est pas seulement une question bancaire, c'est, comme pour beaucoup d'autres questions au Mexique, avant tout un problème d'éducation : il faut sortir les indiens de leur torpeur et essayer de leur donner le sens des responsabilités et un esprit d'initiative et de coopération.

(1) Cf. Simpson, *op. cit.*, p. 406.

(2) *El credito agrario en Mexico*, p. 143.

Le financement des travaux d' « utilité publique »

Parmi les problèmes généraux soulevés par la réforme agraire, une place spéciale doit être faite à l'irrigation et aux travaux publics. Ces deux problèmes bénéficiant d'ailleurs de la qualification d' « utilité publique », ce qui permet l'expropriation des propriétaires privés, lorsque celle-ci est nécessaire à la solution de ces problèmes.

Pour l'*irrigation*, les villages qui ont le droit de recevoir des terres ont les mêmes droits sur les eaux des propriétés avoisinantes, lorsque celles-ci sont en quantité suffisante, et les propriétaires pourront être expropriés de leurs ressources en eau de la même façon que de leurs terres. Mais c'est là la théorie, en fait il s'agit surtout de construire des barrages et des aqueducs afin d'amener l'eau jusqu'aux terres des villages qui ont reçu des « ejidos » et pour cela il faut des crédits élevés.

En 1933, il n'y avait que 540 villages sur un total de 4.090 ayant reçu des « ejidos » qui avaient obtenu des ressources d'eau, et encore ces ressources ne pouvaient irriguer que 107.000 hectares, alors que la superficie de terres arables qui aurait eu besoin d'être irriguée s'élevait à 302.400 hectares (1). Les crédits accordés par le budget fédéral sont insuffisants, aussi en 1936 le gouvernement a créé une Banque spéciale, la *Banque nationale hypothécaire urbaine et d'œuvres publiques*, dont les fonctions sont d'aider à l'exécution des œuvres

(1) Cf. Simpson, p. 188.

d' « utilité publique » et collective dans le cadre du plan sexennal.

Ces œuvres comprennent en plus de l'irrigation, la création de chemins vicinaux, d'hôpitaux, de bains et de lavoirs publics, ainsi que l'établissement d'usines hydro-électriques.

II. — *LE PROBLEME DE L'EDUCATION.*

Pendant toute la domination espagnole, c'est l'Eglise catholique qui eut le monopole de l'éducation au Mexique. Ce n'est qu'en 1857, lors de l'élaboration de la première Constitution du Mexique devenu indépendant, que le gouvernement décida d'établir des écoles d'Etat et la Constitution de 1857 déclare que l'instruction primaire sera laïque et gratuite quand elle est donnée dans les écoles de l'Etat. A partir de cette époque, l'Eglise dépossédée de son monopole, ne cessa de lutter contre l'Etat. Selon Beteta, elle enseignait aux enfants que « le gouvernement était mauvais, la Constitution athée, les lois du pays contraires à la foi catholique et indignes d'être obéies (1). La situation s'aggrava en 1917, lors de la promulgation de la nouvelle Constitution. En effet, celle-ci déclarait que l'enseignement religieux serait interdit dans les écoles primaires, aussi bien officielles que privées. L'Eglise qui avait lutté en 1857 contre la liberté d'enseignement combattit alors en sa faveur, sans obtenir d'ailleurs de satisfaction

(1) *Economic and social program of Mexico*, p. 160.

légale. Mais, en fait, elle continua à enseigner la religion dans ses écoles et (toujours selon Beteta), « on apprenait aux enfants que les lois sur le travail et la réforme agraire étaient la légalisation du vol ». Le gouvernement prit alors une série de mesures contre le clergé : enregistrement obligatoire des prêtres par l'Etat, interdiction aux églises de posséder des biens et interdiction aux prêtres étrangers d'officier au Mexique, qui provoquèrent de vives protestations de la part de l'Eglise.

La hiérarchie catholique ordonna au clergé de faire une grève générale. La lutte se poursuivit jusqu'en 1929 : de nombreux prêtres furent tués ou emprisonnés, mais l'Eglise n'obtint pas gain de cause.

A. — *Etablissement de l' « Education socialiste »*

Le plan sexennal insiste sur la nature sociale du problème de l'éducation. De même que la propriété, de même que le crédit, l'éducation doit être une fonction sociale. Cette notion de fonction sociale revient comme un « leitmotiv » dans les déclarations doctrinales du parti national révolutionnaire. L'Eglise avait une certaine philosophie de la vie, des idées économiques et des méthodes contre lesquelles il faut réagir. Elle a lutté contre le gouvernement et contre la révolution ; le gouvernement devra, de la même façon, enseigner et défendre les idées économiques de la révolution et « interdire la création d'une classe d'ennemis dont les efforts continuels depuis l'indépendance ont eu pour but de contrô-

ler le gouvernement, afin de développer leurs privilèges ».

L' « éducation socialiste » sera gratuite, donnée par l'Etat, « avec une attitude scientifique qui n'accepte ni les superstitions ni les explications mystiques, une éducation qui développe chez les enfants la compréhension de leur pays et l'amour des classes laborieuses et de l'idéal révolutionnaire ».

En conséquence, le plan ne reconnaît pas aux particuliers le droit d'organiser et de diriger des établissements d'éducation en dehors du contrôle de l'Etat.

Le contrôle de l'Etat sur l'enseignement primaire et secondaire donné par des particuliers s'exercera :

1° Sur l'orientation scientifique et pédagogique du travail scolaire.

2° Sur l'orientation sociale.

3° Sur le caractère de l'Ecole, qui ne devra avoir aucune tendance religieuse.

4° Sur la préparation professionnelle adéquate, qui sera exigée des directeurs et des instituteurs des écoles privées.

5° Et sur les conditions hygiéniques que devront remplir les établissements privés.

Sous ces conditions, toutes les personnes ayant les compétences légales auront la faculté d'enseigner. Mais tout enseignement religieux est interdit : on devra enseigner « le respect de la vérité scientifique et rationnelle et donner aux élèves une conception exacte du

monde qui les entoure et de la société dans laquelle ils vivent ».

Le plan prévoit en outre une réforme de l'article 3 de la Constitution, afin d'établir en termes précis le principe que l'éducation primaire et secondaire sera donnée directement par l'Etat ou sous son contrôle immédiat et que « l'éducation devra être basée sur les directives et les postulats de la doctrine socialiste que la révolution mexicaine soutient ».

Effectivement, un amendement de la Constitution de 1934 déclare que le gouvernement aura le droit exclusif de diriger l'éducation primaire et secondaire et que les écoles privées ne pourront être établies que « si elles acceptent les idées, les livres et l'attitude laïque du gouvernement ».

L'instruction primaire élémentaire sera obligatoire pour tous et, à cet effet, on devra multiplier le nombre des écoles rurales, de façon à ce qu'il y ait au moins une école pour chaque « ejido ». Le plan prévoit que l'on devra créer un minimum croissant d'écoles chaque année : 1.000 en 1934 ; 2.000 en 1935, 1936, 1937 et 1938 et 3.000 en 1939, ce qui fera en 1939 environ 20.000 écoles rurales pour l'ensemble de la République. En même temps, les sommes assignées à l'éducation au budget fédéral seront augmentées : elles ne devront pas être inférieures à 15 % du montant total des dépenses de la fédération en 1934, à 16 % en 1935, 17 % en 1936, 18 % en 1937, 19 % en 1938 et 20 % en 1939, date d'expiration du plan.

B. — *Rôle des écoles rurales*

Les écoles rurales auront une double mission à remplir : une mission culturelle et une mission économique. L'enseignement ne devra pas être purement intellectuel, il faudra « réapprendre à vivre aux indiens, abrutis par des siècles d'asservissement ».

Les principes qui devront guider l'enseignement dans les écoles rurales sont les suivants :

On devra élever les enfants pour la vie à la campagne et pour cela enseigner le moins possible à l'intérieur de l'école et on intensifiera les travaux hors des salles de classe.

On adaptera le programme d'enseignement de chaque école aux activités agricoles de la région où elles se trouvent situées.

Afin d' « incorporer peu à peu l'indien à la civilisation », on apprendra à l'enfant les principes fondamentaux de bonne santé, les soins d'hygiène, les exercices de gymnastique, et on cherchera à développer son esprit d'initiative et d'invention à l'aide de travaux manuels :

La culture et l'entretien du pardin potager de l'école, la construction de différents bâtiments. La parcelle de terre de 5 hectares, que possède obligatoirement l'école, sera travaillée en commun par les enfants et leurs parents. On pratiquera l'élevage des poules, des lapins et des abeilles. L'enseignement sera complété par des excursions dans la campagne, pour que l'enfant se rende compte des méthodes de culture. On apprendra le chant et la danse. Bref, le travail de

l'école sera rendu le plus pratique et le plus attrayant possible.

Le maître rural sera le conseiller des parents aussi bien que de l'enfant, et le soir il y aura des cours d'adultes. C'est le maître même qui prendra, dans bien des cas, l'initiative de demander des terres pour les habitants du village et essaiera de leur faire comprendre la portée des lois agraires dont ils peuvent bénéficier.

Afin de donner aux maîtres ruraux la compétence nécessaire pour mener à bien cette tâche, ils seront formés dans des écoles normales où une grande partie de l'enseignement sera réservée aux leçons d'agriculture théorique et pratique, de façon qu'ils puissent guider les travailleurs agricoles dans l'amélioration de leurs travaux.

C. — *Résultats pratiques*

L'éducation, après avoir fait de très lents progrès jusqu'en 1934, semble s'être développée très rapidement depuis cette date sous l'impulsion du plan sexennal. En effet, le pourcentage de la population illettrée, âgée de plus de 10 ans, par rapport à la population totale, qui était de 69,7 % en 1910, était encore de 59,3 % en 1930, soit seulement une diminution de 10 % en vingt ans ou de 0,5 par an. A ce taux il faudrait plus d'une centaine d'années pour arriver à un pourcentage de population illettrée qui ne dépasse pas celui des Etats-Unis, pour lesquels dans les Etats frontières de l'Arkansas et du Texas (qui faisaient partie

autrefois du Mexique) il n'est que de 6,8 %. Le pourcentage d'illettrés varie d'ailleurs selon les Etats et est plus élevé dans les campagnes que dans les villes. Il y avait encore en 1933 un certain nombre d'Etats où les deux tiers de la population âgée de plus de 10 ans était illettrée (1). Mais de grands progrès semblent avoir été réalisés depuis 1934. Malheureusement, nous ne possédons pas de statistiques depuis cette date indiquant le pourcentage de la population illettrée. En 1936, les sommes affectées à l'éducation qui, d'après le plan sexennal ne devaient pas être inférieures à 17 % du budget total de la fédération, représentent 18,13 % de ce budget, soit une avance de plus d'une année sur le plan. Le nombre des maîtres ruraux est passé de 10.233 en 1934 à 14.523 en 1936 et le nombre des écoles primaires rurales de 8.165 en 1934 à 10.199 en 1936.

La fréquentation scolaire est passée de 690.757 élèves en 1934, à 803.826 en 1936. Il faut ajouter à cela l'organisation de bibliothèques ambulantes qui ont distribué en 1936 : 96.628 volumes dans les campagnes.

Tous ces chiffres indiquent la volonté du gouvernement du général Cardenas, l'actuel Président des Etats-Unis du Mexique, d'arriver à résoudre le plus rapidement possible le problème de l'éducation, selon le mot d'ordre du parti national révolutionnaire : « éduquer au lieu d'exploiter. »

(1) Cf. tableau statistique, en annexe.

(2) Chiffres indiqués sur une brochure de propagande : « Lo que ha hecho el Gobierno del General Cardenas in el ramo de Educacion publica. »

CONCLUSION

L'étude de la réforme agraire mexicaine est assez décevante : sept ans de révolution, des massacres, des guerres civiles, plus de deux cents lois ou décrets afin de modifier la structure agricole du pays ; et cependant, trente-huit ans après la révolution, l'« hacienda » subsiste ; les nouvelles exploitations, créées sous le régime de la propriété individuelle ou sous celui de l'« ejido » ne couvrent que 14 % de la superficie agricole des terres du pays ; 40 % seulement des populations rurales dépourvues de terres ont pu obtenir satisfaction.

Ces chiffres nous montrent que la réforme agraire, en tant que distribution de terres aux paysans qui en manquent, est loin d'être achevée et il est peut-être prématuré de porter sur elle un jugement définitif. En effet, le Code agraire adopté en application du plan sexennal et qui a essayé de remédier aux lenteurs de la procédure qui existait auparavant, et a cherché à élargir le champ d'application des lois agraires, aussi bien pour le nombre des bénéficiaires que pour la superficie des terres accordées, ne date que de 1934. Le nouvel élan donné à la réforme agraire depuis cette date et les résultats obtenus en cette matière sous l'administration du général Cardenas, peuvent laisser espérer que dans un avenir prochain, les 60 % de la

population agricole encore dépourvue de terres pourront obtenir satisfaction.

Les résultats de la réforme agraire ne sont pas seulement décevants pour la distribution de terres ; l'exploitation des terres concédées est loin d'être satisfaisante.

Pour les terres accordées sous le régime de l' « ejido », qui sont de beaucoup les plus importantes : les rendements sont bas, généralement plus faibles que ceux des propriétés privées avoisinantes ; les méthodes de culture sont encore arriérées : il y a encore 30 % de terres arables laissées en friche, 17 % en jachère ; l'industrialisation n'a fait que très peu de progrès. Comment expliquer ces médiocres résultats ?

Il semble que ce soit la structure même de l' « ejido » qui en soit la cause. A ce sujet, l'évolution de l'organisation des « ejidos » est instructive. Dans les premières années de la réforme agraire, au Mexique, comme en Russie, on a tenté d'instaurer, mais sur une échelle plus restreinte, l'exploitation collective dans l'agriculture. Nous avons montré que la circulaire 51 tendait à établir de véritables colonies communistes. Pourquoi ont-elles échoué et pourquoi est-on revenu à une organisation plus individualiste ? Nous y voyons trois raisons principales : le manque de moyens matériels (manque de capitaux) ou intellectuels (manque de compétence), le manque de discipline et le manque d'idéal communiste.

Ces deux dernières raisons ont été la cause de l'échec de la plupart des réalisations d'exploitation collective qui ont été réalisées au cours de l'histoire, où fonction-

ment encore aujourd'hui, ainsi que nous le **montreront** ces quelques exemples :

Au Paraguay (1), les Jésuites avaient organisé depuis 1609 un monde rural fondé sur la famille : les « réductions », où l'on pratiquait la culture en commun. Mais cette organisation comportait une discipline très stricte : le travail était fixé dans ses moindres détails, les fautes étaient punies de châtiments corporels, tout était réglementé, surveillé et sanctionné. Lorsque les Jésuites furent chassés, en 1767, les réductions privées de l'autorité qui avait assuré leur succès, périclitèrent et les indiens se dispersèrent.

En Palestine (2) se sont établis récemment des groupements : les « kevoutsoth », organisés selon une formule à peu près communiste ; mais, outre qu'il s'agit de groupements restreints, leurs membres sont animés d'un idéal élevé : ils croient créer une civilisation supérieure et sont soutenus par l'orgueil de leur race.

Enfin, en Russie, où l'organisation communiste a été tentée sur une grande échelle, le développement des kolkhozes et des sovkhozes ne s'est pas produit sans de grosses difficultés et leur succès n'a été permis que par l'établissement d'une discipline stricte et d'un retour aux méthodes capitalistes (3).

On peut donc dire que sans discipline ou sans un idéal élevé, ces entreprises sont vouées à un échec. Ces conditions générales se firent sentir avec acuité au Mexique. Afin d'imposer la discipline, les comités admi-

(1) Cf. Charles (Pierre), *Les réductions du Paraguay*.

(2) Cf. Granovsky, *Land settlement in Palestine*.

(3) Cf. Pasquier (Albert), *Le Stakhanovisme*.

nistratifs des « ejidos » se montrèrent tyranniques. La corruption politique sévit avec violence et une classe de « profiteurs de la révolution » s'établit pour le plus grand préjudice des « ejidatarios » qui, n'étant pas propriétaires de la terre, finissaient par ne plus travailler que pour enrichir les membres des comités administratifs.

Afin de remédier à toutes ces difficultés, la politique agraire du Mexique s'est orientée vers un retour à un individualisme contrôlé et limité. Dans la conception actuelle de l'« ejido », le paysan, s'il n'est pas propriétaire de sa terre au sens romain du mot, obtient sur sa parcelle ejidale un *droit de propriété conditionnel* : il a le *devoir* de cultiver sa terre, et doit se montrer digne d'être propriétaire. Ce devoir est le corollaire du *droit* à la terre qui lui est reconnu. Cette limitation du droit de propriété, qui se rencontre dans la plupart des pays qui ont opéré des réformes agraires et dans les législations coloniales les plus récentes, semble tout à fait conforme à l'intérêt général.

Pour remédier au manque de moyens matériels, le Mexique tente de développer l'équipement industriel des « ejidos » et d'organiser le crédit sur la base coopérative, mais il reste encore beaucoup à faire sur ce point. Le Mexique manque de capitaux et sa politique nationaliste anti-impérialiste, qui vient de se manifester récemment encore à propos du pétrole, n'est pas faite pour attirer les capitaux étrangers (1).

(1) Un décret du 20 mars 1938 a déclaré tous les biens meubles et immeubles, appartenant aux compagnies pétrolifères, expropriés pour cause d'utilité publique.

Enfin, l'importance que le gouvernement mexicain attache depuis quelques années au problème de l' « éducation socialiste », prouve sa volonté de développer à la fois la compétence technique des « ejidatarios » et de leur inculquer cet idéal collectif et cet esprit de coopération qu'il juge nécessaire au succès des « ejidos ».

Espérons pour les indiens qu'il y réussira et que les beaux projets du gouvernement ne resteront pas, comme un certain nombre de lois mexicaines, de simples structures de papier ou des châteaux en l'air.

VU :

Le Professeur, Président de la Thèse,

SAINT-GERMÈS.

VU : Pour le Doyen de la Faculté :

L'Assesseur,

GOMBEAUX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

DAURE.

BIBLIOGRAPHIE

I

Ouvrages généraux sur les Questions agraires
et les Réformes agraires
dans d'autres pays que le Mexique

BAUDIN (L.). — *L'empire socialiste des Inka*. Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie, 1928.

BOURGUIN. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, Colin, 1921.

CÉCROPID (M.). — *La loi agraire en Roumanie et ses conséquences économiques*. Thèse, Paris, 1924.

CHARLES (Pierre). — *Les réductions du Paraguay*. Louvain, 1916.

DAUDÉ-BANCEL. — *La Réforme agraire en Russie*. Paris, 1926.

DELPECH et LAFERRIÈRE. — *Les Constitutions modernes* — tome IV : *Amérique latine*. Paris,

Sirey, 1932.

GÉNY (F.). — *Science et technique en droit privé positif*. Paris, Sirey, 1914-1924.

GEORGESCO. — *La Réforme agraire en Roumanie*. Thèse, Paris, 1908.

GRANOVSKY. — *Land settlement in Palestine*. Victor Gollanez, London, 1930.

JOUSSE. — *Les tendances des réformes agraires en Europe*. Thèse, Caen, 1924.

KAUTSKY. — *La question agraire*. Giard et Brière, 1900.

KRITSKY. — *Collectivité du village russe*. Paris, 1931.

LA FEBURE. — *La Réforme agraire en Prusse*. Thèse, Paris, 1902.

LAZAR (H.). — *Etude juridique sur la réforme agraire roumaine pour l'ancien royaume*. Thèse, Paris, 1930.

LESCURE (Jean). — *Les origines de la révolution russe*. Paris, Sirey, 1927.

— *La révolution russe. Le bolchevisme, le communisme et la N. E. P.* Garuber, Paris, 1928.

— *Le bolchevisme de Staline*. Domat-Montchrétien, Paris, 1934.

MIRKINE-GUETZÉVITCH. — *Les Constitutions des nations américaines*. Paris, Delagrave, 1932.

NOLDE (BORIS). — *L'ancien régime et la Révolution russes*. Paris, Colin, 1935.

PARETO (Vilfredo). — *Les systèmes socialistes*. Paris, Giard, 1902.

PASQUIER (Albert). — *Le Stakhanovisme*. Thèse, Caen, 1937.

PERROUX (Fr.). — *Les Réformes agraires en Europe*. Domat-Montchrétien, Paris, 1935.

ROLLAND (Louis) et LAMPUÉ. — *Précis de législation coloniale*, 2^e éd. Paris, Dalloz, 1936.

SAINT-GERMÈS. — *L'Etat capitaliste*. Paris, Sirey, 1937.

— *La S. D. N. et les emprunts internationaux*. Berger-Levrault, 1932.

S. D. N. — *Annuaire statistique*. Genève, 1935-1936.

SÉE. — *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*. Paris, Giard, 1901.

SORRE (Max). — *Mexique*. Géographie universelle de Vidal de la Blache, t. XIV, 1928.

SREBRENO-DOLINSKI. — *La Réforme agraire en Yougoslavie*. Thèse, Paris, 1921.

STALINE. — *La collectivité du village*. Paris, 1930.

STCHERZBAGNE. — *La politique agraire du gouvernement soviétique*. Thèse, Paris, 1934.

TASCA. — *Les nouvelles réformes agraires en Roumanie*. Thèse, Paris, 1910.

TRUCHY (Henry). — *Traité d'Economie politique*, t. IV.
Les formes d'entreprises par Emile JAMES.
Paris, Sirey, 1935.

VICSAY (L.-J.). — *La coopération en Roumanie*. Thèse,
Strasbourg, 1934.

WAGNER (A.). — *Les fondements de l'Economie politique*, trad. par L. POLACK et A. BONNET, t. IV.
Paris, Giard et Brière, 1904-1914.

II

Ouvrages généraux sur le Mexique

AGUILAR (Général). — *Le Problème Mexicain*. Paris, Cadot, 1919.

ARAQUISTAIN (Luis). — *La Revolution Mejicana, sus origenes, sus hombres, sus obras*. Madrid, Editorial Espana, 1930.

ARPI (Marc d'). — *Le Mexique*. Version fr. de P. DERMÉE. Paris, Leroux, 1926.

AZUELA (M.). — *Ceux d'en bas*. Paris, J.-O. Fourcade, 1930.

BASOURI (Carlos). — *La situation social actual de la poblacion indigena de Mexico*. Education publica, t. XVI, n° 8. Mexico, 1928.

BEALS (Carleton). — *Mexican Maze*. J.-B. Lippincott company, Philadelphie, 1931.

BETETA (Ramon). — *The Mexican revolution a defense*. Mexico, 1937.

BETETA (Ramon), CUMBERLAND (D^r W.-W.), MC. GORVAN (D^r R.-A.), THOMING (D^r Joseph). — *Economic and Social program of Mexico* (a controversy) edited by R. BETETA, Mexico, 1935.

BIGOT (Raoul). — *Le Mexique moderne*. Paris, Roger, 1909.

BROWN (John-William). — *Modern Mexico and its problems*. London, Lebour publishing C°, 1927.

CABRERA (Luis). — *Problemas transcendentales de Mexico*. Mexico, éd. « Cultura », 1934.

— *El Gobierno de Mexico ante los problemas sociales y economicos*. Mexico, Secretaria de relaciones exteriores, 1936.

CARDENAS (Lazaro). — *Mensaje para 1935*. Mexico, imp. Mundial, 1935.

CASAURANG (J.-M.-T.). — *De nuestro Mexico. Cosas sociales y aspectos politicos*. Mexico, 1926.

CENICEROS (Jon-Angel). — *L'attitude du Mexique dans les relations internationales*. Mexico, imp. du Min. des Affaires Etrangères, 1936.

CHASE (Stuart) and TYLER (Mariau). — *Mexico ; a study of two Americas*. New-York, Macmillan, 1931.

CLARK (Mayone Pruth). — *Organized labor in Mexico*. Chapel Hill, University of North Carolina Pr., 1934.

Correspondance officielle échangée entre les gouvernements du Mexique et des Etats-Unis au sujet de l'article 27 de la Constitution. Mexico, 1926.

DENIS (Victor). — *Mexique*. Paris, Les Presses Modernes, 1934.

DUNN (H.). — *Zapata, l'Attila du Mexique. La révolution indienne*. Paris, Editions de la Nouvelle Revue Critique, Messageries Hachette, 1934.

GAMIO (Manuel). — *Hacia un Mexico nuevo*. Mexico, chez l'auteur, 1935.

GENIN (Auguste). — *Les Français au Mexique, du xvi^e siècle à nos jours*. Paris, Nouvelles Editions Argo, 1933.

GIL (Emilio Portes). — *La lutte entre le pouvoir civil et le clergé*. Mexico, 1934.

GONZALEZ ROA (Fernando). — *Les cuestiones fundamentales de actualidad en Mexico*. Mexico, imp. de la Secretaria de relaciones exteriores, 1927.

GRUENING (H.). — *Mexico and its Heritage*. Londres, 1928.

HERRING (Hubert) and WEINSTOCK (Herbert). — *Renascent Mexico*. New-York, Covici Friede, 1935.

JONES (Chester Lloyd). — *Mexico and its reconstruction*. New-York-London, D. Appleton, 1921.

KING (Rosa E.). — *Tempest over Mexico*. London, Methuen, 1936.

Labour legislation of Mexico. Washington gov. Print. off., 1932. Foreign labour laws series.

LAFOND (Georges). — *Le Mexique. Monographies économiques*. Paris, éd. Pierre Roger, 1928.

Le Mexique économique d'aujourd'hui. Publications de la Chambre de Commerce Franco-Mexicaine, Paris, 1931.

LOMBARDO TOLENADO (Vicente). — *Bibliografía del trabajo y de la prevision social en Mexico*. Mexico, Secretaria de relaciones exteriores, 1928.

Mac CULLOGH (Captain Francis). — *Red Mexico*. London, Brentano, 1928.

Mexico en Cifras. Secretaria de la Economia Nacional, departamento de estadística. Mexico, 1934.

P. N. R. — *Programa de acion del partido nacional revolucionario para el periodo 1936-1937*. Mexico, 1936.

P. N. R. — *Un ano de gestion del comité ejecutivo nacional del partido nacional revolucionario*. Mexico, 1936.

PUIG CASAUVANG (J.-M.). — *La aspiration suprema de la revolution mexicana*. Mexico, imp. Secretaria de relaciones exteriores, 1933.

Quelques aspects de l'œuvre réalisée par le département du Travail du Mexique en 1936. Genève, 1937.

RABASA (Emilio). — *L'évolution historique du Mexique*. Paris, Alcan, 1934.

REYES (Alfonso), Ministre plénipotentiaire du Mexique en France. — *Simple remarques sur le Mexique*. Conférence à la Faculté de Lyon.

RIVERA (Diego), WOLF (Bertrand D.). — *Portrait of Mexico*. London, Allen and Unwin, 1937.

RIVERA (Ricardo). — *La Heterogeneidad etnica y spiritual de Mexico*. Mexico, Mijares y Huo, 1931.

RODRIGUEZ et PADRILLA. — *A que debe tender el plan de los seis anos*. Mexico, Secretaria de relaciones exteriores, 1933.

SAENZ (Morses), STEVENS (Guy). — *The Mexican situation*. New-Kork, Foreign Policy Association, 1929.

Secretaria de la Economia Nacional. — *Un concepto Mexicano de Economia dirigida*. Mexico, 1935.

SOUSTELLE (Jacques). — *Mexique, terre indienne*. Paris, Grasset, 1936.

WALLACE (Col. Irwing Speed). — *Mexico to day*. Boston, Meador, 1936.

WARNER (Louis R.). — *Mexico's progress demands its price*. Boston, Champon and Grimes, 1937.

WINTON (George B.). — *Mexico past and present*. Nashville Cokesbury Press, 1928.

WYSS-DUNANT (Edmond). — *Sur les hauts plateaux mexicains*. Paris, Attinger, 1937.

ZABRE (Alfonzo Teja). — *Guide de l'histoire du Mexique ; une moderne interprétation*. Mexico, imp. du Ministère des Affaires Etrangères, 1935.

III

Ouvrages spéciaux sur les Questions agraires
au Mexique

BASSOLS (N.). — *La nueva Ley Agraria*. Mexico, 1927.

Codigo Agrario de los Estados Unidos Mexicanos. Mexico, Ed. Botas, 1934.

FABILA (G.). — *Ponencia, Memorandum relativ a la Cuestion agraria*. Mexico, 1933.

HACKETT (Charles W.). — *Agrarian Reforms in Mexico*. Address before the conference of International problems and relations. New-York, 1926.

La reforma agraria en Mexico. Secretaria de la Economia Nacional. Mexico, D. A. P. P., 1937.

Loi organique du paragraphe 1^{er} de l'article 27 de la Constitution Mexicaine sur le domaine des étrangers. Traduction de la Légation du Mexique. Paris, 1926.

Los Problemas agricolas de Mexico. Anales de la Economia agricola Mexicana. Mexico, 1934.

MAC BRIDE (George). — *The land systems of Mexico*. New-York, American geographical society, 1923.

MAZARINOS TORRES (Santiago). — *El problema de la tierra en Mexico y la constitution socialista de 1917*. Madrid, Inst. de derecho comparado, 1932.

Memoria de la primera junta de delegados y jefes de oficina. Departamento agrario. Mexico, 1936 (polycopié).

MENDIETA Y NUNEZ (Lucio). — *El systema agrario constitutional*. Mexico, A. Mijares, 1932.

— *El credito agrario en Mexico*. Mexico, imp. Mundial, 1933.

— *El problema agrario de Mexico*. Mexico, 1934.

MORIN (M. GOMEZ). — *El credito agricola en Mexico*. Madrid, 1928.

PHIPPS (Helen). — *Some Aspects of the Agrarian Question in Mexico*. A Historical study Austin Texas, University of Texas, 1925.

Plan Sexenal del P. N. R. Mexico, 1934.

Primera exposicion objectiva del plan sexenal. Departamento autonomo de publicidad y propaganda. Mexico, 1937.

SIMPSON (Eyler N.). — *The Ejido*. Mexico's way out, foreword by R. BETETA. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1937.

SIMPSON (L. B.). — *The Encomienda in New Spain*. Berkeley, 1929.

TANNENBAUM (Franck). — *The Mexican agrarian revolution*. New-York, Macmillan, 1929.

— *Peace by revolution*. New-York, Colombia University Press, 1933.

VAZQUEZ (Gabino). — *Antecedentes del problema agrario en Mexico*. Mexico, éd. mimeografico del departamento agrario, 1935.

IV

Articles de Revues

American journal of International Law.

BULLINGTON (John P.). — The land and petroleum laws of Mexico.

Bulletin of the Panamerican-Union.

The distribution of communal lands in Mexico.
Mai 1933.

SURO (Guillermo A.). — Mexico's six-year plan.
avril 1934.

SURO (Guillermo A.). — The Mexican agrarian Code. Août 1934.

CALVERTON. — President Cardenas reports on Mexican progress, novembre 1935.

Current history.

HACKETT. — Mexican blow at property rights,
juillet 1932.

HACKETT. — Mexico voids confiscation laws,
août 1932.

CALVERTON. — Red rule in Mexico's schools,
décembre 1935.

Foreign Affairs.

BARKER (Frederic). — New laws and Nationalism
in Mexico, 1926-1927, vol. V.

GAMIO (Manuel). — Mexico's agrarian problems,
vol. IV.

France-Amérique latine.

NICOLETIS (J.). — L'œuvre sociale de la révolution
mexicaine, novembre 1930.

NERVO (Rodolfo). — Le Mexique actuel, juillet
1933.

AYGUESPARSSE (Victor). — Le Mexique d'aujourd'hui,
juillet 1936.

Le Correspondant.

LUGAN (A.). — La question agraire au Mexique,
25 mars 1931.

L'Europe Nouvelle.

DILLON (E.-J.). — Le Mexique sous le Président
Calles, 19 janvier 1929.

ROLLIN. — Le Mexique après un siècle de révolution,
14 septembre 1929.

New-American Review.

WILSON (Richard C.). — Mexico reaches a turn, her trial of socialism is ending in failure, février 1932.

New-York Herald.

Calles six-year Plan, 8 juillet 1933.

Proa Mexico (organo del bloque nacional revolucionario a la XXXVI^e legislatura).

Revista de Economica y estadistica (Mexico).

GONZALEZ (Casanova). — La reforma del codigo agrario, junio 1936.

GONZALEZ (Casanova). — Los problemas de la tecnica en la agricultura Mexicana, marzo 1936.

Revue d'Agriculture Internationale (Rome).

Le crédit agricole au Mexique, 1916.

Revue de droit international de Sciences diplomatiques et politiques.

L. DE MONTLUC. — Lois agraires au Mexique, 1926.

Revue d'Economie Politique.

GONNARD (René). — L'empire Inka. 1934.

Revue Economique Internationale.

LEPOUTRE (Jean). — La situation de l'industrie pétrolifère au Mexique, août 1921.

JURGEN-SERAPHIM. — La production agricole à l'Est et au Sud-Est de l'Europe, décembre 1934.

Revue d'Etudes Coopératives.

HOSTELET (Georges). — Le Mexique d'aujourd'hui, avril-juin 1935.

Revue de Genève.

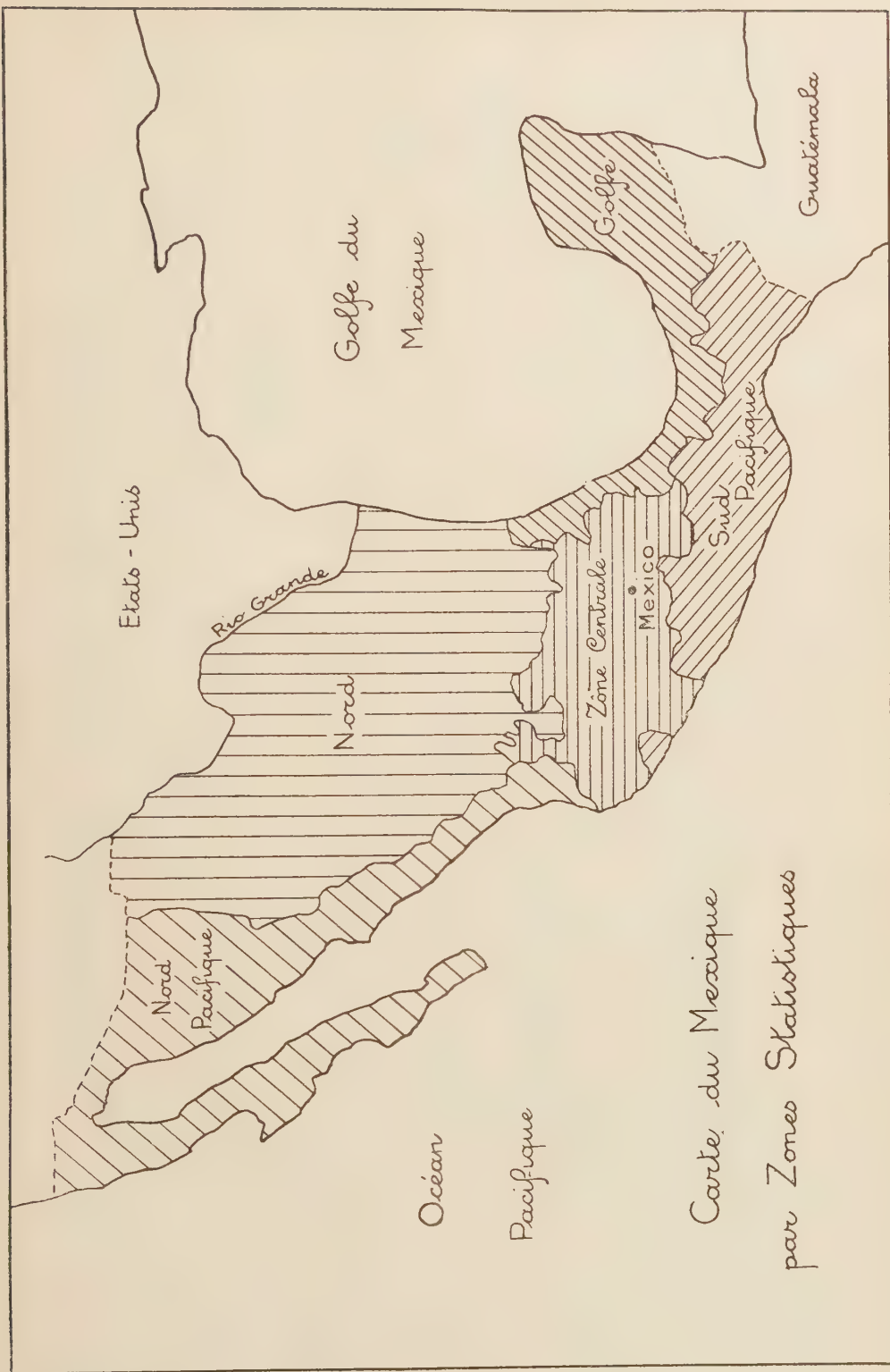
ARAQUISTAIN (Luis). — Mexique : révolution et réforme agraire, février 1930.

Revue Internationale d'Institutions Economiques et Sociales.

BOLANOS (Gaspar). — La question agraire au Mexique, juillet-septembre 1925.

Revue Internationale du Travail (Genève, B. I. T.).

MUNGUIA (Enrique). — Le problème agraire au Mexique, juillet-août 1937.



Carte du Mexique
par Zones Statistiques

Résultats globaux de la réforme agraire au Mexique

ANNEXES

Nature de la propriété	Superficie des terres accordées (en hectares)	Superficie des terres accordées en pourcentage de la superficie totale des terres agricoles ¹	Nombre d'exploitants établis sur les nouvelles propriétés	Pourcentage des exploitants sur les terres octroyées par rapport à la population agricole totale ²	Superficie moyenne des terres accordées par cultivateur (en hectares)
Concessions de terres individuelles.....	2.728.159	2,5	11.107	0,3	245,6
Colonisation sur les terres domaniales et sur les propriétés privées.....	843.750	0,8	5.146	0,1	164,0
Colonisation sur les terres comprises dans un système d'amélioration foncière....	175.000	0,2	15.674	0,4	11,2
<i>Ejidotes</i>	11.741.191	10,6	895.284	24,7	13,1
Total....	15.488.100	14,1	927.211	25,5	—

¹ Évaluée à 110.800.920 hectares (1930).

² Évaluée à 3.626.278 (1930).

**Statistiques sur la distribution des terres
sous le régime de l' « Ejido » (1914-1936)**

Années	Nombre d'attribu- tions défi- nitives de terres	Superficie totale des terres attri- buées (en hectares)	Nombre des bénéficiaires des attributions définitives des terres	Superficie moyenne des terres attribuées à chaque bénéficiaire (en hectares)
1914	—	—	—	—
1915	0	—	—	—
1916	1	1.246	182	6,9
1917	54	5.635	2.615	2,2
1918	68	68.308	15.071	4,5
1919	86	40.275	14.948	2,7
1920	119	6.433	15.566	0,4
1921	175	178.814	27.659	0,7
1922	31	140.287	16.184	8,8
1923	199	285.870	31.132	9,2
1924	290	823.095	64.335	12,8
1925	440	787.012	79.606	9,9
1926	365	816.633	80.625	10,1
1927	463	991.365	64.116	15,5
1928	394	638.863	63.260	10,1
1929	857	1.084.370	108.846	10,0
1930	484	744.090	67.427	11,0
1931	354	610.304	45.652	13,4
1932	205	348.400	21.217	16,4
1933	338	129.929	11.123	11,7
1934	1.335	1.589.431	127.878	12,4
1935	823	1.258.383	92.290	13,6
1936	2.214	8.269.202	206.065	15,9

Statistique des « Ejidos » d'après le recensement du 10 avril 1935 ⁽¹⁾

ZONE	Nombre de <i>ejidos</i> créés	Surface totale des terres accordées (en hectares)	Superficie moyenne des <i>ejidos</i> (en hectares)	Nombre total de bénéficiaires	Nombre moyen des bénéfi- ciaires par <i>ejido</i>	Superficie moyenne attribuée par bénéfi- ciaire (en hectares)
Zone Nord	1.557	4.709.894	3.025	139.697	90	33,7
Zone du Golfe	1.240	1.925.851	1.553	140.166	113	13,7
Zone Nord Pacifique ...	312	932.277	2.988	39.459	126	23,6
Zone Sud Pacifique.....	744	1.055.262	1.418	90.595	122	11,6
Zone Centrale.....	3.188	3.117.907	978	485.367	152	6,4
Ensemble du pays.....	7.041	11.741.191	1.668	895.284	127	13,1

(1) SECRETARIA DE LA ECONOMIA NACIONAL, DIRECCION GENERAL DE ESTADISTICA : *Primer Censo Ejidal*
10 Avril 1935.

**Illettrés âgés de plus de dix ans
en 1910 et en 1930**

ETATS	POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE		Pourcentage de Diminution
	1910	1930	
Aguascalientes	61.7	50.0	11.7
Basse Californie	45.0	30.0	15.0
Campêche.....	64.0	53.6	10.4
Coahuila	56.6	43.6	13.0
Colima	47.2	45.1	2.1
Chiapas	86.6	77.9	8.7
Chihuahua	59.3	42.3	17.0
District Fédéral	33.2	23.1	10.1
Durango	72.4	54.0	18.4
Guanaruato	75.4	69.0	6.4
Guerrero.....	86.0	79.4	6.6
Hidalgo	75.7	72.1	3.6
Jalisco	63.0	54.0	9.0
Mexico.....	74.2	69.7	4.5
Michoacan.....	71.3	66.9	4.4
Morelos.....	64.1	60.5	3.6
Nayarit	68.5	55.5	13.0
NuevoLion	52.2	37.8	14.4
Oaxaca	84.3	78.0	6.3
Puebla	77.6	67.9	9.7
Queretaro.....	74.1	73.8	0.3
Quintana Roo	49.2	47.4	1.8
San Luis Potosi.....	74.9	66.7	8.2
Sinaloa..	70.0	56.7	13.3
Sonora.....	53.5	39.9	13.6
Tabasco	75.3	65.5	9.8
Tamanlipa	61.2	40.2	21.0
Tlaxcala	67.7	59.5	8.2
Vera-Cruz	75.1	65.6	9.5
Yucatan.....	68.8	50.0	18.8
Zacatecas	65.2	57.8	7.4
TOTAL	69.7	59.3	10.4

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
Les conditions naturelles	11
Les conditions démographiques.....	15

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ AGRAIRE AVANT LA RÉFORME AGRAIRE

Chapitre I. — <i>La Propriété collective avant la conquête espagnole</i>	25
Les « Calpulli »	25
Chapitre II. — <i>Les grands Domaines</i>	31
I. L' « Encomienda »	31
II. L' « Hacienda »	34
Chapitre III. — <i>Le Village libre</i>	43
I. Le village libre éparpillé	44
II. Le village libre aggloméré	46

DEUXIEME PARTIE

LA RÉFORME AGRAIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1910

AU PLAN SEXENNAL

Chapitre I. — <i>Les Origines</i>	53
I. La révolution de 1910 : Madero....	53
II. Zapata et le mouvement indien....	55
III. Carranza et la Constitution de 1917.	56
Chapitre II. — <i>Le fondement constitutionnel de la réforme : l'article 27</i>	61
I. Nature et limites du droit de propriété.	62
II. Personnes ayant droit à la propriété.	65
III. Principes de la Réforme agraire..	68
Chapitre III. — <i>L'application de la Réforme agraire</i>	73
I. La distribution de terres en propriété collective	74
II. La distribution de terres en propriété individuelle	82
III. Les résultats	87

TROISIEME PARTIE

ORIENTATION DE LA RÉFORME AGRAIRE DEPUIS LE PLAN SEXENNAL

Chapitre I. — <i>Nouvel élan donné à la Réforme agraire</i>	97
I. Le Plan Sexennal	97
II. Le Code agraire	106
III. Les résultats de la distribution d' « ejidos »	114
Chapitre II. — <i>L'organisation des « ejidos »</i> ...	119
I. Tendances au collectivisme : la circulaire 51	120
II. Statut de l' « ejido » d'après le Code agraire	125
III. Résultats obtenus par les « ejidos ». .	131
Chapitre III. — <i>Les problèmes généraux soulevés par la Réforme agraire</i>	135
I. Le problème financier	135
II. Le problème de l'éducation	146

CONCLUSION	153
------------------	-----

ANNEXES. — Carte du Mexique par zones statistiques	(Hors texte)
--	--------------

Tableaux statistiques	177
-----------------------------	-----

